

printemps 81

n°5

10frs

AGORA

revue libertaire internationale

G. COHN-BENDIT: AU-DELA DE FAURISSON

ETUDIANTS: LES TEMPS CHANGENT

BRESIL: L'AUTONOMIE AU COEUR



**USA:
RETOUR
DES
GENDARMES**

CRONSTADT

N° 5

PRINTEMPS 81

« AGORA »

revue d'informations
libertaires internationales

Éditée par: «Pensée et Action».
Périodicité: trimestrielle.
Directeur de publication: Solon Amoros.

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 1981.
Commission paritaire: n° 62.601.
I.S.S.N.: n° 0245-3530.

Imprimerie: «Sacco», 44 chemin
du Catala, 31100 Toulouse.
Tél: 49-32-01.

Équipe de rédaction: Claude Ariso, Marc Létondor, Michel Auvray, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos.

Rédaction et Administration:
«AGORA»
B.P. 1214
31037 - Toulouse - cédex.

Prix du numéro: 10 Frs.

Abonnement: 4 numéros-35 Frs.

Diffusion militante:

- 5 exemplaires: 45 Frs.

- 10 exemplaires: 90 Frs.

Pour tout versement: libellé à
l'ordre de Claude Ariso, C.C.P.
n° 3-286-90-N, Toulouse.

Ont été mis à contribution pour ce numéro: Abraham Guillen, Andres, Ariane Gransac, Brigitte Lafargue, Claude Ariso, Claude Nepper, Claudio Miranda, Djebel, Epistolier, Gaby Cohn-Bendit, João Catalão, Julien Dieux, Michel Auvray, Mikis Sarkos, Octavio Alberola, Pierre Favraud, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos, Volny, «CNT», «Bicicleta», «L'Echo des Savanes», «Rivista A.», les copains de l'atelier de façonnage «M.D.P.» et ceux de l'imprimerie «Sacco».



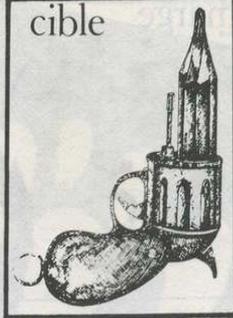
sommaire

● CIBLES	3
■ La défonce stalinienne.	
● EN MARGE	4
■ Universités: Les temps changent.	
■ Objecteurs: Les libertés s'enrhument.	
■ Guadeloupe: Pour qui sonne le G.L.A. ?	
● SANS FRONTIERES	14
■ Italie: L'Etat, ennemi public n° 1.	
■ Brésil: L'autonomie au cœur des luttes.	
■ URSS: Horizons du socialisme blindé.	
■ Canada: Les chemins libertaires.	
● EN BREF	24
■ Faut tout vous dire.	
● «AGORA» S'AFFICHE	26
■ Contre la peine de mort.	
● RECETTES DE TATIE CRONSTADT	28
■ Raconte-moi la presse.	
● REPERES	29
■ «L'Amérique aux Américains».	
■ Domitila: «Si on me donne la parole...».	
■ Bolivie: Coup d'Etat n° 189: et maintenant... les luttes!	
■ Brésil: L'ivresse économique.	
■ Nicaragua: Où va la révolution ?	
● NOTRE MEMOIRE	42
■ Cronstadt 1921.	
● ARGUMENTS	47
■ Gaby Cohn-Bendit: «Je plaide non-coupable».	
● KIOSQUE	51
■ Des notes de lecture.	
● CRAYON NOIR	52
■ Anarchik.	

● EN VENTE A: ■ «La Cité», 43 rue Clémenceau, 11000 Carcassonne. ■ «Germinal», 19 rue des Suisses, 13200 Arles. ■ «Graffiti», 11 rue Riquet, 31000 Toulouse. ■ Anglade, 44 rue Merly, 31000 Toulouse. ■ Amoros, 14 rue de l'étoile, 31000 Toulouse. ■ «L'En-Dehors», 45 rue du Mirail, 33000 Bordeaux. ■ Groupe Sébastien Faure, 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux. ■ «Gai savoir», 9 rue de l'Argenterie, 34500 Béziers. ■ «La Crue», 245 rue Bourgogne, 45000 Orléans. ■ «La Capotière», rue des Carmes, 45000 Orléans. ■ «Le Temps des Cerises», 5bis rue Gustave Simon, 54000 Nancy. ■ «L'Étincelle», 30 rue Pasteur, 64000 Pau. ■ «Le Futur Antérieur», 5 rue du Théâtre, 65000 Perpignan. ■ Cercle d'Études Sociales, 48 rue des Augustins, 66000 Perpignan. ■ «La Gryffe», 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon. ■ «La Taupe», 2 quai de l'amiral Lalande, 72000 Le Mans. ■ «Imagine», 51 rue de Lappe, 75011 Paris. ■ «Le Jargon Libre», 6 rue de la Reine Blanche, 75013 Paris. ■ «La Commune de la butte aux cailles», 11 rue Barrault, 75013 Paris. ■ O.C.L., 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. ■ «Rencontres», 36 rue de l'Hôtel de ville, 81100 Castres. ■ «Alinéa», 4 rue Charles Poncey, 83000 Toulon. ●



cible



LA

DEFONCE DES STALS!

Bull-dozer, ordre, délation, morale:

- « Camarade Marchais, il paraît qu'ils vont taxer la connerie!

- Je m'en fous, toute ma fortune est à Moscou! »

Morale, délation, ordre, bull-dozer. Le PCF commence à ressembler à ce qu'il a toujours été. Déjà à la Libération, les staliniens de la région lyonnaise n'avaient pas hésité à dénoncer au Préfet les ouvriers coupables de grève, coupables de ne pas s'être « retroussés les manches »!

Une sale odeur de friture policière règne dans les cellules. Iront-ils jusqu'à tondre une femme? châtrer un péde? protester parce que l'acier de notre guillotine est allemand? iront-ils jusqu'à vouloir « vivre et mourir au pays »? Aujourd'hui, le PCF veut plus d'ilôtiers, moins de « métèques » plus de flics, moins de rebelles. En un mot: plus de communistes! Pour eux, le socialisme, c'est le nucléaire plus le mouchardage.

Dans le premier numéro d'Agora nous avons posé cette question: « Pour être révolutionnaire faudra-t-il commencer par être anti-communiste? ». Le PCF s'est empressé de répondre: oui! Royer peut poser sa candidature au Comité Central et Marchais s'installer au Vatican. Les années 80 seront le domaine de l'interchangeable.

Une fois de plus, les libertaires sont désolés d'avoir eu raison: le stalinisme reste l'opium du peuple! On aurait, certes, préféré se tromper; on aurait, certes, préféré emboîter le pas aux éternels gauchistes qui persistent à nous pousser à voter à gauche. Mais, bon sang, à gauche de quoi? Peut-être à gauche de l'urne?

attention !
maintenant
ils
mordent





INTERDICTIONS
PROFESSIONNELLES

EMPLOIS INTERDITS

Je voudrais bien trouver une formule pour ne plus avoir d'objecteurs de conscience! Que voulez-vous que l'armée fasse avec des gens qui ne veulent pas d'elle!... On pourrait leur faire signer un papier où ils s'engageraient — puisqu'ils refusent de servir la collectivité nationale par le service militaire — à ne pas avoir accès à des professions qui en relèvent directement comme les grandes administrations, les P.T.T., la S.N.C.F., etc... Si les propos que tint, il y a quelques années, le ministre de la Défense Soufflet (1) ont le mérite d'être clairs, la volonté d'exercer ce type de ségrégation est moins rare qu'on ne le pense dans les sphères dirigeantes. Car les objecteurs ont bien failli, dès 1953, être l'objet d'une semblable «formule», la loi du 21 décembre 1963 portant statut des objecteurs prévoyant, en son article 12, de leur interdire l'exercice de certains métiers (2).

Pour l'heure, les administrations admettent encore en leur sein les objecteurs qui, légalement reconnus, ont régulièrement accompli leur service civil, mais elles ferment leurs portes à ceux qui, victimes des restrictions apportées au droit à l'objection, ont été amenés à se placer dans une situation illégale. Qu'ils aient été traduits devant un tribunal militaire ou, ce qui est le cas des bénéficiaires du statut des objecteurs, devant une juridiction de droit commun, les appelés condamnés pour insoumission ou désertion ne peuvent, même après avoir purgé leur peine ou avoir été réformés, devenir fonctionnaires, la plupart des condamnations prononcées ayant pour effet de

La récente révocation de plusieurs fonctionnaires qui, objecteurs insoumis ou renvoyeurs de livrets militaires, entendent contester la politique militaire actuelle sinon l'armée elle-même, témoigne des formes préoccupantes que commence à revêtir, en France, la répression de ce qui n'est autre qu'un délit d'opinion.

LES LIBERTES S'ENRHUMENT

les priver de leurs droits civiques en application de l'article 5 du code électoral (3). Le fait de jouir de ses droits civiques étant l'une des conditions nécessaires pour accéder à la fonction publique, cet empêchement, qui ne peut être levé que par une loi d'amnistie, contraint nombre de jeunes à renoncer à exercer la profession à laquelle ils s'étaient destinés.

Mais nul n'est besoin d'avoir été condamné par un tribunal pour se voir refuser le droit de postuler un emploi dans une administration, le statut général des fonctionnaires stipulant aussi que *«nul ne peut être nommé à un emploi public... s'il ne se trouve en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée»* (4). C'est le cas des milliers d'objecteurs qui, insoumis aux affectations qui leur sont imposées, n'ont, pour la grande majorité d'entre eux, jamais été condamnés.

Depuis neuf ans que se poursuit ce mouvement d'insoumission collective, bien peu d'objecteurs ont rencontré des difficultés professionnelles dûes à leur situation illégale, pour peu toutefois qu'ils la taisent auprès de leur employeur. Le licenciement d'André Tiraboschi, aide-comptable employé depuis six ans par une entreprise privée, est jusqu'alors resté exceptionnel (5). Dans l'administration, la plupart de ceux qui étaient déjà titulaires avant de devenir insoumis, conservent leur poste, leur hiérarchie n'en sachant rien, et bien d'autres parviennent à se faire employer comme auxiliaires. De fait, les autorités administratives ne s'inquiètent de leur position au regard des obligations légales du service que lorsqu'ils

veulent accéder à la titularisation ou demander leur réintégration.

Tous sont cependant à la merci de la curiosité d'un bureaucrate ou d'un contrôle particulièrement pointilleux. Et, de gênante, cette situation peut devenir, à terme, inquiétante, nombre de carrières ayant déjà été brisées. Des enseignants (Guy Weisse, Jacques Ballester, Christian Faucher) ont été radiés de l'Education Nationale; Un architecte, Bernard Laugier, s'est vu rompre le contrat qui le liait avec un organisme dépendant d'un ministère; L'on vit même, exemple ô combien révélateur de la nature du service imposé aux objecteurs, un technicien forestier, Jean Siron, être licencié pour avoir refusé d'accomplir, quasi-gratuitement et sans droit aucun, le service civil... dans l'entreprise qui l'employait, l'O.N.F. Collègues de travail et syndicats ont beau protester, comme ce fut, il y a peu, le cas à St Etienne,

où un très large comité de soutien s'est constitué autour de Bernard Seux et Jean-Pierre Soutrenon, deux instituteurs titulaires licenciés pour avoir effectué leurs deux années de service dans une association non agréée par le ministère de l'Agriculture, les objecteurs qui ne peuvent présenter un certificat justifiant qu'ils sont «dégagés» des obligations du service national actif, ne sont pas réintégrés dans leur fonction et perdent leur emploi.

COUPABLES DE NE PAS SE TAIRE ?

Une fois en poste, le fonctionnaire n'aurait-il pour son administration que le droit d'obéir et de se taire?

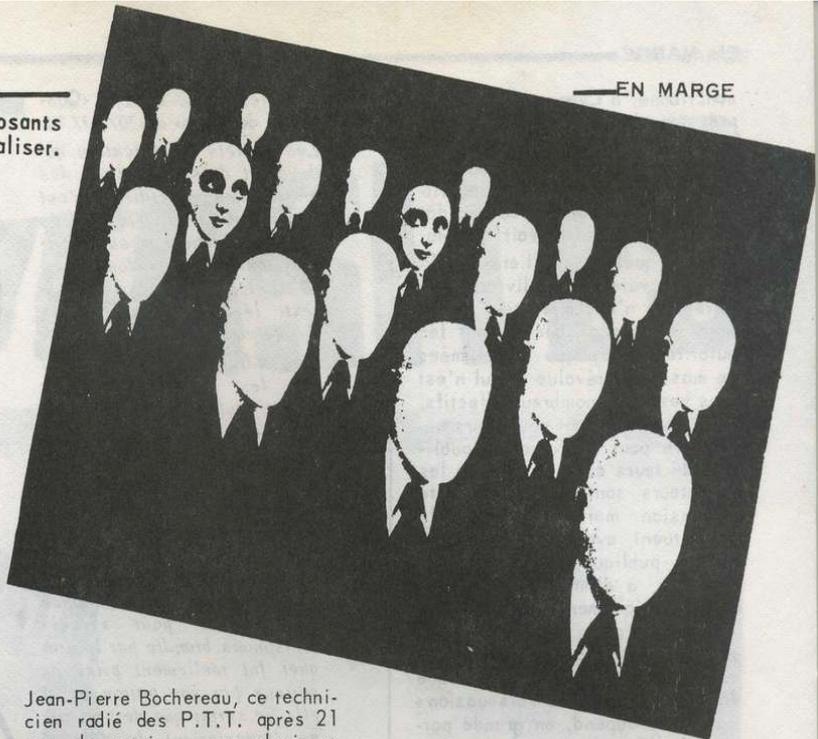
**Des opposants
à neutraliser.**

C'est ce que la révocation de plusieurs d'entre eux, condamnés pour avoir renvoyé leurs papiers militaires, permet, hélas, de penser.

Nombreux parmi ceux qui, des années après avoir accompli leur service militaire (ou en avoir été exemptés), entendent soutenir les réfractaires, contester la politique de Défense et plus particulièrement l'extension du camp du Larzac, en renvoyant aux autorités les papiers militaires qui les lient à l'institution, les fonctionnaires n'ont pas jusqu'alors été épargnés par la répression. Mais si les centaines de procès intentés ont fréquemment été l'occasion de nouveaux renvois, les peines d'amende ou, plus rarement, celles d'emprisonnement assorties de sursis, ne freinant nullement le développement de ce mouvement d'objection à l'armée de réserve, il est à craindre qu'il n'en soit pas de même de la nouvelle mesure d'intimidation qui frappe de plus en plus souvent les auteurs de cet acte de protestation: la déchéance des droits civiques pour un, trois ou cinq ans.

Particulièrement graves sont les conséquences de cet étrange sanction qui prive de leurs droits civiques ceux qui, précisément, s'efforcent d'assumer pleinement leurs responsabilités de citoyens: Cette peine supprimée en effet, non seulement les droits de vote, d'éligibilité et de port d'armes, mais aussi celui *«d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois»* (6). Car, s'il arrive que le tribunal précise, dans les attendus du jugement, qu'il relève le condamné de l'incapacité d'exercer un emploi dans la fonction publique, comme le fit la Cour d'Appel de Lyon pour un enseignant, Gérard Legrand, cette mesure a abouti récemment, dans quatre cas au moins, à priver d'emploi des fonctionnaires.

Alain Fournier, professeur de C.E.T. à Caen, et l'un de ses collègues nantais, ont été radiés de l'Éducation Nationale, tandis qu'un psychologue d'un centre hospitalier de la région de Dijon, Jean-Louis Guenego, qui s'était vu notifier son licenciement, n'a pu obtenir sa réintégration malgré la décision finalement favorable du tribunal. Force est de reconnaître qu'à l'exception du cas de



Jean-Pierre Bocheureau, ce technicien radié des P.T.T. après 21 ans de service — que plusieurs centaines de ses collègues accompagnèrent, plusieurs jours durant, à son poste de travail, à Lannion — protestations, manifestations de solidarité et réactions syndicales n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu: la garantie de l'emploi mais aussi, et surtout, la liberté d'opinion et le droit au travail.

**DE LA DISCRIMINATION
A LA MARGINALISATION ?**

De fait, les objecteurs sont bel et bien pénalisés pour leurs seules convictions. Tandis que, par centaines, ceux qui n'effectuent pas leur service sont menacés dans leur emploi, ceux qui accomplissent tout à fait légalement, et en totalité, leurs deux années de service civil — souvent pour conserver leur travail de fonctionnaire — sont victimes d'une curieuse discrimination. La Fonction Publique ne prend pas en compte, en effet, contrairement à ce qui est le cas pour toutes les autres formes du service national, la durée effective du service des objecteurs (le double de celle du service militaire) dans le calcul de l'ancienneté. Placés *«en congé pour convenance personnelle»* (sic), les objecteurs fonctionnaires perdent ainsi tous les droits et avantages afférents à leur profession.

Ceux qui apportent leur soutien aux réfractaires ne sont pas mieux lotis, les peines sanctionnant le recel d'insoumis ou la provocation à l'insoumission pouvant, pour les fonctionnaires, être portées au double (7), *«le coup-*

ble (étant) de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus» (8). L'on vit même, l'an dernier, un enseignant, Jean-Pierre Abbou, inculpé pour avoir distribué des tracts soutenant les objecteurs collectifs, à la foire-exposition de Marseille, être, dans l'attente de son procès, suspendu avec retenue des trois-quarts de son salaire! (9).

Sourd et aveugle aux réalités sociales, passif et muet, docile et soumis, tel semble être le modèle du fonctionnaire souhaité par nos gouvernants. Les radiations prononcées, pour aussi peu nombreuses qu'elles soient, pour l'instant, n'en ont pas moins pour effet d'intimider l'ensemble des fonctionnaires. Le chantage à l'emploi constitue, à n'en pas douter, un moyen de pression considérable, dans une telle période de chômage. Et si certains jeunes conscrits, particulièrement déterminés et souvent travailleurs précaires, ne répugnent pas à revendiquer une marginalité à laquelle ils sont fréquemment contraints, il est à redouter que de semblables mesures n'aboutissent rapidement à dissuader bon nombre de jeunes de s'engager dans l'objection et à réduire leurs aînés au silence.

Acculer les objecteurs de tous âges à l'isolement et à l'inefficacité, les marginaliser plus encore qu'ils ne le sont, telle est la volonté des dirigeants. Déjà, cette forme de répression insidieuse s'étend hors du secteur public: un moniteur d'auto-école, jugé pour renvoi de livret, a été

sanctionné, à Lyon, par la... suppression de son permis de conduire, et un objecteur autrefois condamné pour insoumission, Jacques Bonati, vient d'être obligé de démissionner du mandat syndical auquel il avait été élu.

Que quelques milliers d'individus renvoient leurs livrets militaires ou n'accomplissent aucun service ne gêne aucunement les autorités. L'époque des armées de masse est révolue et nul n'est plus besoin de nombreux effectifs. Ce n'est point tant pour leurs actes que pour l'affirmation publique de leurs convictions que les objecteurs sont l'objet de cette répression multiforme. Car ils constituent, avant tout, une opposition publique, aussi minime soit-elle, à éliminer, à neutraliser. Politiquement, parce que le Pouvoir ne peut, comme tel, supporter que soit contestée son autorité. Militairement, parce que la crédibilité de la «dissuasion» nucléaire dépend, en grande partie, de l'état d'esprit de la population et qu'il entend la préparer dès maintenant à subir en silence toutes ses décisions, aussi criminelles soient-elles. La passivité du citoyen est, à l'ère de l'armement atomique, aussi essentielle que l'obéissance aveugle du soldat. ■

Michel AUVRAY.

- (1) Interview parue dans le «Quotidien de Paris» du 20/11/74.
- (2) Les décrets d'application qui devaient dresser la liste des professions interdites n'ont cependant jamais été publiés et cette odieuse mesure a finalement été abandonnée en 1971, lors de l'insertion du texte législatif dans le code du service national.
- (3) L'interdiction d'être inscrit sur les listes électorales frappe automatiquement tous ceux qui sont condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou supérieures à trois mois ferme ou six mois avec sursis.
- (4) Article 16 de l'Ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959.
- (5) L'on ne sait si la menace d'inculpation pour «recel» d'insoumis brandie par le parquet fut réellement prise au sérieux par son patron ou si elle ne servit que de prétexte au licenciement du délégué syndical qu'il était devenu depuis peu.
- (6) Article 42 du Code Pénal, alinéas 1 à 4.
- (7) Jusqu'à dix ans d'emprisonnement!
- (8) Article L. 130 du code du service national.
- (9) En application d'une ordonnance du 26 septembre 1960.

LE «GUIDE DE L'OBJECTEUR» EN PROCES

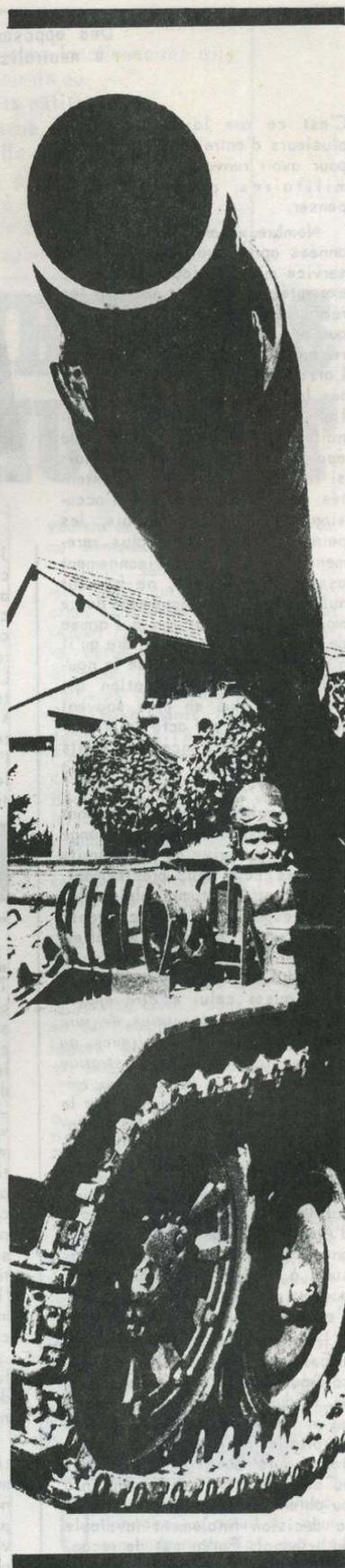
Demandes collectives refusées, objecteurs insoumis à nouveau poursuivis, renvois de livrets condamnés, les objecteurs sont particulièrement en butte à la répression. Les militants antimilitaristes qui les soutiennent ne sont pas mieux lotis, les inculpations se multipliant sous des prétextes divers. Alors, un procès parmi tant d'autres, celui qui est intenté à l'encontre de Damien Thébault, inculpé de «provocation à l'insoumission» et de «propagande» pour l'objection? Certes non. Poursuivi en tant que directeur de publication du journal «Objection», notre camarade est inculpé au titre de responsable légal du «Guide de l'Objecteur», cette brochure simple, claire et précise qui permet à tout un chacun de s'y retrouver dans la jungle des textes et démarches à connaître pour tenter d'obtenir le statut d'objecteur.

L'enjeu est de taille: si condamnation il y a, cela signifie que toute personne interpellée en train de diffuser cet ouvrage ou même, simplement trouvée en possession de plusieurs exemplaires de l'édition

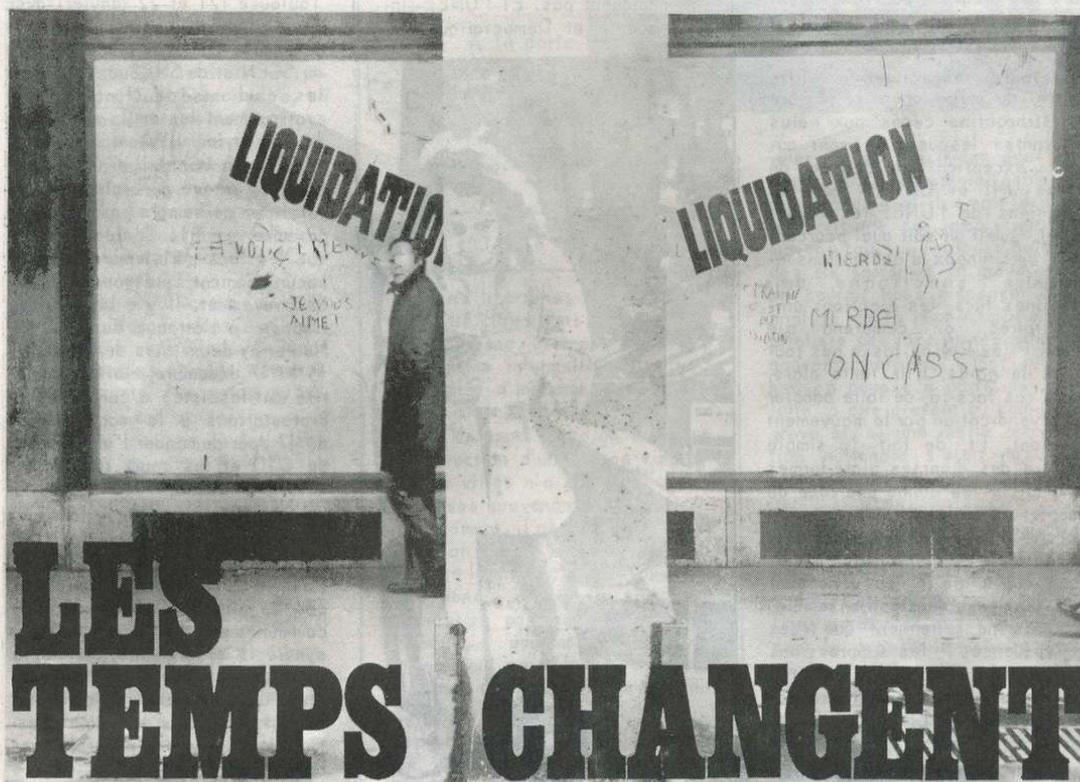
poursuivie, peut à son tour se voir inculpée et condamnée, en compagnie, une nouvelle fois, du directeur d'«Objection», et cela autant de fois qu'il plaira aux autorités. C'est l'existence même de ce «Guide» (déjà lu par des dizaines de milliers d'individus) qui est menacée et, à terme, l'interdiction de faire la moindre information sur l'objection qui est recherchée. C'est la liberté de la presse qui est en cause, la liberté d'expression qui est en jeu.

Journaux et périodiques, imprimeurs et libraires, de même, bien sûr, le maximum de groupes et individus, sont invités à manifester leur solidarité en s'associant - comme l'a déjà fait la rédaction d'«Agora» - aux initiatives prises en vue de ce procès qui, initialement prévu pour le 16 février, se tiendra le 12 mai, à 13h 30, devant la 17^e chambre correctionnelle du TGI de Paris.

Pour tout contact:
C.L.O.
B.P. 3063
31025-Toulouse-Cédex.



UNIVERSITÉS



LES TEMPS CHANGENT

Depuis cet automne, des remous secouent
le monde universitaire
un peu partout, en France...
Deux étudiants libertaires
qui ont participé au mouvement sur Toulouse
en font une rapide description et
ébauchent un premier bilan.

Qui l'eut cru? Oh, bien sûr, les antécédents «glorieux» ne manquent pas, ni même les «anciens combattants» nous rappelant ce qui se fit il y a... 5 ans! Mais il faut bien l'avouer, l'apathie semblait s'être emparée des étudiants, la résignation face aux difficultés croissantes, la lassitude aussi des mouvements échoués, le ras-le-bol enfin des magouilles politicardes et syndicales. Et puis, les temps changent. Il reste bien quelques rescapés de cet après-68 mémorable,

mais la nouvelle génération de la population estudiantine semble blasée: un a-politisme affiché pour une bonne partie et, à côté, une minorité politisée qui est anti-organisationnelle et refuse toute globalisation. Alors, c'est vrai, pas grand monde y croyait vraiment. Ce n'est certes pas l'envie de faire de l'agitation qui manquait, la preuve: comités de lutte, tracts, réunions et appels se succédaient. Et puis, il y a un an déjà, des remous avaient agité nos milieux universitaires face

aux mesures frappant les étudiants étrangers et visant à en limiter l'inscription.

LA POMME DE DISCORDE

Bref, c'est reparti! D'une drôle de façon, à vrai dire: les raisons s'assemblent mais ne se ressemblent pas toujours. Il y a d'abord le décret Imbert qui restreint l'inscription universitaire des étudiants étrangers par pressions financières et policières (1). La carte universitaire et la réforme du second cycle ensuite qui suppriment certaines filières d'enseignement, menacent les petites universités de disparaître (comme Perpignan), renforcent la sélection et le bachotage. Dans certaines universités, on proteste également contre les restrictions budgétaires. Enfin, le gros morceau, la loi Sauvage qui sera la pomme de discorde.

Par le renforcement du poids des professeurs de rang magistral (les mandarins), la loi Sauvage vise, bien entendu, à réduire l'influence des assistants et maîtres-assistants. Instituant un barrage UER, elle entraîne la suppression administrative pure et simple de toutes celles qui n'atteignent pas ce « seuil de respectabilité ». Mais la loi apporte également des modifications au sein des Conseils d'Université puisque les 50 % des sièges à pourvoir iraient aux mandarins et seulement 5 et 15 % aux assistants et maîtres-

assistants, respectivement. Elle limite, du même coup, le nombre de strapontins cédés aux « élus étudiants » lesquels ne sont autres — exception faite des cas de listes UNI et CLEF — que les stalinien de l'UNEF-(ex-Renouveau). Quant on sait quel pourcentage vertigineux d'absentions étudiantes sanctionne, dans certaines facs, les élections universitaires, on comprend que l'UNEF-(ex-Re) ne fasse pas toujours le poids. Elle tente alors, dans ces facs-là, de faire adopter sa revendication par le mouvement étudiant. Et, de fait, la simple lecture des diverses plate-formes revendicatives donne une idée du rapport de force dans chaque université et révèle le poids des stalinien dans chaque cas. Ainsi, face aux plate-formes dénonçant la loi Sauvage dans son ensemble, d'autres ne retiennent que « ses conséquences » : les suppressions administratives d'UER, le retour du mandarinat et ne soufflent mot du « problème-UNEF ».

UNE GREVE A RELAIS

C'est donc reparti, tant bien que mal ! Mais d'abord chacun pour soi et la grève prend une tournure inattendue que révèle cette formule qui a fait recette dans certaines facs : « on s'arrête et on cogite ». La grève doit être l'occasion de débats, de création de groupes de travail, de réflexion intense, d'un « questionnement fondamental » (comme ils disent en philo). Il faut surtout éviter, selon cette nouvelle formule de grève, le cycle habituel AG-manif sans pour autant nier l'utilité de l'une comme de l'autre. La ronde des facs en grève commence.

Dès le 12 novembre, c'est Perpignan qui démarre, université directement menacée de disparition à court terme. Epaulée par des étudiants grenoblois de sciences éco. et par ceux de Lille, la grève se poursuit avec son cortège d'assemblées, de rassemble-

ments. Début décembre, c'est au tour de Strasbourg et de Toulouse de se mettre en grève, une semaine avant que Perpignan ne décroche... A l'approche des vacances de Noël, cinq villes sont essentiellement touchées : Dijon, Besançon, Toulouse, Metz et Reims auxquelles ne tarde pas à se joindre Nancy.

Bien sûr, les mots d'ordre appelant à une coordination nationale et à un mouvement d'ensemble ne manquent pas. Et l'UNEF-(Indépendante et Démocratique) (2)



« S'assurer une place aux côtés du patronat ».

lance des appels pour des « montées nationales sur Paris ». C'est la confusion : on ne peut que se méfier des « montées-devant-le-Ministère » chères à l'OCl; on ne peut que se méfier aussi de la « coordination des facs en lutte » dont le bureau national est, lui aussi, aux mains de l'OCl. Mais certaines villes ont répondu à cet appel et ne faut-il pas y aller, ne serait-ce que pour voir sur place et prendre des contacts en vue de créer une réelle coordination des facs en grève ? Sur Toulouse, ça

panique : alors que l'université de Sciences y monte à deux reprises, celle de Lettres s'y refuse et propose d'organiser, à côté, une autre coordination nationale non-magouillée. Mais cela restera un vœu pieux car les étudiants du Mirail (Lettres) ne s'en donnent pas les moyens !

Et puis, c'est la rentrée des vacances, le mouvement s'essouffle malgré des temps forts comme à Dijon (13 et 14 janvier) ou à Toulouse (21 et 22 janvier) avec deux journées « portes ouvertes » soutenues par deux jours de grève du SGEN et du SNEsup. Alors que les étudiants de Nancy restent pratiquement les seuls en grève à la fin janvier, ils sont à leur tour rejoints par Montpellier... Décidément, la « grève générale des universités » ne semble pas devoir se produire en 81 ! D'autant moins que les facs parisiennes n'ont, à aucun moment, été touchées par le mouvement. Il y a bien eu, en risposte à l'attaque du GUD sur Nanterre, deux jours de grève les 15 et 17 décembre, mais la « priorité antifasciste » a cantonné les protestations à la manifestation du 17 pour demander l'interdiction du GUD et les cours reprenaient dès le lendemain.

Que dire de plus qui ne serait une répétition des problèmes éternels de tout mouvement étudiant ? Pas de coordination nationale ; pas de plate-forme revendicative commune ; pas de soutien réel des syndicats enseignants... mais, à ce propos, avons-nous vraiment tenté de faire un travail commun ? Et puis, toujours la même question : quelle liaison possible avec le mouvement ouvrier ?

DE L'«UNITE» ETUDIANTS/ENSEIGNANTS

Depuis le mouvement de 76, les étudiants sont comme frappés d'un a-politisme chronique. Certes, cela ne va pas sans raisons profondes et une certaine « mémoire collective » se charge de nous rendre pour le moins méfiants envers les organisations syndicales et d'extrême-gauche. Une méfiance qui fait surgir un anti-syndicalisme viscéral lequel n'a aucun mal à trouver un écho favorable en milieu étudiant, mais ne va pas sans poser de problèmes dès que l'on doit s'adresser aux enseignants. On l'a bien vu, à Toulouse, pour l'organisation des deux journées « portes ouvertes ». Comment contacter les profs et le personnel non-enseignant sans passer par leurs organisations syndicales ? Comment réaliser des assemblées

générales communes étudiants/enseignants et déboucher sur des actions concrètes quand on ne cesse de mettre les profs venus discuter le dos au mur par une agressivité antisindicaliste? Car il faut bien le reconnaître, malgré tous les problèmes posés, les seuls enseignants qui ont assuré une liaison avec les étudiants étaient... syndiqués! Et ce n'est pas en niant la réalité qu'on la transformera.

Mais ne blanchissons pas trop le corps enseignant. Il ne fait aucun doute que la division syndicale et, il faut bien le dire, un certain corporatisme ne sont pas des moins fautifs dans la situation vécue durant la grève. SGEN et SNESup ne sont pas parvenus à adopter une position commune face aux élections universitaires et à la mise en place des «Conseils Sauvage». Par ailleurs, et parallèlement à cette division syndicale, lancés dans une campagne propre contre la loi Sauvage et les attaques portées aux maîtres-assistants, les syndicats enseignants n'ont soutenu que du bout des... motions la lutte étudiante. Ils devaient finir par se «fendre» de deux jours de grève (à Dijon, à Toulouse, etc.) à l'occasion d'opérations «portes ouvertes» et encore faut-il signaler qu'une grande partie des syndiqués semblait ne pas avoir entendu le mot d'ordre de grève! (3)

Quant aux syndicats étudiants, rien de très original. L'UNEF-(ID) tentant de chapeauter le mouvement au moyen de la fameuse «coordination nationale des facs en grève» (4) et les «montées nationales sur Paris pour aller manifester devant le Ministère car c'est là que ça se joue!» L'UNEF-(ex-Re) se ralliant in extremis à un mouvement qu'elle n'aurait pas voulu voir naître et qui émailla la grève de dates-échéances pour des journées d'action lesquelles s'avèrent par la suite coïncider (ô hasard, quand tu t'y mets!) avec les dates de

A la porte
des facs :
le chômage.



journées nationales d'action de l'UNEF...

ET LES ANARS ?

Les libertaires sont loin d'être clairs dans cette affaire! Aucune liaison nationale, pas même informelle, permettant l'échange d'informations et, souvent, aucune envie de combler ce vide. Un appel lancé de Toulouse en direction d'une bonne vingtaine de villes n'a reçu que quatre réponses provenant de lieux où, visiblement, il ne se passait rien! N'a-t-on pas pu lire dans une lettre que la grève c'était l'UNEF et que donc... on les laissait faire en optant pour une intervention spécifique par la création d'un groupe qui va diffuser de la propagande au restaurant universitaire. Nous pensons qu'une telle attitude conduit inévitablement à un hors-jeu et qu'elle facilite même la tâche des staliniens car en refusant de se mêler au mouvement, aussi faible soit-il, nous leur laissons place nette. Il ne s'agit bien sûr pas de suivre aveuglément le mouvement et d'accepter n'importe quoi pour «ne pas se couper des étudiants». Mais entre les deux extrêmes, n'existerait-il pas une autre voie? De même, si nous pensons qu'une

intervention spécifique peut être nécessaire, du style table de propagande — et il s'agit-là d'une auto-critique car jamais nous ne l'avons fait sur Toulouse au cours des six semaines de grève — elle ne saurait nous dispenser d'une analyse de la restructuration capitaliste des facs et des attaques gouvernementales. C'est ce qui nous a poussé à participer à la lutte, à être présent au comité de grève et, si une réelle coordination nationale s'était mise en place, nous aurions sans doute été amenés à y participer. Car sur ce point, les libertaires ont trop souvent démissionné et ont laissé l'extrême-gauche (souvent trotskyste) s'emparer de ces coordinations nationales et les magouiller sans lui opposer la moindre résistance.

Mais revenons aux revendications et à la situation présente. Ladite crise économique devant laquelle nous nous trouvons et qui vise à faire payer aux travailleurs les frais de la restructuration capitaliste, frappe également l'Université. On voit d'ailleurs mal comment il en serait autrement. La prise de contrôle des facs par le patronat, dans la droite ligne des plans gouvernementaux de privatisation de divers secteurs industriels, nécessitait un programme spécifique à l'Université. C'est ce à quoi s'est attachée Saunier-Seïté dès 1976 mais, devant les vives réactions à l'époque, elle a échelonné la mise en application de ses réformes. Aujourd'hui, on nous prépare d'une part des super-facs destinées à former l'élite d'encadrement dont la bourgeoisie a besoin et d'autre part de super-dépotoirs (essentiellement en Lettres). La création de ces facs d'élite et des super-diplômes équivalents, nécessite une attaque de l'Université telle qu'elle existe: concentration des centres universitaires; disparition des petites universités de diplômés et filières inutiles ou

«La ronde des facs en grève».



trop « subversives »; l'élimination ou assujettissement des UER jugées trop « progressistes » ou qui font tout simplement une place importante à la réflexion.

LEVER LES AMBIGUITES
ET OUVRIR UN DEBAT

A lors, devons-nous nous opposer à ces plans de la bourgeoisie qui ne tiennent compte que des seuls besoins du Capital et nullement de l'avis des enseignants et enseignés? Certes, oui. Mais nous y opposer comment, sur quelles bases? Car bien des ambiguïtés restent à lever. Lutter contre les attaques portées aux étudiants étrangers semblerait couler de source... Or nous semblons oublier (tout comme le font les maos, sauf que chez eux c'est un oubli volontaire) que les intérêts de classe d'un travailleur immigré et ceux d'un étudiant étranger ne sont pas forcément convergents! La grande majorité de ces derniers est issue de la bourgeoisie nationale des pays d'origine et elle est vouée à en devenir de zélés serviteurs une fois les études terminées et de retour au bercail... Ces mesures gouvernementales les frappent parce qu'étrangers et c'est bien dans ce sens-là que la lutte doit être menée: contre la ségrégation raciste. De même, lutter contre les attaques portées aux étudiants - cette catégorie privilégiée dont une bonne partie est, elle aussi, destinée à l'encadrement de la société - n'est pas non plus exempt de contradictions! Nos protestations ne seraient-elles pas, en fait, celles d'une catégorie qui ne cherche qu'à s'assurer une place aux côtés du patronat et qui réclame qu'on la traite avec les égards dus à son prochain rang social?

Le milieu étudiant est interclassiste par excellence, avec une nette prépondérance quant à l'origine sociale de la petite et moyenne bourgeoisie (la grande bourgeoisie se réserve d'autres filières, notamment les grandes écoles). Aucune homogénéité donc pas plus d'ailleurs qu'en ce qui concerne notre place future dans la société. Comment, dans ces conditions, mener des luttes sans contradictions? Et comment, surtout, se situer dans la lutte des classes? Le débat est ouvert et mériterait que l'on s'y attarde. Mais, pour les étudiants libertaires, certaines choses devraient, pensons-nous, être claires (5). Si nous nous devons de combattre les projets du pouvoir, ce ne saurait être au nom de prétendus

« intérêts communs des étudiants » (par ailleurs, inexistant) mais bien dans le but de faire pencher la balance dans le camp des travailleurs, face à une bourgeoisie particulièrement arrogante qui croit aujourd'hui que tous les coups-bas lui sont permis. Dans ce sens, le combat des étudiants doit converger avec celui des travailleurs, solidaires de leurs luttes et de leurs revendications. C'est dans cette optique, croyons-nous, que nous devons participer aux luttes menées en milieu étudiant. Reste aussi qu'une de nos tâches essentielles sera de faire la critique de la fonction sociale idéologique de l'Université et de briser l'image traditionnelle d'une Université prétendument neutre, sanctuaire d'un savoir soi-disant a-classiste, îlot mythiquement séparé de la réalité sociale.

Les choses sont loin d'être simples et nous ne sommes nullement exempts de doutes, d'hésitations, voire de contradictions. Mais le débat reste ouvert afin de mener une recherche à plusieurs voix, afin de voir par où commencer et comment mener le combat (5). ■

Pierre FAVRAUD
Solon AMOROS

- (1) Sélection financière tout d'abord: obligation d'avoir un compte bloqué équivalent au montant des bourses versées par l'Etat français; sélection politique ensuite par la consultation du fichier des opposants. Mais aussi, examen de français qui nous a fait dire, de façon lapidaire: « nous ne savions pas que pour apprendre le français, il fallait déjà... le savoir! ».
- (2) L'UNEF-(ID) regroupe, aux côtés des trois composantes trotskystes CCA-OCI-LCR, le courant rocardien du PS. La direction nationale est aux mains d'une majorité composite: CCA-OCI-Rocardiens.
- (3) L'intersyndicale nous dira, quand même, que certains « acquis de cette grève sont à préserver, même après la reprise des cours ». Il s'agit de la radio libre « Radio M' Alice » et de « cet acquis magnifique de la grève » (administration dixit) qu'est le journal de contre-information « Parlons-en! ».
- (4) Question à un franc: qu'est-ce qu'une fac en grève?
Réponse: toute fac dans laquelle l'UNEF-(ID) a monté un « comité de lutte » qui participe aux coordinations nationales en tant que représentant de sa fac...
- (5) Nous reprenons ici un certain nombre d'idées avancées il y a un an et demi dans les discussions d'un collectif informel d'étudiants libertaires et qui furent couchées sur papier pour un tract diffusé en novembre 79.
- (6) On peut nous contacter en écrivant à la nouvelle adresse: « C.I.E.L. », B.P. 1214 31037-Toulouse-Cédex





Photo Philippe Gras

Jusqu'à l'an dernier, on ne connaissait la Guadeloupe que sous son aspect touristique. Or depuis quelques mois, la vie de l'île est troublée par une série d'attentats tous revendiqués, ou du moins attribués systématiquement au très mystérieux G.L.A. dont l'unique but avoué semble être: Libérer la région du joug colonialiste français. A première vue, l'idée est séduisante, mais seulement à première vue car force est de constater qu'à défaut de libération par la lutte armée, c'est la répression gouvernementale qui triomphe sur toute la ligne. Répression frappant bien entendu l'opposition et l'extrême-gauche en priorité.

Claude Nepper, camarade résidant en Guadeloupe, fait, pour «Agora», le tour des îles.

On ne compte plus les perquisitions chez les particuliers ou dans les locaux de telle ou telle organisation (le siège du Groupe Révolution Socialiste (1) a été visité en décembre par les gendarmes Pointois). Les interrogatoires prolongés dans les diverses gendarmeries de l'île sont eux aussi une réalité. Quant aux barages routiers mis en place après chaque attentat, bien que discrets, ils n'en sont pas moins présents. Cette situation à la limite du supportable fait dire à bon nombre de gens: «Mais pour qui sonne le G.L.A. ?». La réponse au regard de tout ceci est fort simple. Ce groupe pour l'instant sert la cause du pouvoir, trop content de baillonner, sous prétexte de lutte anti-terroriste, la gauche qui dans sa totalité, ou presque, adopte des thèses indépendantistes. De plus comme pour confirmer le flou qui entoure le G.L.A., une rumeur lancée notamment par les flics, laisse entendre que des fonctionnaires en seraient les véritables animateurs. A partir de ce rensei-

gnement douteux mais envisageable, on en arrive à penser que s'il y a réellement complot gouvernemental visant à déstabiliser partiellement la situation, cela serait bénéfique pour le candidat Giscard car d'après les calculs des faiseurs de systèmes, le peuple guadeloupéen craignant une crise attribuée à de fantomatiques indépendantistes, se raccrocherait au président sortant. Il est bon de souligner qu'en 74 le peuple avait mal voté puisque Mitterand avait recueilli 56% des suffrages au second tour. Il se peut donc que les hommes du président aient décidé de forcer le sort pour ne pas essayer un nouvel échec. Le terrain sera d'autant plus facile à défricher que la gauche, par son manque d'unité, s'emploie elle aussi à faire apparaître Giscard comme l'homme providentiel.

A MA GAUCHE:
LA DIVISION,
A MA DROITE:
LE RACISME

L'attitude inconséquente de l'opposition se confirme avec éclat à l'heure actuelle. Par exemple, lors du der-

guadeloupe

pour qui sonne le g.l.a.?

nier trimestre 80 un comité anti-répression, réunissant toute une armée de patriotes de tous bords, s'est créé avec beaucoup de difficultés. Depuis sa création, tous essayent de tirer les marrons du feu pour leur organisation respective. La bataille a depuis dépassé le cadre du comité peau de chagrin pour prendre des dimensions régionales. C'est à celui qui endoctrinera le voisin. C'est le cas des Populo-Nationalistes de l'UJPLG qui d'un côté tentent de séduire le Parti Communiste Guadeloupéen (ex-défenseur de l'autonomie) et qui de l'autre lancent l'anathème sur les diverses formations trotskystes qualifiées de groupes irresponsables. De toutes ces divisions en résulte un climat véritablement détestable qui dégénère en conflit cruel. Parfois un semblant d'unité est retrouvé quand une personnalité de gauche est victime du pouvoir étatiste. Je pense notamment à la campagne de solidarité qui s'est développée courant janvier en faveur de Max Céleste et Dannyck Zandronis. Le premier est l'un des leaders de «Combat Ouvrier» (2) poursuivi par la «Justice» pour racisme anti-blancs, chose absurde. Le second poursuivi par cette même «Justice», championne de l'arbitraire, pour avoir dénoncé, dans la revue qu'il anime «Le

journal guadeloupéen» (3) certains actes brutaux perpétrés par les flics à l'encontre de militants Marie-Galantais mécontents d'un déroulement de campagne électorale. Le jugement terminé ou reporté, le verdict rendu ou non, voilà que directement, chacun récupère ses billes et de nouveau tape sur l'allié de la veille. Les grands partis eux aussi connaissent ces problèmes: l'UDF tente de marcher sur les plates-bandes d'un RPR de plus en plus agressif; le PS roule pour Mitterrand; quant au PCC, adepte depuis peu de l'indépendance, il est partagé entre l'envie de s'abstenir aux présidentielles et le désir de contenter le camarade Marchais en appelant à voter pour lui. Les seuls qui, dans le jeu sinistre de la politique, sont semble-t-il unis, font partie de l'extrême-droite locale. Une extrême-droite représentée par le SAC (Service d'ordre gaulliste) qui fait badigeonner les murs de Pointe-à-Pitre de slogans tels que: «Vive la Guadeloupe Française». Pis encore, ce groupuscule a engendré un autre groupe appelé Groupe de Défense Armée de la Guadeloupe (GDAG) qui, lui, y va franchement puisque ses slogans sont: «Les Nègres en Afrique, les Français en Guadeloupe». Racisme pur qui est le fait d'une minorité se reconnaissant dans la forte personnalité du béké Raymond Viviers (béké: blanc descendant des premiers colons esclavagistes ou blanc installé de-



puis plusieurs années et ayant adopté la mentalité rétrograde des premiers), dont le plus grand des plaisirs est d'affirmer à qui veut l'entendre qu'il est prêt à lever une armée de cent mercenaires pour massacrer ses adversaires. Simple boutade? Qui sait, le Salvador n'est pas loin, l'escadron de la mort non plus. D'autres notables, békés ou non, mais ayant des intérêts communs préfèrent se faire entendre par des voies plus légales que les bombes. Ils s'expriment dans la revue «Guadeloupe 2000» animée par le sieur Edouard Boulogne, professeur de philosophie dans un lycée confessionnel de Pointe-à-Pitre. Personnage proche, selon ses dires, de Pierre Pujo, animateur de la revue royaliste «Aspect de la France». Le quotidien «France-Antilles», journal de Robert Hersant, fait presque figure de feuille progressiste face à la revue «Guadeloupe 2000». («An 2000 avant ou après Jésus-Christ, on se le demande tellement elle est rétrograde». Je n'ai pas la paternité de cette boutade, elle revient à d'autres primitifs, les animateurs de l'«Étincelle», organe du PCG). Voilà, le tour d'horizon politique est effectué. Passons maintenant à la vie économique et sociale, là aussi ce n'est guère brillant.

**L'ONCLE TOM EST MORT
MAIS SA CASE EST
TOUJOURS DEBOUT**

Si la vie politique est devenue si troublée, c'est en grande partie à cause de la crise galopante que connaît la région. Le domaine économique est peu sûr et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord l'île est, quoique l'on puisse en dire, peu ouverte à l'industrie touristique comparée aux îles voisines comme Barbade ou St Kitts et Nevis qui, elles, mènent une politique à très grande échelle en faveur du tourisme. De plus, sachez que le touriste Nord-américain, mais surtout européen, a de plus en plus de difficultés à passer des vacances sous les tropiques. Difficultés financières dues à la crise mondiale. Le touriste risque de se faire rare, voilà l'idée fixe des agents touristiques et des hôteliers.

Dans le domaine agricole, la situation est, elle aussi, préoccupante. La banane ne rapporte pas assez aux planteurs qui, en contre partie, tentent de rogner les acquis du prolétariat. Quant à la récolte de la canne à sucre qui débute, elle connaît une lente activité. Le domaine industriel

L'OFFENSIVE DE LA DROITE ...

VIVE LA GUADELOUPE FRANÇAISE

Marie-Galante: La folie du pouvoir
Capesterre: 50 millions détournés
La politique culturelle du P.C.G.

A. LUCRÈCE: Les militants se trompent

est trop peu important pour empêcher la détérioration de la situation. Pour compléter ce tableau apocalyptique, ajoutons que 20% des prolétaires sont au chômage et qu'environ 300.000 Guadeloupéens sont en quelque sorte exilés en France, à la recherche d'un emploi.

Quant à ceux qui ont la chance de trouver du travail, bien souvent ils sont en butte à la cupidité du patronat. De nombreux faits sont particulièrement révoltants. Par exemple, apprenez que si les prix sont élevés, parfois le double qu'en métropole, les salaires eux laissent à désirer. Ces salaires, pas toujours mensuels, sont souvent inférieurs à ceux délivrés en France. Payer les gens en-dessous du SMIG est encore une chose très courante. Les lois sociales ne sont pas toujours très respectées. C'est regrettable à dire mais le travailleur français, à côté de nombreux prolétaires guadeloupéens, fait figure de privilégié.

Bien entendu, devant ces carences sociales, les syndicats réagissent. Par exemple, depuis le 28 octobre, les ouvriers des Entreprises Martini sont en grève. Ils demandent la réintégration de cinq de leurs collègues licenciés pour avoir, selon le patron, été à l'origine de la création d'une section syndicale CGTG (4). Fin janvier, la lutte se poursuivait encore car le sieur Martini répondant à la détermination des grévistes, refusait encore le dialogue. De plus, pour montrer sa volonté de briser l'action des travailleurs, il se ballade devant ses entrepôts la carabine au poing et accompagné de ses chiens.

Le secteur bananier est lui aussi malade. Après avoir occupé les plantations du côté de Capes-

terre en 1980, le prolétariat, conduit par l'UTA (5), vient à nouveau de riposter aux attaques patronales en se mettant en grève, du côté de Grand Marigot de Baillif. Là encore, le patron, un certain Lignères, riche béké, l'une des plus grosses fortunes de l'île, a décidé de rogner les avantages de ses employés car il estime ne pas faire assez de profits. Des conflits comme ceux-là, je pourrais vous en citer encore beaucoup. Mais je désire tout d'abord vous faire savoir dans quelles conditions vivent les esclaves de Lignères. Alors que Monsieur vit dans une belle demeure, ses employés vivent dans de pauvres cases sur la plantation même. Autant dire que ces bâtisses sont dépourvues d'eau courante et d'électricité, sauf si un gars a pu se procurer un groupe électrogène. Bien sûr, le patron peut rétorquer que la case est l'habitat traditionnel du pays, mais cela m'étonnerait beaucoup que la case pourrie, parce que située dans la bananeraie — lieu humide par excellence — soit un élément traditionnel de la Guadeloupe. L'oncle Tom est mort, mais sa case d'esclave est toujours debout. Qui l'aurait cru ?

Au regard de cette situation si peu réjouissante pour la Guadeloupe et son peuple, on comprend aisément que la poudre puisse parler. Cette région devra un jour ou l'autre évoluer, avec ou sans notables, mais ce qui est sûr et certain c'est que cette évolution s'effectuera de manière plus radicale que prévue. Ce sera alors l'époque de la révolution car l'injustice est trop criante pour ne

point être combattue énergiquement.

«Tremblez, bourgeois de toutes races, car en tout esclave bat un cœur de Toussaint Louverture»(5).

Claude NEPPER.

- (1) *Groupe Révolution Socialiste (GRS): organisation trotskyste proche de Krivine et de sa Ligue Communiste Révolutionnaire. (GRS, rue Dugommier à Pointe-à-Pitre).*
- (2) *Combat Ouvrier: groupe trotskyste proche de Lutte Ouvrière mais ayant cependant prôné l'abstention aux présidentielles, au grand désespoir d'Arlette Laguiller.*
- (3) *«Le journal guadeloupéen»: revue indépendantiste non liée à un parti. Mérite d'être lue malgré certaines imperfections. («journal guadeloupéen», B.P. 1209, 97184 Pointe-à-Pitre).*
- (4) *CGTG: CGT Guadeloupéenne proche, comme il se doit, du PCG.*
- (5) *UTA: Union des Travailleurs Agricoles. Syndicat noyauté par l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, confédération elle-même noyauté par l'UPLG.*
- (6) *Toussaint Louverture: esclave haïtien révolté. Devenu général, il mena à la tête des nègres marrons une lutte sanglante entre 1796 et 1802 contre les esclavagistes français. Mort en 1803 au Fort de Joux, dans le Doubs.*



Capesterre, les travailleurs prennent la terre...

L'U.P.L.G.,
LE PARTI HYBRIDE
ET REACTIONNAIRE

L'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG) mérite qu'on lui consacre une étude approfondie car voilà un bien curieux parti. Jugez plutôt.

Né en 1976, l'UPLG, parti déclaré Popula-Nationaliste, s'est fait très tôt remarquer pour ses idées originales mais surtout pour son intolérance. En matière d'originalité, l'UPLG fut la première à prôner l'abstention aux élections, chose dont nous ne pouvons que nous féliciter. Ensuite, il faut noter la particularité de son langage qui est emprunté au Castrisme et au Duvalisme. Le premier est utilisé en raison de la proximité de La Havane qui pourrait aider ces pseudo-révolutionnaires. Quant au second, il est employé pour rappeler que le pouvoir noir aux Antilles est bien vivant, en particulier à Haïti où la négritude y est triomphante. Une négritude, style «tontons macoutes», voilà qui est flatteur. Ceci les trotskystes l'on compris d'où la haine que leur vouent les partisans de l'UPLG regroupés autour du dénommé Thésauros, parfait notable puisque président du centre universitaire des Antilles-Guyane, marchant sur les traces du docteur F. Duvalier. Troisième fait à retenir qui confirme le sectarisme de ce parti: le FLN algérien est pris comme un modèle de perfection. Il va sans dire que puisqu'en Algérie, comme à Cuba, triomphe le parti unique, Thésauros désire en cas de victoire indépendantiste faire de l'UPLG le parti unique de la Guadeloupe. Il est donc clair que cette organisation n'est point révolutionnaire mais bien réactionnaire. Par conséquent, soutenons l'action populaire mais méfions-nous de l'UPLG et n'hésitons pas à lui mettre des bâtons dans les roues car voilà le futur parti étatiste de l'île et, de surcroît, laquais de l'impérialisme soviétique par Cubains interposés.

Ayons toujours à l'esprit le triste sort qui fut réservé par un Castro triomphant à nos camarades libertaires cubains. Sort peu enviable qui ne doit absolument pas frapper les camarades guadeloupéens. ■

C. N.

SANS FRONTIERES



italie

nouveau procès contre valpreda

L'ENNEMI PUBLIC N°1: C'EST L'ETAT!

VALPRED A EST INNOCENT !
PINELLI A ETE ASSASSINE !
LE MASSACRE EST D'ETAT !
FAISONS LE PROCES A L'ETAT !

Italie 1969: attentats fascistes, morts et blessés.
Les anarchistes sont arrêtés,
condamnés, « suicidés ».

Peu à peu la vérité filtre, les fascistes sont soupçonnés,
certains recherchés...

Aujourd'hui, 11 ans après, la justice italienne
prétend réouvrir le dossier et
inculper l'anarchiste Valpreda pour des attentats
que tous savent qu'il n'a pas commis!

En Italie, à partir de 1968, le conflit s'aggrave entre le capitalisme arriéré (petites et moyennes industries, gros industriels liés aux intérêts américains) et le capitalisme « avancé » de type monopoliste, de même que le capitalisme d'Etat (Fiat, Pirelli, ENI, IRI, Montedison...). Dans ce contexte, le P.C.I. abandonne son masque révolutionnaire pour se faire le garant de la continuité du système, de l'augmentation de la productivité.

Les gros industriels laissent la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie mener les opérations de répression, mais les conflits se poursuivent. Pour se tirer d'affaire, la bourgeoisie doit, à tout prix, inventer un péril imminent afin d'en appeler à l'unité

nationale pour la défense de la démocratie et désamorcer ainsi les luttes. A cette époque, le journaliste Nicola Adelfi écrit dans *«l'ipocan»*:

«On ne voit pas comment la vague de violence pourrait se briser ou même seulement s'atténuer. A moins qu'il ne survienne quelque fait imprévisible et de nature traumatique: je veux dire quelque chose qui, à l'improviste, secoue profondément l'opinion publique et lui donne la sensation de se trouver désormais à un pas de l'anarchie, et de son inséparable compagne, la dictature» (1).

Depuis le début 69, le chanta-

ge est continu: menaces de dissolution des Chambres, propagation de rumeurs sur des coups d'Etat imminents, crises artificielles à la Bourse et fuites de capitaux. On ressort la théorie des «extrêmes opposés» et on fait donner les groupuscules fascistes qui, croyant l'heure de la «révolution nationale» venue deviendront des joujoux entre les mains de la bourgeoisie.

Entre 1964 et le début 68, les fascistes italiens traversent en effet une période de crise: disparitions d'organisations, abandons de locaux, baisses du tirage de leurs publications. Et puis, subitement, les premiers mois de 68 les voit réapparaître, des moyens financiers pleins les po-

ches, des gymnases pour s'entraîner, des armes à la pelle. Deux techniques sont menées en parallèle: d'une part les interventions extérieures se soldant en 1969 par 145 attentats dont une cinquantaine seront faussement revendiqués de gauche; d'autre part, l'infiltration dans les groupes anarchistes et la gauche extra-parlementaire pour les dévoyer et les pousser à l'action». Ils seront épaulés dans cette tâche par la police et les services secrets italiens qui, eux aussi, vont s'infiltrer.

Le 25 avril 69, deux bombes explosent à Milan, l'une au pavillon Fiat de la foire-exposition, l'autre au bureau de change de la gare, faisant 21 blessés. Une dizaine d'anarchistes sont aussitôt arrêtés et cinq d'entre eux resteront deux ans en prison avant qu'on ne les relâche pour manque de preuves...

Dans la nuit du 8 au 9 août, une autre série de bombes explose dans des trains de grandes lignes, faisant 12 blessés. Le militant anarchiste Giuseppe Pinelli, cheminot, commence à être inquiété par une police milanaise qui tient absolument à lui faire endosser ces attentats.

La «stratégie de la tension», comme on l'a appelée, visant à inventer des «extrémismes opposés» est déjà bien enclenchée. Malheureusement, les travailleurs ne désarment pas et le 19 novembre, à Milan, à l'occasion de la grève générale sur des problèmes de loyers, la manifestation tourne vite à l'émeute. Le moment semble venu de frapper un grand coup afin de provoquer ce «fait imprévisible et de nature traumatique» dont parlait le journaliste Adelfi.

Le 12 décembre 1969, trois bombes explosent à Rome à l'Autel de la Patrie et dans les sous-sols de la Banque du Travail, faisant 14 blessés. Mais c'est à Milan, cette ville-poudrière comme l'a démontré l'émeute du 19 novembre, que l'État choisi de frapper le plus fort. Une bombe déposée à la Banque Commerciale, haut lieu du monde des affaires, n'explose évidemment pas. Par contre, celle placée à la Banque de l'Agriculture, place Fontana, fait 16 morts et 88 blessés parmi les travailleurs et les paysans.

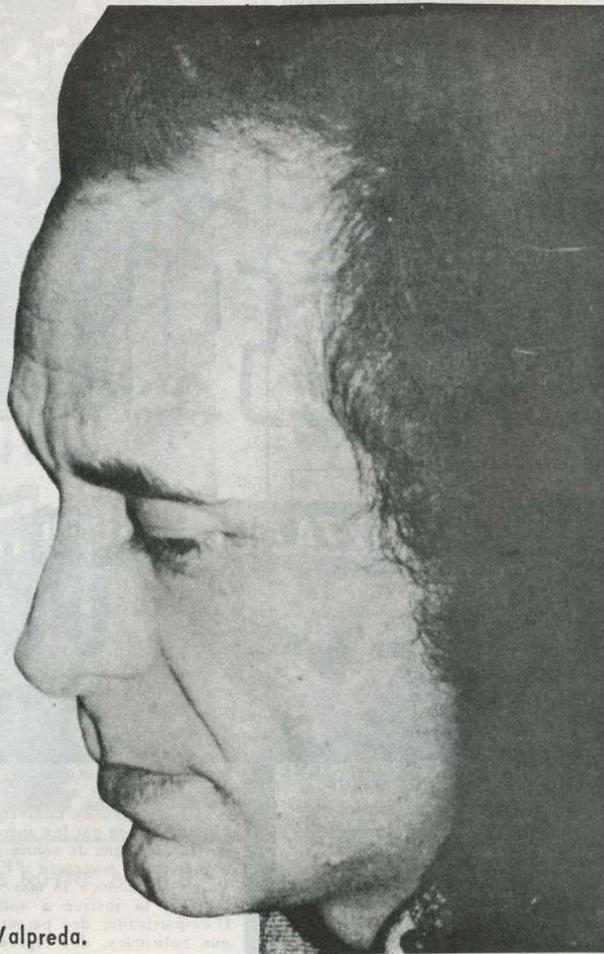
La raffe ne tarde pas à s'abattre sur les militants anarchistes. Pietro Valpreda est arrêté le 15 décembre, tout comme Giuseppe Pinelli et plusieurs dizaines d'autres camarades. Dans la nuit du 15 au 16, Pinelli qui était interrogé dans les bureaux du commissaire Calabresi, «tombe» du quatrième étage. L'enquête conclura,

bien entendu, à un suicide et donc à une auto-accusation!

Quant à Valpreda, il est inculpé dès le 18 décembre, aux côtés de ses camarades Bagnoli, Borghese, Gargamelli, Mander et du flic infiltré dans leur groupe, Merlino. C'est le début de l'«affaire Valpreda» avec son convoi d'irrégularités de procédure, de chantages, faux témoignages considérés vrais et vrais témoignages considérés faux... Tout d'abord, les mère, grand-mère, soeur et tante de Valpreda qui ont confirmé son alibi sont inculpées le 10 mars pour faux témoignages. Un chauffeur de taxi, seul témoin à charge de Valpreda et qui commence à douter, est frappé d'un «infarctus pulmonaire» et meurt le 15 juillet 1971 non sans avoir laissé un témoignage «a futura memoria». Le 26 septembre, cinq anarchistes qui menaient une contre-enquête et dont deux d'entre eux devaient être cités comme témoins à décharge de Valpreda, meurent au cours d'un étrange «accident de la route». Les documents et photos qu'ils transportaient ont disparu dans la collision. Comme on le saura par la suite, le chauffeur du camion qui roulait tous feux

éteints et qui provoqua l'accident est un fasciste notoire... Le 5 octobre 71, l'anarchiste Edgardo Ginosi, autre témoin à décharge de Valpreda, meurt chez lui asphyxié par le gaz. Le 20 octobre, l'avocat Vittorio Ambrosini qui, au lendemain des attentats du 12 décembre 69, avait accusé «Ordine Nuovo» de les avoir commis, tombe du 7^e étage de la clinique romaine où il était hospitalisé. En décembre 71, l'anarchiste Angelo Fascetti est renversé par un «chauffard» et le choc lui fait perdre la mémoire. Il était, lui aussi, un témoin à décharge de Valpreda (2).

Décidément, il ne fait pas bon être anarchiste dans cette Italie des années 70. C'est ce que va apprendre à ses dépens le camarade Giovanni Marini qui a découvert l'identité du camionneur responsable de l'«accident» qui a coûté la vie à cinq anarchistes. Il fait l'objet de menaces de mort, de coups de téléphones anonymes, d'agressions. L'une d'elles, le 7 juillet 1972, au cours de laquelle son camarade Mastrogiovanni est poignardé à la jambe et le fasciste Favella est blessé à mort, le conduira en prison. Mastrogiovanni



Pietro Valpreda.

sera incarcéré durant 8 mois. Quant à Marini, après 18 transferts de prison et 3 ans de détention préventive, il est condamné en avril 75 à 8 ans de prison pour « coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner » et 1 an pour rixe. Il faudra attendre la fin 79 pour le voir libéré après 7 ans de détention.

Mais l'hécatombe n'en reste pas là. Certains fascistes qui ont osé (en privé) accuser leurs petits copains d'assassins pour les bombes posées le 12 décembre 69, disparaissent. Quant à l'éditeur Feltrinelli qui a confirmé l'alibi des anarchistes Giovanni et Eliane Corradini incarcérés pour les bombes du 25 avril 69, il est retrouvé mort le 15 mars 72 dans la banlieue de Milan. Enfin, le commissaire Calabresi, celui-là même qui interrogeait Pinelli le soir de son « suicide », celui-là même qui avait mené la chasse aux anarchistes, est abattu en pleine rue à Milan le 17 mai 72 par des « inconnus » qui, visiblement, n'avaient plus besoin de ses bons et loyaux services et pour lesquels il représentait même un danger maintenant, car il en savait beaucoup trop.

La forte mobilisation aussi bien en Italie qu'au niveau international, permettra la libération de Valpreda à la fin 72. Mais toujours est-il que l'objectif primor-

dial aura été atteint: au lendemain du massacre d'Etat de la Piazza Fontana, les luttes ouvrières ont cessé, l'automne chaud s'est gelé, la bourgeoisie a remporté une nouvelle victoire, mais à quel prix!!

Aujourd'hui, sans apporter le moindre élément nouveau (pas même faux et préfabriqué), un procureur général quelconque, Porcelli, prétend ouvrir à nouveau le dossier Valpreda et demande sa condamnation aux travaux forcés — pas moins! — comme responsable du massacre de la Piazza Fontana. Cette demande a été formulée, à Catanzaro, le 12 décembre dernier, le jour même du 11^e anniversaire du massacre d'Etat. On comprend l'inquiétude des copains italiens car « la demande de condamnation de Valpreda est proposée au moment même où n'existe pas une réelle opposition et où, par conséquent, l'impunité du Pouvoir est accrue. Pour toute une série de raisons, les conflits politico-sociaux sont faibles et ne parviennent pas à se développer » (3).

La campagne de contre-information a donc dû redémarrer en Italie (4). Les meetings se multiplient avec la présence de Pietro Valpreda (voir encadré), la mobilisation reprend et il ne fait aucun doute que l'enjeu est crucial pour le mouvement libertaire italien. Nous ne pouvons que re-

prendre à notre compte ce qu'écrivait récemment Paolo Finzi, un des militants qui parcourt l'Italie aux côtés de Valpreda pour intervenir dans les meetings: « Il serait profondément erroné de considérer cette bataille comme un combat d'arrière-garde (...): l'enjeu est bien plus important que de révéler la simple vérité sur un épisode du terrorisme d'Etat, vieux de 11 ans. Ce qui est en jeu c'est la capacité du mouvement d'opposition à mettre le Pouvoir face à ses responsabilités » (3). ■

Julien DREUX.

(1) Cité par Gianfranco Sanguinetti, alias Censor, in « Véri di que rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie », Editions Champ Libre, 1976, p. 67.

(2) Pour de plus amples détails sur cette période, voir: « La piste rouge, Italia 1972 », Ed. 10/18, 1973 et « L'Etat massacre », Ed. Champ Libre, 1971.

(3) « Ritorna il mostro », de Paolo Finzi, in « Rivista A. » n° 89, février 1981.

(4) Pour tout contact ou information, écrire à:

Comitato Anarchico Valpreda
viale Monza, 255
20126 Milano.



UN «MEETING VALPREDA»

Le 26 janvier dernier, le Comité Anarchiste Valpreda et la Radio Proletaria appelaient à un rassemblement à l'Université de Rome.

Le meeting, ouvert par un camarade qui rappela l'importance d'une analyse sur le massacre de la Piazza Fontana, devait regrouper plusieurs

milliers de personnes: « Il Messaggero » les chiffrait à 5000...

De nombreuses interventions: sur la lutte menée par les anarchistes; sur la campagne de contre-information à propos du massacre d'Etat; Pietro Valpreda dénonça la mascarade montée par la justice à son encontre. D'ex-partisans, des parents de détenus politiques, des représentants de

comités ouvriers autonomes prirent également la parole.

La mobilisation semble donc avoir bien démarré et personne ne se cachait l'enjeu d'une telle agitation: le rôle moteur que peut jouer ce type de rencontre dans la reprise d'un mouvement qui, aux côtés des luttes sociales et des organisations de base, relancerait la perspective libertaire.

brésil

L'AUTONOMIE AU CŒUR

L'actuelle conjoncture politique brésilienne se caractérise par la transition, contrôlée par la dictature militaire, vers un régime démocratique bourgeois restreint. L'un des principaux traits qui marquent cette conjoncture est l'apparition d'un nouveau mouvement ouvrier et populaire, dont les caractéristiques surprennent aussi bien les classes dominantes que la totalité de la gauche brésilienne.



NOUS CONSTRUIRONS NOUS-MEMES NOTRE AVENIR.

Schématiquement, on peut dire que ce nouveau mouvement présente trois grandes caractéristiques qui, à ce jour, ne se manifestent pas de façon totalement explicite et articulée:

□ Un sentiment antidictature, faible encore mais en progression.

□ La formulation de revendications dont la satisfaction entre en conflit non seulement avec le régime militaire, mais aussi, parfois, avec l'ordre capitaliste lui-même.

□ Une tendance vers l'auto-organisation et l'autogestion des luttes.

Ce nouveau mouvement ouvrier et populaire commença à apparaître, de façon visible sur la scène politico-sociale, surtout à partir de 1977. Cette apparition fut possible parce qu'elle avait été précédée d'une lente, dure et silencieuse accumulation de force. Mais pour pouvoir encore mieux comprendre toute la nouveauté et la portée de cette réalité sociale nous devons voir rapidement les traits essentiels des phases antérieures du mouvement ouvrier brésilien.

ASCENSION ET DECADENCE DE L'ANARCHISME

Nous pouvons dire que l'histoire du mouvement ouvrier brésilien est l'histoire de sa progressive perte d'indépendance et d'autonomie. L'unique phase de son histoire au cours de laquelle le mouvement ouvrier brésilien réussit à s'exprimer sous des formes plus ou moins autonomes, fut celle où les anarchosindicalistes en détenaient incontestablement l'hégémonie. Cette phase connut son apogée lors des grèves de 1917, lorsque les travailleurs parvinrent à oc-

cuper la ville de Sao Paulo et remportèrent plusieurs et significatives victoires. Mais, surtout à partir de la désastreuse tentative d'insurrection de 1918, le mouvement anarchiste au Brésil entra dans une lente et progressive décadence. L'impact de la Révolution russe et la postérieure création du Parti Communiste du Brésil, en 1922, vinrent accélérer ce processus. Cependant, les anarchistes, quoique affaiblis par les persécutions et les abandons, continuèrent à être la principale force politique du mouvement ouvrier, jusqu'en 1935. En cette année, après l'échec de la tentative insurrectionnelle, échec facilité par les communistes, il s'abattit sur tous les secteurs de la gauche et du mouvement ouvrier, une vague de répression généralisée. Par la suite, l'anarchisme brésilien ne redeviendra jamais un mouvement de masse.

Cette décadence ne s'explique pas seulement par la répression étatique. Les grandes migrations de travailleurs ruraux que l'industrialisation drainait vers les villes, contribuèrent à isoler, encore plus, les déjà minoritaires cercles de travailleurs révolutionnaires. L'autre raison décisive fut une certaine incapacité des leaders anarchistes à adapter leur langage et leurs formes d'action aux nouvelles situations historiques qui surgirent, surtout à partir des années 30.

Il y eut aussi la mise en place de syndicats verticaux, liés à l'Etat (1). Ce syndicalisme dépendant fut postérieurement utilisé aussi bien par le travaillisme populiste que par les communistes du PCB pendant les gouvernements « démocratiques » qui se succédèrent entre la fin de la dictature de Vargas (1945) et le coup d'Etat militaire de 1964. Il est nécessaire de dire que les gouvernements militaires laissè-

rent intacte la structure syndicale d'inspiration mussolinienne créée par le dictateur Vargas.

La répression systématique qui, après le coup d'Etat militaire, s'abattit sur les populistes, la gauche et, essentiellement, sur le mouvement ouvrier et populaire — où quelques secteurs radicalisaient leurs revendications et échappaient au contrôle réformiste — finit par détruire les traditionnelles directions populistes et réformistes qui jusqu'alors étaient hégémoniques dans le mouvement de masses. Le postérieur échec de la gauche militariste vint renforcer une situation de profond vide politique existant parmi les travailleurs qui étaient déjà déçus par les fruits amers de la politique réformiste.

LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER

Ce vide politique sera précisément le facteur qui forcera la classe ouvrière, et les autres secteurs populaires, à trouver de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Il est important de souligner que celles-ci ne sont pas surgies d'un seul coup en 1977. Leur élaboration fut entreprise bien des années avant.

Le nouveau mouvement ouvrier et populaire aux tendances autonomes ne commença pas non plus en 1977, ni même en 1975, comme une analyse superficielle pourrait nous le faire croire. En vérité, ce nouveau mouvement commença à surgir en 1968, pendant les grèves ouvrières de Osasco et Contagem. Dans ces deux grèves nous trouvons plusieurs caractéristiques d'organisation et de lutte, clairement autonomes et libertaires :

- dans les deux cas, grèves avec occupation d'usines,
- pratiques d'autogestion

(particulièrement dans les cantines),

- séquestration de chefs (à Osasco),

- groupes d'auto-défense contre l'invasion policière,

- commissions élues en assemblées et indépendantes des directions syndicales.

Cependant, en plus de la répression spécifique de ces grèves, ce nouveau mouvement aux caractéristiques autonomes, fut brutalement interrompu par la publication de la « Loi Institutionnelle n° 5 » (2) et par la violente vague répressive qui la suivit. Les dix années suivantes, et en particulier les quatre du gouvernement Médice, furent les années les plus noires de l'histoire contemporaine du Brésil. Prisons, tortures, assassinats, censure, propagande patriotique de tous côtés. Mais bien qu'ayant été durement frappé, le mouvement ouvrier et populaire, à l'encontre de ce que beaucoup pensèrent, ne cessat pas d'exister même au cours des années les plus noires. Cette résistance anonyme se manifesta de diverses façons : grèves éclairs, opérations « tortues » mises à sacs de magasins, sabotages de trains et d'installations industrielles, etc.

Le dépérissement des directions populistes (travailleurs), réformistes (PCB) et blanquistes (gauche militariste) n'empêchèrent pas la renaissance du mouvement ouvrier et populaire. Cette reconstitution lente, douloureuse et moléculaire, fut le fruit d'un apprentissage politique basé sur des revendications les plus élémentaires. Et, en grande partie, elle fut l'expression de la dynamique autonome des différents mouvements sociaux.

ESPACES DE LUTTE

Les tendances autonomes, libertaires et auto-organisationnelles du nouveau mouvement s'expriment, dans ces dernières années, dans cinq grands espaces.

1) les communautés ecclésiastiques de base.

Elles sont presque 80.000 dispersées par tout le Brésil, et elles constituent l'un des premiers et principaux espaces où s'expriment des tendances autonomes du mouvement populaire. Et, plutôt qu'une manipulation des masses par une partie de l'Eglise, ces communautés signifient, au contraire, une utilisation de l'Eglise par les masses. Les représentants pastoraux se bor-



Avril 1980, des milliers de métallos en grève — déclarée illégale par le pouvoir — réclament la libération de Lula et de quatorze syndicalistes arrêtés.

ment à offrir l'appui infra-structurel et les conditions d'articulation des différents mouvements de base. Certains de ces représentants pastoraux défendent des projets explicitement libertaires comme, par exemple, des idées pratiques d'autogestion et de fédéralisme. Evidemment nous faisons allusion à des secteurs de l'Eglise et non à l'Eglise en tant qu'institution, ni à sa hiérarchie. Cette dernière flirte avec le Pouvoir en utilisant aussi bien ses secteurs traditionnels que ses secteurs progressistes.

2) les oppositions syndicales.

Nées dans les années 73-74 et constituées initialement pour conquérir la direction des syndicats contrôlés par des «pelegos» (3), les oppositions syndicales se transformèrent en une structure alternative au syndicat officiel. Créées presque toutes clandestinement, elles se changèrent progressivement en structures ouvertes, reconnues par les bases ouvrières et, dans quelques cas, parvenant à prendre la direction du syndicat. Leur principale caractéristique est le combat et l'affrontement avec l'actuelle structure, verticale et subordonnée à l'Etat, des syndicats brésiliens.

3) les commissions de locataires.

Créées essentiellement dans les quartiers prolétaires et les «favelas», ces commissions se caractérisent par le fait d'offrir une alternative organisationnelle aux secteurs populaires sur leurs propres lieux de vie, et par le fait d'animer des luttes relatives aux problèmes de transport, d'habitat, de conditions de vie, d'alimentation, de cherté, etc. Quelques unes de ces commissions défendent explicitement des idées et des pratiques autogestionnaires.

4) la formation du Parti des Travailleurs (PT).

Surge après la très limitée et très autoritaire réforme «partidaire» de 79 (4), le PT est l'unique parti qui n'a pas été créé par les politiciens professionnels bourgeois (ni d'ailleurs par les organisations de gauche). Il est né de l'initiative de syndicalistes combattifs et de leaders populaires, pour répondre à des besoins exprimés par les différents mouvements populaires, pour articuler ses luttes dans un espace spécifique. Le PT, malgré l'utilisation de la forme «parti», présente une pratique qui ne prétend pas se substituer aux travailleurs, mais dynamiser leurs luttes, leurs organisations de base, et servir d'espace de discussion, d'échan-

ge d'expériences. De plus, le PT prétend donner un rôle secondaire aux luttes électorales et parlementaires. Disons en passant que le PT est combattu, ou critiqué, aussi bien par les autorités que par les réformistes et stalinien.

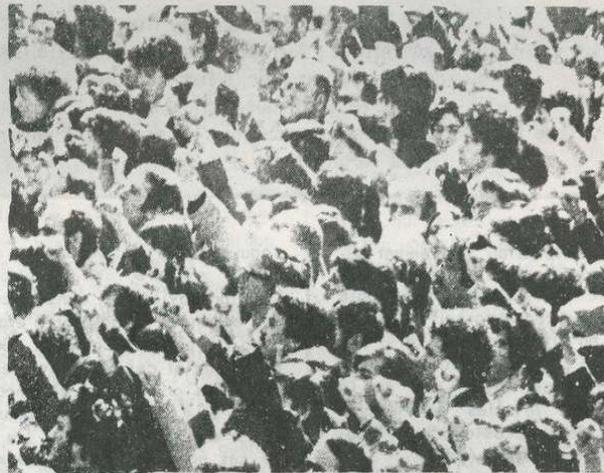
Précisément par sa présentation sous la forme «parti», le PT connaît des contradictions et des limites. Il ne pouvait en être autrement. Mais, sans aucun doute, le PT exprime, au moins pour le moment, l'actuel niveau de conscience, d'organisation et de combativité, d'importants secteurs avancés du mouvement ouvrier et populaire brésilien.

5) Grèves et luttes ponctuelles.

De celles-ci, nous pouvons souligner les importantes grèves ouvrières de 1978, 79 et 80. Dans toutes, mais surtout dans celles de 80, se manifestèrent des pratiques d'autonomie et d'auto-organisation. La grève des métallurgistes de la région industrielle

de Sao Paulo, d'avril-mai 80 (5), est l'exemple le plus avancé et le plus important de l'autonomie et de l'auto-organisation, réalisé par la classe ouvrière brésilienne ces dernières années. Même sans avoir obtenu totale satisfaction de leurs revendications (économiques et politiques), le seul fait d'avoir soutenu la grève pendant 41 jours, sans user de piquets et dans des conditions totalement défavorables (armée dans les rues, pressions sur les syndicats, emprisonnement des principaux leaders, etc.), démontra clairement — aux autorités, à la gauche et à tous ceux qui voulaient bien s'en apercevoir — la force et la capacité d'auto-organisation du secteur le plus avancé de la classe ouvrière brésilienne. Une classe qui n'a encore démontré qu'une petite partie de ce qu'elle est capable de faire. ■

Claudio MIRANDA.



(1) Les syndicats verticaux de métiers sont régis par une législation de type mussolinien depuis les années 40. Ils dépendent directement du ministère du Travail qui peut en modifier les directions élues.

(2) Loi de sécurité nationale: loi anti-grève qui permet de poursuivre arbitrairement les travailleurs pour simple délit d'opinion ou incitation à la grève.

(3) Littéralement, des «tapis de selle» que l'on met entre l'échine du cheval et la selle. Désigne les bureaucrates jeunes liés aux structures officielles. Sur 4600 syndicats, à peine une cinquantaine possèdent des directions non inféodées au gouvernement.

(4) La réforme des partis prévoit la possibilité de légalisation

d'organisations disposant de 10% de parlementaires à chaque chambre ou obtenant 5% aux élections, avec une répartition dans 9 des 22 Etats de la fédération et un minimum de 3% dans chacun d'eux.

(5) Le conflit de l'ABC en mai 1980 a rassemblé 220.000 travailleurs des multinationales de l'automobile. Ce sigle «ABC» correspond aux premières lettres du nom des localités de Santo André, São Bernardo et São Caetano, situées dans la banlieue de la grande métropole laborieuse de Sao Paulo. Il faut savoir, qu'à lui seul, l'Etat de Sao Paulo représente 12% de l'économie latino-américaine, et 50% de la production intérieure brute brésilienne.



U.R.S.S.

Horizons du socialisme blindé

Abraham Guillen, auteur du livre
« Le capitalisme soviétique : dernière étape de l'impérialisme »,
s'engage ci-dessous dans les méandres
de la politique-fiction.
Une façon comme une autre de nous aider à appréhender
les réalités de l'avenir.

Si la lutte du mouvement polonais contre la bureaucratie se poursuivait, l'hégémonie soviétique commencerait à se fissurer, en affrontant, dès lors, une situation plus menaçante pour son pouvoir impérialiste que ne le furent les révoltes de Hongrie (1956), de Tchécoslovaquie (1968) et d'Afghanistan (1979)... Jusqu'où et jusqu'à quand l'URSS peut-elle patienter sans envahir la Pologne ?

LE COMECON EXPLOSERAIT-IL ?

La crise économique, sociale et politique qui a provoqué le soulèvement populaire polonais n'est pas un phénomène isolé. Certes avec des tensions politiques et syndicales moindres que dans ce dernier pays, elle entraîne cependant des conséquences similaires de sous-alimentation, de mécontentement politique, de raréfaction des biens et des services, de paix, dans les autres pays du Comecon, où le rouble joue le même rôle impérialiste que le dollar dans le FMI ou en Amérique Latine. (voir encadré)

Cet impérialisme du rouble se fait lourdement sentir en Allemagne de l'Est, Pologne, Tchécoslo-

vaquie, Hongrie, Bulgarie et, à un degré moindre, en Roumanie. L'Union soviétique, dans le cadre des échanges inégalitaires établis avec les pays du Comecon, exporte du gaz et des matières premières à des prix élevés et, importe, à bas prix, des produits manufacturés d'Europe Centrale. Du fait de ces échanges commerciaux injustes, les pays du Comecon se trouvent placés dans l'obligation de livrer à l'URSS, à chaque nouvelle année, et pour une même quantité de pétrole, de plus en plus de produits manufacturés. Ce sont ces simples faits qui expliquent que la dette extérieure de la Pologne ait atteint les 22 milliards de dollars, et que pour son amortissement et le paiement des intérêts elle soit amenée à prélever la plus grande partie des devises obtenues par ses exportations traditionnelles. Ainsi donc, tout ce qu'elle perd dans ses relations d'échanges inégaux avec l'URSS, la Pologne le compense par des prêts occidentaux, essentiellement, ceux des Etats-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Angleterre et de la France.

On pourrait dire que, par rapport à l'URSS, les pays du Comecon se trouvent dans une situation néo-coloniale. Comme, de plus, il manque des aliments, que des

queues se forment pour obtenir des articles de première nécessité, que les salaires baissent et les prix montent, et que le coût du réarmement imposé par les soviétiques à leurs satellites augmente, le Comecon pourrait exploser politiquement si la Pologne réussissait sa démocratisation, obtenait des syndicats autogestionnaires, et gagnait son indépendance face à l'Union soviétique.

Que fera l'URSS pour éviter cette désatellisation de la Pologne ? Certainement, avant qu'il ne soit trop tard, envahir la Pologne, comme elle l'a déjà fait, respectivement en 1956 et 1968, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, afin d'assurer, *manu militari*, son « protectorat » du Comecon. Mais cela suppose le risque que le peuple polonais, qui a de nombreuses insurrections inscrites dans son histoire, passe à la guerre révolutionnaire, multiplie les guérillas urbaines et rurales, comme le fait aujourd'hui l'Afghanistan face à l'invasion soviétique. Mais l'URSS peut-elle affronter simultanément plusieurs guerres de libération menées contre elle ?

LA REVOLUTION COMMENCE A L'EST

Le défi de l'hégémonie soviétique à l'hégémonie atlantique coûte très cher : plus de 15% du produit intérieur brut de l'URSS est dépensé dans la production d'armes conventionnelles, stratégiques, nucléaires ou spatiales, contre 4,9% en France, 3% en Allemagne de l'Ouest, 2,4% en Italie, 1,7% au Canada et 5,2% aux Etats-Unis. En ce sens, le

bloc soviétique produit plus d'armement que le bloc occidental, afin de pouvoir mener les actions diplomatiques et stratégiques dictées par sa politique expansionniste tout azimut.

Comment est-il possible qu'avec le cinquième de la production industrielle mondiale, l'URSS et ses alliés produisent plus de matériel de guerre que les puissances de l'OÏAN ? Evidemment, en développant l'industrie lourde et militaire aux dépens de l'industrie légère et civile, en sacrifiant l'agriculture à l'industrie d'armement. Les choses sont ainsi, dans les pays de l'Est il y a excès d'armement et manque de nourriture: il y a des canons et des avions, des navires de guerre, des divisions blindées..., mais le peuple s'étire en longues queues pour obtenir un peu de viande, de beurre, du lait, du sucre, du savon en poudre ou bien il doit attendre longuement pour obtenir un appartement de trente mètres carrés. En un mot, le socialisme promis, mais jamais réalisé, est un régime économique de rareté pour les ouvriers et les paysans, sans l'être, bien sûr, pour la bureaucratie gouvernante, totalitaire.

Si, pour consolider sa domination sur le Comecon, l'Union soviétique envahissait la Pologne, elle rencontrerait, à l'intérieur même de son bloc, une résistance sous forme de guérilla du peuple polonais, elle créerait un nouvel Afghanistan; et, à l'extérieur, l'Ouest se réarmerait de façon accélérée, suspendant, à son tour, les échanges à crédit, d'aliments, de machines et de technologies avec l'Est. En conséquence, la rareté des biens de consommation s'aggraverait dans le bloc soviétique; le mécontentement populaire s'accroîtrait contre un réarmement insupportable, contre le manque de nourriture, entraînant certainement, des situations révo-

lutionnaires, au dedans et au dehors de l'Union soviétique, comme aujourd'hui en Pologne. La société se révolterait contre l'Etat, le peuple travaillerait contre la bureaucratie, les syndicats ouvriers contre le Parti unique, toute la population contre l'oppression, dans une action libertaire, puisque la lutte de classes se centrerait sur deux classes concrètes: les travailleurs et la bureaucratie.

AU BORD DE LA GUERRE MONDIALE

L'URSS ne peut pas laisser la Pologne rebelle se dégager de son influence car cela isolerait, géo-stratégiquement, l'Allemagne orientale du Pacte de Varsovie. Une Pologne désoviétisée inciterait à une démarche politique similaire la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, dont les travailleurs expriment les mêmes aspirations que les polonais envers des syndicats indépendants et autogestionnaires. Déjà, pratiquement, la Bulgarie est séparée du Pacte de Varsovie par la Roumanie et la Yougoslavie qui auraient entre elles un pacte d'assistance mutuelle et la Roumanie en aurait d'ailleurs peut-être un autre avec la Chine, ce qui constitue un véritable défi à l'Union soviétique.

Le vaste empire soviétique est le dernier des empires et c'est sans doute la raison pour laquelle il disparaîtra avant la fin de la décade 1980-90. Le «dissident» Andréï Amalrik, récemment décédé en Espagne, donnait à l'URSS une espérance de vie impérialiste jusqu'en 1984, car, selon lui, elle serait battue, dans une guerre d'usure, par la Chine seule. Ainsi les grands événements de l'histoire de la troisième guerre mondiale seraient encore à venir, et commenceraient plutôt par l'Asie que par l'Europe, celle-ci ayant aban-

donné, au cours de l'histoire contemporaine, sa place de première puissance.

Si les soviétiques entrent en Pologne comme ils l'ont fait en Afghanistan, les Etats-Unis lanceront leur puissante industrie dans un grand programme d'armement: encore plus de bombes thermonucléaires, de fusées intercontinentales, de satellites de télécommunications militaires, encore plus de sous-marins nucléaires, de porte-avions, de navires de guerre de différentes catégories, de tanks, d'armes secrètes, et, en plus, la fabrication de bombes à neutrons. De leur côté, les soviétiques redoubleront leur course aux armements: ils obligeront leurs alliés du Pacte de Varsovie à produire des armes et non du beurre. Si cette course aux armements se prolonge, avec son poids économique insupportable, elle créera des conditions politiques révolutionnaires à l'arrière du bloc militaire le plus faible politiquement et économiquement, le moins fourni en aliments. En conséquence, si l'on n'utilise pas les armements, par peur de la terreur atomique, la révolution éclatera contre le réarmement là où il y aura le plus de difficultés économiques et le plus de mécontentement, sans aucun doute dans le bloc soviétique, en Europe centrale, qui se trouverait aujourd'hui face à une situation révolutionnaire semblable à celle de l'Europe en 1848, lorsque les peuples se soulevèrent contre des régimes intolérables, pour affirmer leur liberté, pour liquider l'absolutisme. Ainsi, la révolution pourrait commencer à l'Est bien avant qu'à l'Ouest; elle serait essentiellement libertaire, qu'éclate ou que n'éclate pas la troisième guerre mondiale. ■

Abraham GUILLEN.

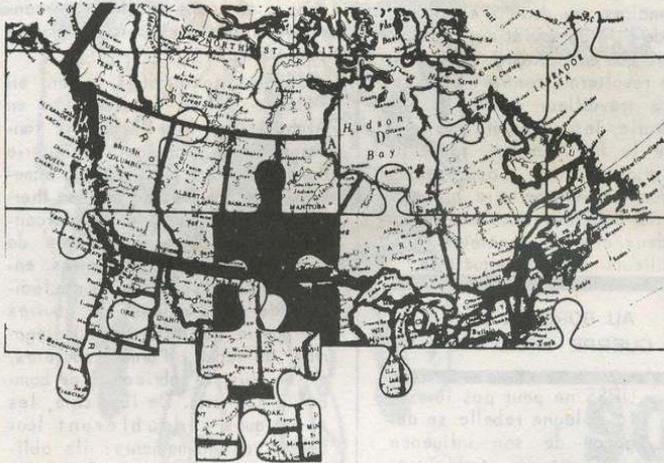
DE L'IMPERIALISME EN TOUTES CHOSES

● COMECON, appelé aussi CAEM: Conseil d'Assistance Economique Mutuelle. Cet organisme a été créé en 1949. Il regroupe aujourd'hui autour de l'URSS, 6 démocraties de l'Est, la Mongolie, la Yougoslavie («associée» en 64), Cuba et le Vietnam (1978). Son but était de coordonner le développement économique des Etats membres. Sous Staline, le Comecon a permis un véritable pillage des participants au profit de l'URSS. Depuis une dizaine d'années, afin d'éponger sa crise économique, celle-ci a accru sa prépondérance et l'entraide multilatérale recherchée officiellement au départ se révèle un véritable impérialisme que dénonce entre autre la Roumanie. ■

● FMI. Créé en 1945, le Fonds Monétaire International siège à Washington. Au départ, le Fonds dans lequel l'influence US est prépondérante vise à sauver les monnaies en difficulté, les Etats membres s'engageant à ne dévaluer qu'en cas de nécessité absolue et à lever tous les obstacles aux échanges. Le dollar restait ainsi prépondérant. Aujourd'hui, le Fonds «prête» de l'argent moyennant des gages de stabilité de la part des receveurs. Les Etats-Unis interviennent ainsi, par un autre biais, dans la politique intérieure des Etats (cf. Italie en 1978 et Portugal en 1980). ■



Prague 1969



canada

Où en est le mouvement
libertaire au Canada ?
Dans cet immense pays,
groupes et collectifs
fleurissent,
disparaissent,
restent isolés ou,
au contraire,
se coordonnent, parfois même
au-delà des frontières
jusqu'aux États-Unis
(tel est le cas de l'Anarchist
Communist Federation).

Dimitri Roussopoulos est un militant
libertaire canadien
qui a apporté un certain nombre de
contributions critiques au débat
anti-autoritaire au Québec.

chemins libertaires

■ Nous savons que ton principal travail professionnel ainsi que ta contribution au mouvement libertaire canadien s'est centré sur ton activité éditoriale. Peux-tu nous en parler un peu ?

□ Je suis membre du collectif d'édition de la revue «*Our Generation*» de Montréal que nous avons fondé il y a 15 ans, et je travaille comme coordinateur aux éditions «*Black Rose Books*». Dans cette maison d'édition nous avons publié plusieurs classiques de l'anarchisme du XX^e siècle, comme Voline, Brinton, Bookchin, etc., mais aussi des analyses approfondies sur la société canadienne, sur le problème national, le mouvement antimilitariste et la désobéissance civile, l'écologie, etc. Sur l'Espagne, le livre d'Abel Paz «*Durruti, un peuple en armes*» a eu beaucoup de succès. Mais je crois qu'aussi bien de par sa régularité que de par son poids, le rôle de la revue théorique «*Our Generation*» est le plus important, non seulement au Canada mais aussi aux États-Unis.

■ La pensée anti-autoritaire a-t-elle une réelle influence en Amérique du Nord ?

□ Il est très important de se rendre compte que l'influence marxiste dans la gauche, qui s'est accru aux États-Unis avec le mou-



vement des années 60, est aujourd'hui en crise. La bureaucratisation de pays comme la Chine et Cuba qui servent de modèles alternatif à Baran, Sweezy et les gens de la «*Monthly Review*», exception faite du communisme prosoviétique totalement discrédité, ainsi que l'épuisement par manque de praxis des courants du marxisme critique inspirés par l'école de Francfort (qui influence la revue «*Telos*») ont laissé toute une génération étudiante et intellectuelle qui sympathisait avec le marxisme,

dans une situation de désarroi. C'est une chose qui se produit dans de nombreux pays, mais qui, face à l'absence de grands partis marxistes en Amérique du Nord, crée au sein de la gauche une situation culturelle beaucoup plus souple. Face à ce problème, il existe deux orientations dans le mouvement libertaire : d'une part, la nouvelle pratique révolutionnaire néo-anarchiste qui ne sympathise pas avec la théorisation. D'autre part, les anti-autoritaires qui, comme nous, dialoguent avec le marxisme critique radical, le conseilisme, etc., en tentant de les pousser plus loin : nous pensons que le dernier livre de Bookchin, «*Beyond Neo-Marxism*», publié par «*Telos*», est important dans le sens d'une synthèse entre le marxisme critique et la pensée libertaire aux États-Unis. «*Our Generation*» poursuit cette tâche depuis plusieurs années. C'est ainsi que Bookchin, Chomsky, Milner, Johnson et moi-même, nous avons dialogué avec O'Connors (qui a écrit le meilleur livre sur la crise de l'État US d'un point de vue marxiste), Mattick, Mallet, Gorz, Castoriadis, etc., sur des sujets tels que les luttes urbaines, le problème national, l'échec de la gauche au Chili, l'impérialisme, la techno-bureaucratie, etc. Dans un numéro assez récent de «*Our Generation*» nous avons débattu

de l'importante analyse que fait le marxiste Panich sur l'Etat canadien : nous croyons qu'il est important d'aller à la rencontre d'un marxisme critique qui se trouve toujours plus désorienté par la bureaucratisation du socialisme et sa convergence avec l'impérialisme. Dans une telle situation, l'anarchisme ne peut être un «ghetto» ni une orthodoxie repliée sur elle-même.

■ Tu as parlé d'un mouvement libertaire intellectuel séparé de la praxis révolutionnaire néo-anarchiste. Que signifie cette dernière au Canada?

□ En fait, je ne crois pas qu'ils soient vraiment séparés. Il se trouve que le courant intellectuel/universitaire qui sympathise avec l'anarchisme, et qui s'élargit aujourd'hui dans toute l'Amérique du Nord, a perdu ses racines historiques au sein du mouvement ouvrier. Et d'autre part, le syndicalisme radical, qui existe encore au Canada et même aux Etats-Unis ne considère déjà plus comme utile, comme pratique, l'analyse sociale anarchiste. Cela dit, le néo-anarchisme a des racines sociales fortes, des racines qui dans une société comme le Canada ou l'Amérique du Nord ont plus d'importance numérique et peut-être révolutionnaire que le mouvement syndical qui, aujourd'hui, a été très récupéré par le capitalisme impérialiste. Ainsi, dans les mouvements des jeunes, dans l'écologie, dans le féminisme et surtout dans les luttes de quartiers qui sont très liées à la vie quotidienne de la majorité des gens, le néo-anarchisme attire des sympathies croissantes, en concurrence avec le marxisme qui, lui, est particulièrement influent chez les féministes canadiennes.

■ Nous savons qu'au Québec il existe des sympathies syndicales envers la CNT d'Espagne ainsi que des expériences de contrôle ouvrier. Est-ce que ceci a de l'importance pour le mouvement libertaire?

□ Le Québec est une exception car il a des syndicats (la centrale majoritaire C.S.N. avec plus de 200.000 adhérents, anciennement influencée par le catholicisme, mais orientée aujourd'hui vers le contrôle ouvrier dans un sens révolutionnaire) qui ne sont pas seulement autonomes vis-à-vis des partis, bien qu'il y ait également un secteur pro-socialiste, mais qui considèrent en plus que le syndicalisme est encore une voie vers la révolution. Dans d'autres régions du Canada et des Etats-Unis, il existe des secteurs syndicaux radicaux, l'I.W.W., les chicanos en Californie, la



SORWUC qui est un syndicat féministe avec du poids dans le secteur bancaire. Il y a aussi des syndicats de mineurs, d'enseignants, etc., qui sympathisent avec une orientation anarcho-syndicaliste mais pas nécessairement anarchiste. D'autre part, les expériences importantes de «workers control» dont vous parliez restent isolées et critiquées par les marxistes-léninistes. Les libertaires ont plutôt tendance à les soutenir : dans «Our Generation» le débat sur le contrôle ouvrier se poursuit. Le cas de l'entreprise de papier de East Angus est significatif en ce sens qu'il permettra de voir si le mouvement de contrôle ouvrier se limitera à une lutte pour la sécurité de l'emploi et contre le chômage ou s'il va évoluer dans le sens d'une redistribution des revenus dans notre société.

■ C'est réellement au Québec que se concentre le principal front libertaire, ou bien existe-t-il d'autres mouvements au Canada?

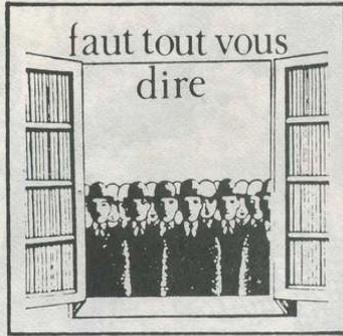
□ Il est indéniable qu'il existe d'autres lieux, comme Vancouver où se tiennent des réunions qui regroupent parfois des centaines de libertaires et où une autre revue trimestrielle, «Open Road», avec un tirage de 13.000 exemplaires distribués dans toute l'Améri-

que du Nord, est en train de jouer un rôle important. Il existe d'autres revues comme «La Nuit» et le vieux «Industrial Defense Bulletin» publié à Toronto par les I.W.W.; à Toronto, il y a également plusieurs groupes libertaires qui font du travail. Il existe des secteurs d'immigrés, quelques vieux cénétistes espagnols bien qu'ils ne soient pas très coordonnés avec le mouvement libertaire canadien. Au Québec on se trouve face à la convergence de plusieurs éléments : quelques groupes libertaires non centralisés, un mouvement syndical révolutionnaire et le problème national qui est important.

■ Comment vois-tu le lien entre le nationalisme québécois et l'anarchisme?

□ L'importance des racines culturelles françaises face à la majorité anglosaxonne offre une bonne base pour une critique du centralisme étatique qui en est arrivée à remettre en cause le processus fédéraliste de l'Etat capitaliste canadien. Mais notre soutien au nationalisme et à tout régionalisme anti-centraliste est très critique. Nous rejetons le nouvel Etat national indépendant auquel aspirent le Parti Québécois et les nationalistes. Se pose en plus le problème des immigrés qui dans une société comme la canadienne jouent un rôle clé mais qui se sentiraient encore plus marginalisés. ■

ref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En b



A PROPOS DE «JUIF ET LIBERTAIRE»

● Suite à l'interview paru dans «Agora» n° 4, je tiens à faire une petite mise au point sur le fait que j'ai dit qu'en 40 je me serais retrouvé au côté des forces gaullistes, ce qui a l'air de choquer bon nombre de lecteurs. Je continue à le penser, mais peut-être me suis-je mal exprimé. Pour moi, Gaulliste est une «image». Le terme le plus approprié aurait sans doute été la résistance avec toutes ses composantes (Gaullistes, socialistes, cosaques, etc.). Car je maintiens l'affrontement central contre le fascisme. Cette position n'empêchant pas l'intervention spécifique, ni la préparation de l'après-fascisme car cette époque est l'une des plus aptes au développement des idées révolutionnaires. L'après-fascisme nécessite donc la rupture avec les composantes bourgeoises.

Jean-Marc.

LE PROCES SUR L'AFFAIRE SUAREZ

● Les neuf militants libertaires anti-franquistes qui sont passés en procès en janvier dernier, accusés de «complicité de séquestration» et de «recels qualifiés» dans l'affaire de l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris en 1974 ont tous été acquittés...

Mais les problèmes matériels posés par ce procès demeurent. Vous pouvez leur apporter votre aide, pour qu'ils puissent faire face aux frais de leur défense, en envoyant votre soutien au CCP n° 33-907-40 C La Source.

Comité de Défense
Anne-Marie Aguirre
c/o Cercle Garcia Lorca
15, rue Gracieuse
75005 Paris.

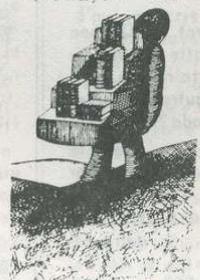
DEUX NOUVELLES ADRESSES ANTIMILITARISTES

● Le périodique d'insoumission totale «Avis de Recherche» dispose enfin d'une adresse postale publique qui va lui permettre d'élargir son audience:
«Avis de Recherche»
B.P. 53
75861-Paris cedex-18



● Après sept ans de parution bi-mensuelle, le journal «Objection» annonce, quant à lui, dans son n° 135-136, qu'il se transforme en... «bulletin dont la prise en charge est assurée par le GARM» lyonnais. A plus long terme, le réseau de correspondants envisage de préparer un projet de nouveau journal sur des bases antimilitaristes. Une nouvelle adresse, donc:

«Objection»
B.P. 70
69202-Lyon-cedex.



DEUX JOURNEES LIBERTAIREES A LYON

● Pour donner une suite aux journées libertaires de Montpellier, confronter nos différentes activités, pour que s'expriment les divers aspects de la culture anti-autoritaire et établir des contacts plus directs, les camarades lyonnais lancent deux journées libertaires dans cette ville pour les 7 et 8 juin prochains (au Centre P. Valdo, 176 rue Pierre Valdo, 69005 Lyon).

Pour de plus amples informations, détails et suggestions, écrire soit:

Librairie «La Gryffe»
5, rue Sébastien Gryphe
69007 Lyon

soit à:
ACL R
13, rue Pierre Blanc
69001 Lyon.

LE PROCES DE «ROMPONS LES RANGS» REPORTE

● C'est le 30 mars, à 14h 30, devant la XVII^e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris, que se tiendra finalement le procès du journal «Rompons les rangs».

Daniel Guérin est inculpé en tant que directeur de publication, pour une série d'articles et de dessins qualifiés d'«injurieus envers l'armée» et parus dans le premier numéro du journal du Collectif de Lutte Antimilitariste. Christian Merkes est, pour sa part, inculpé en tant qu'auteur d'une lettre ouverte expliquant les raisons pour lesquelles il quittait l'armée avant la fin de son contrat d'engagement. La défense sera axée autour de la liberté de la presse, bien malmenée actuellement.

UN COLLOQUE SUR CRONSTADT

● Sur le thème «21-81, de Cronstadt à Gdansk: 60 ans résistance au capitalisme d'Etat», un colloque, organisé par l'UTCL, se tiendra les 4 et 5 avril prochains, à Paris.

Le samedi 4 avril sera consacré aux deux premières parties du colloque:

- De 1917 à 1921: la révolution russe et la contre-révolution bureaucratique.

- Le soulèvement et l'écrasement de la commune de Cronstadt.

Le samedi soir aura lieu un meeting avec des acteurs-témoins de la révolution russe.

Quant au dimanche 5, il sera consacré aux deux dernières parties:

- La société bureaucratique.

- De 1921 à 1981, 60 ans de résistance au capitalisme d'Etat.

Une participation aux frais de 20Fr\$ pour les deux jours est prévue. On peut également participer à la souscription lancée.

Pour de plus amples informations et tout soutien:

Editions «L.»
B.P. 333
75525-Paris cedex-11

SOLIDARITE AVEC FRANCIS LAMAIGNERE

● Depuis trois ans et demi, un jeune Français croupit dans les geôles turques, après sa condamnation à 30 ans de prison pour avoir été trouvé en possession de... 13 grammes de haschisch!

Une campagne d'information et diverses activités de soutien ont déjà été réalisées (notamment tracts et affiches).

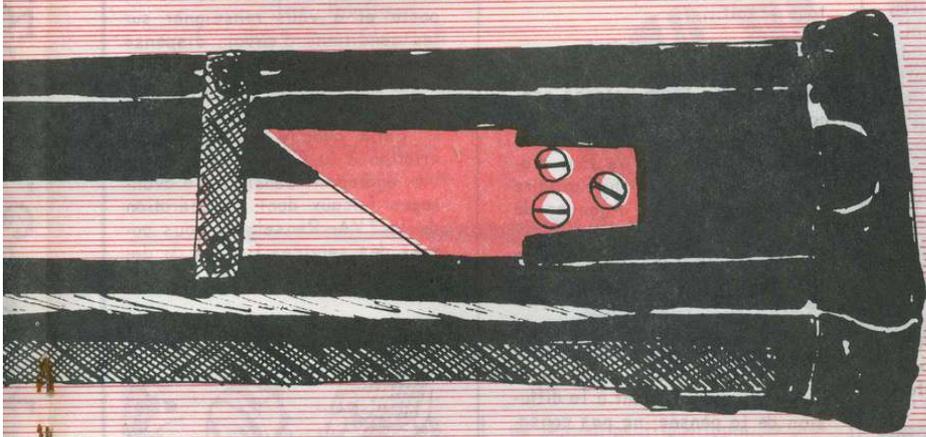
Comité de soutien à Francis J. Lamoignere
36, rue François Miron
75004 Paris.

attention, changement d'adresse:



LA VIE?

QUAND ILS NE
PEUVENT PLUS
NOUS LA VOLER,
ILS NOUS EN
PRIVENT!





les recettes de tatie cronstadt

Sortir un canard
n'est, a-priori, pas chose facile:
démarches,
formulaire à remplir...
Où s'adresser, par où commencer ?

"DIS, TATIE,

RACONTE MOI LA PRESSE."

● le directeur de publication.

Toute publication doit avoir son directeur qui assumera les responsabilités civiles ou pénales de ce qui sera écrit. Il doit être majeur, jouir de ses droits civiques et, s'il est étranger, justifier d'un domicile fixe.

● la déclaration au parquet.

Préalablement à la parution du numéro un, une déclaration doit être faite au Parquet du Procureur de la République du lieu d'impression. Elle comportera: le titre du périodique; sa périodicité; les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, profession et adresse du directeur de publication; les nom et adresse de l'imprimeur. Elle devra être faite sur papier timbré de 10 Frs.

Un récépissé de déclaration sera délivré par le Parquet. Profitez-en pour vous renseigner sur les dépôts légaux car le nombre d'exemplaires à expédier change selon les départements.

● les dépôts légaux.

Retirer à la Préfecture trois exemplaires de la déclaration de dépôt de périodiques. Ils devront être joints aux exemplaires expédiés en dépôt légal à la Préfecture lors du premier envoi. L'un de ces formulaires vous sera retourné avec le tampon de la Régie des Dépôts Légaux.

Lors de la parution de chaque numéro, vous devrez envoyer un certain nombre d'exemplaires à la Bibliothèque Nationale (58 rue de Richelieu, 75002 Paris); au Parquet du Procureur de la République (*exemplaires signés par le directeur de la publication*); à la Préfecture, sous-préfecture ou mairie selon le lieu d'édition. Ces trois dépôts légaux bénéficient de la franchise postale.

● les mentions obligatoires.

Titre, numéro, périodicité, da-

te et prix du numéro (ou de l'abonnement) ainsi que le numéro d'ISSN (dès attribution par la Bibliothèque Nationale) doivent normalement figurer en première page. Directeur de publication (nom et prénom), imprimerie (nom et adresse) et, s'il y a lieu, numéro de commission paritaire en dernière page.

De plus en plus, de nombreuses publications tendent à regrouper ces indications en page 2 ou 3 dans une colonne administrative sans que cela pose, semble-t-il, de problèmes. On pourra donc en faire autant pourvu que tout y soit...

● la commission paritaire.

C'est le premier pas à franchir dans la voie des avantages économiques et fiscaux. Mais c'est aussi une barrière pas toujours facile à sauter. Ecrire tout d'abord à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse en demandant formulaires et indications pour constituer le dossier (CPPAP, 69 rue de Varenne, 75007 Paris).

La CPPAP retient trois critères d'attribution d'un numéro d'inscription: avoir un caractère d'intérêt général quant à la diffusion de la pensée; ne pas consacrer plus des deux tiers de sa surface à des annonces ou réclames; enfin paraître au moins une fois par trimestre.

Si votre publication réunit les deux dernières conditions (la première étant si élastique que tout dépend du bon vouloir de la CPPAP), vous ne pourrez réexpédier le dossier de demande d'inscription qu'en y joignant 5 exemplaires du premier numéro du périodique (*les numéros zéros ou d'essai ne comptent pas*). Ainsi donc, pour l'envoi du premier numéro vous paierez, dans tous les cas, plein tarif à la Poste...

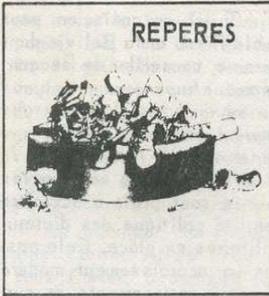
● les avantages économiques et fiscaux.

Dès réception du certificat d'inscription à la commission paritaire, faites enregistrer la publication à la Direction Régionale des P et T à défaut de quoi vous ne pourrez toujours pas bénéficier des tarifs postaux préférentiels. Vous recevrez, dans les jours suivants, un récépissé d'enregistrement donnant droit à ces tarifs préférentiels et indiquant le bureau de poste où vous êtes autorisés à expédier votre publication. Il ne vous reste plus qu'à vous rendre dans ce bureau de poste et à vous renseigner sur les conditions d'envoi: dispense de timbrage et routage (au moins mille exemplaires) ou autres modes et tarifs.

Enfin, avec le certificat d'inscription à la CPPAP, vous pouvez également bénéficier d'avantages fiscaux dont l'exonération de la TVA. Renseignez-vous auprès des services fiscaux du département. ■



REPERES



«L'AMERIQUE AUX AMERICAINS»

Les Etats-Unis ont rangé
les flonflons
du cirque électoral
et Reagan a troqué son cheval, ses colts
au profit du costume présidentiel.
Les clameurs électorales se sont tuées;
place maintenant
à la réalité politique.



La campagne électorale de Reagan, soutenue par tous les secteurs-clés de l'économie mais aussi par un profond courant chauvin, puritain et réactionnaire, a été menée tambour battant. Tous les vieux thèmes militaristes, maccarthistes, ont été repris.

En matière de politique extérieure, la doctrine Carter des «Droits de l'Homme», cache-sexe d'une politique agressive localiste, a été mise au pilon et remplacée par des slogans plus expressifs, plus proches de ceux de la «guerre froide». En ce qui concer-

ne le continent américain, le programme Reagan a repris sans vergogne la vieille doctrine de Monroe dont l'emblème était «l'Amérique aux Américains» (1).

Aujourd'hui, décevant déjà un peu les «faucons» qui l'avaient soutenu, Reagan semble essayer d'ajuster à la réalité ses propos électoralistes. Cependant, il est un point sur lequel, pour le moment, il ne semble pas transiger: l'Amérique Latine.

Quant à dire que, dans ce secteur, il y a rupture avec la politique de Carter, c'est une autre affaire.

LES DROITS DE L'HOMME
EN AMERIQUE LATINE
ETAIENT
LES DROITS DE QUI ?

Depuis 1950, cette zone avait perdu aux yeux des capitalistes américains beaucoup de charme. Alors qu'à cette date elle était la première région d'investissement US, en 78 elle venait bien loin derrière l'Europe occidentale, le Canada et le Moyen-Orient/Afrique. Ceci dit, au niveau de la stratégie mondiale, elle

restait une chasse gardée américaine et pour la conserver, Carter avait joué trois cartes dans ces pays. La «trique» d'abord fut employée pour soutenir les régimes qui défendaient le plus les intérêts US. Au Brésil, par exemple, il s'agissait, entre autres, de préserver la City Bank et la Chase Manhattan Bank qui réalisent là 15 à 20% de leurs bénéfices mondiaux. Dans le cas des dictatures militaires ou dynastiques ne contrôlant plus la situation, comme Somoza, Carter retira son soutien. Sans toutefois abandonner la partie, dans la mesure où il soutenait le nouveau régime nicaraguayen auquel fut octroyé 75 milliards de dollars à condition, bien sûr, que 50% du cadeau fut consacré au secteur privé. C'est dans la même perspective que furent aidés des régimes ou des partis plus représentatifs (surtout démocrates chrétiens) au Pérou, en République Dominicaine ou en Equateur. La junte salvadorienne, quant à elle, reçut 33 milliards de dollars pour poursuivre en 79 une réforme agraire destinée à calmer l'opposition dans le pays.

En Amérique Latine, l'administration Carter a marqué de traces sanglantes les droits de l'homme.

Reagan, au pouvoir, avec une systématisation plus rigoureuse et dans le cadre d'un déplacement géographique du conflit américano-soviétique, dans un contexte de crise mondiale, aura donc les coupées franches dans ces pays.

A l'inverse de celui de Carter, son entourage est moins sensible à l'influence de la Trilatérale. Maintenant les conseillers venus d'Instituts divers, les uns plus réactionnaires que les autres, pullulent. E. Meese, actuel conseiller avec rang de ministre et véritable éminence grise de Reagan, est issu de l'Institut Hoover, appelé aussi «Institut sur la guerre, la révolution et la paix». Quant au général Haig, ancien conseiller militaire de Kissinger en 79 et commandant en chef de l'OTAN récemment, son seul sourire à la John Wayne est tout un programme. Mais c'est Allan, responsable du Conseil national de sécurité qui a le mieux traduit la position de la nouvelle équipe: «L'administration Reagan va agir rapidement pour faire disparaître l'impression selon laquelle il n'y a plus rien à faire en Amérique Centrale et particulièrement au Nicaragua, à El Salvador et au Guatemala, face aux maraudiers de Fidel Castro dirigés, armés et financés par l'URSS».

L'ennemi héréditaire est désigné et le «monde libre» assuré d'une bonne équipe de direction.



A partir de là, comment les choses peuvent-elles évoluer en Amérique?

UN COUP DE MAIN AUX DICTATURES

Des stratégies différentes ont été esquissées selon trois groupes de pays:

1) Le premier groupe, constitué par le Canada, le Mexique, auxquels on peut adjoindre le Venezuela, présente d'abord un intérêt énergétique certain (pétrole). Un projet d'accord nord-américain a donc été lancé, malgré les réticences des canadiens. Lors de la rencontre Reagan-Portillo, le 5 janvier dernier, les négociations ont porté d'abord sur le pétrole, mais il s'agissait aussi pour le candidat Reagan d'obtenir la neutralité mexicaine vis-à-vis de la politique US sur le continent. Les conditions d'entrée des mexicains aux USA servaient de monnaie d'échange. Bien que Portillo hésite fortement sur le choix définitif, un conseil tripartite permanent a été mis en place.

2) Le second groupe est constitué par les pays de l'ABC (Argentine,

Brésil, Chili) auxquels on peut ajouter le Pérou et la Bolivie dont M. Fontaine, conseiller de Reagan, a déclaré: «Nous renouons nos liens avec ce pays (Bolivie) sans pour autant cesser de l'influencer afin qu'il retrouve le chemin de la démocratie». Dans ce secteur, les Etats-Unis sont prêts à accroître la stabilité politique des dictatures militaires en place. Cela passe par un accroissement modéré de leurs investissements et surtout par le soutien à une relative ouverture démocratique voulue aussi par les bourgeoisies nationales. Ainsi Figueiredo, aujourd'hui chef d'Etat au Brésil, hier chef du service national d'information de l'armée, peut se glorifier devant le patronat français auquel il est venu récemment faire appel, d'avoir levé la censure de la presse (si peu) et d'avoir proclamé une certaine amnistie.

3) L'Amérique Centrale forme le troisième groupe. Pour cette région, la stratégie a été définie par Mme Kirpatrick, représentant les Etats-Unis à l'ONU et spécialiste de l'Amérique Latine: «Si nous nous trouvons devant l'alternative: aider un gouvernement autocratique modérément répressif (le Shah, Somoza), mais qui est l'ami des Etats-Unis, ou le laisser renverser par une guérilla entraînée, armée et appuyée par les Cubains, nous aiderons l'autocratie modérée». Un «nettoyage des Caraïbes» et une «portorisation» de la région ont été décidés. Cuba sert toujours de repoussoir puisque Reagan, lors de sa campagne, avait même parlé de recourir, contre l'île, au blocus militaire et au minage des ports. Ceci n'a d'ailleurs pas été sans incidences sur le 11^e Congrès du PC Cubain (début 81) qui a décidé de la mise en place de milices territoriales. Contre-coup intéressant de la politique de Reagan à la militarisation du régime cubain: l'histoire a de ces coquetteries... Mais c'est un autre problème.

LA POLITIQUE DE LA MATRAQUE

Pour l'essentiel donc, la stratégie US en Amérique Centrale n'apporte pas de profonds bouleversements, mais plutôt un affinement des positions antérieures. Au Nicaragua, le nouveau régime, ayant choisi la voie non-alignée, grâce au rôle politique attribué au Conseil supérieur de l'entreprise privée, semblait rassurer les Etats-Unis. Or le 23 janvier, l'aide de 75 milliards de dollars prévue pour l'année 81 a été suspendue. Fait peut-être plus significatif, le mè-

me mois, la *Standart Fruit*, compagnie US, s'est retirée du pays car le gouvernement nicaraguayen voulait, moyennant indemnisation du secteur privé, prendre en charge l'exploitation des bananes. Le conflit reste donc latent, mais l'asphyxie économique du Nicaragua s'accroît.

Au Salvador, la situation est plus claire. Après avoir hésité, sous Carter, à soutenir la Junte au pouvoir, les États-Unis ont nettement pris position en sa faveur. L'aide économique prévue (14 milliards de dollars) a été accrue et se monte à l'heure actuelle à 43 milliards. Le soutien militaire s'accroît, l'entraînement des troupes salvadoriennes sous le contrôle technique des États-Unis se poursuit au Panama malgré l'opposition de secteurs panaméens qui croient de moins en moins que les États-Unis quitteront leur territoire en l'an 2000 (sic) comme cela est prévu par l'accord signé l'an dernier. Il faut quand même signaler que les États-Unis ont pensé un instant soutenir le gouvernement salvadorien [clandestin (2)] qui déclarait: «Le nouveau gouvernement appuiera toutes les entreprises privées qui coopéreront au développement économique du pays... Le gouvernement cherchera à maintenir des relations constructives avec les États-Unis» (3). Le revirement américain semble être dû, entre autres, aux difficultés rencontrées par la gauche révolutionnaire à obtenir le crédit de secteurs importants de la bourgeoisie (ce qui eut lieu au Nicaragua). La France a fait le même choix puisqu'après avoir passé un accord militaire et économique en juin dernier avec la Junte, elle a rétabli tout récemment des relations diplomatiques avec le Salvador.

Reagan, au Nicaragua comme au Salvador, paraît plus réticent à accorder son crédit à des changements politiques capables, peut-être à la longue, de déstabiliser cette région. La social-démocratie, sous couvert d'un programme nationaliste, populiste avec l'ap-

pui des partis frères européens a pu un temps servir les intérêts américains, comme en République Dominicaine ou en Jamaïque. Mais le manque de crédibilité de ce parti, lorsqu'il est au pouvoir, risque de ne point inciter Reagan à récidiver dans ce type d'expérience. Reste donc le recours à la politique du «big stick» (4) chère à l'impérialisme américain. Le seul danger pour les États-Unis est une «vietnamisation» rapide de toute la zone. Car, depuis quelques années, certains secteurs sociaux ont changé en Amérique Latine.

Tandis que les pays s'industrialisaient, faisant ainsi les frais de la crise économique, le prolétariat s'est étoffé quantitativement et qualitativement. Rompus à la répression, organisés dans la clandestinité, habitués à des grèves très dures, les ouvriers pèsent aujourd'hui bien plus qu'avant.

Dans leurs organisations, on retrouve tous les groupes d'opposition avec aussi leurs confusions, mais il y a là une force qui n'a plus d'illusion tant sur l'impérialisme US que sur les bourgeoisies nationales fantoches. Or, dans la lutte, ils ne sont pas seuls; les Indiens de l'Altiplano, ceux d'Amazonie commencent à leur tour, à vouloir être entendus. Et ça, Monroe n'y avait jamais pensé. ■

Mikis SARKOS.

- (1) «L'Amérique aux Américains»: au début du XIX^{ème}, l'impérialisme fut conceptualisé par Monroe. Il s'agissait pour les États-Unis de relayer en Amérique l'impérialisme britannique. Elle réservait donc le Continent Sud-Américain aux États-Unis.
- (2) Le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) est une coalition de mouvements d'opposition divers (sociaux-démocrates, pro-cubains, démocrates-chrétiens, populistes). Son président en est Guillermo Ungo, social-démocrate. Depuis octobre 1980, la Direction Révolutionnaire Unifiée (DRU) tente de regrouper toutes les organisations politiques et militaires.

- (3) Déclaration de Cienfuego, commandant du FMLN (Front de Libération Nationale, Farabundo Martí) qui regroupe les diverses guérillas au Salvador.
- (4) Politique du «gros bâton» qui accompagna, à tout moment, l'impérialisme US dans son intervention en Amérique Latine.

L'INTERNATIONALISME
A PAYER

• En 1968, une grève très importante avait éclaté à l'usine d'embouteillage *Coca-Cola* de Guatemala City. La répression avait été sanglante: 12 ouvriers assassinés, licenciements nombreux.

En solidarité avec les grévistes, l'UITA (*Union des travailleurs de l'alimentation et branches annexes*) dont le siège est à Genève, avait lancé un boycott de la consommation et de la publicité de *Coca-Cola* dans de nombreux pays.

Enfin, le 28 janvier 1981, un accord a pu être signé:

- Un syndicat réellement représentatif a pu être imposé dans l'usine.

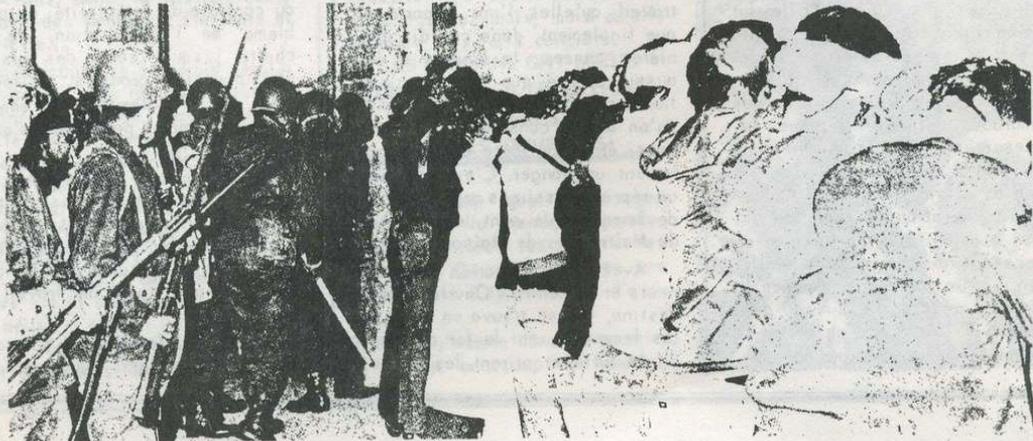
- Les travailleurs licenciés ont été réembauchés.

- Les salaires ont été majorés, pour les plus bas, de 55%.

- Les familles des ouvriers assassinés ont été indemnisées.

- Le patron (Trotter) et ses adjoints ont été renvoyés.

Face à l'emprise accrue des multinationales, on aimerait pouvoir évoquer plus souvent ce type de solidarité. ■



« Si on me donne la parole »



propos recueillis par
Ariane GRANSAC.

Fille et femme de mineur, Domitila de Chungara, cette bolivienne du Haut-Plateau plusieurs fois emprisonnée et torturée, dont le témoignage a été édité en français sous le titre : « Si on me donne la parole... » (chez F. Maspéro), évoque dans une interview parue dans « Bicycleta », dont nous publions ici quelques extraits, la situation et la prise de conscience des femmes, ses compagnes de luttes.

Ariane. — On sait que depuis le coup d'Etat il y a pas mal de femmes détenues. A quoi attribuez-tu le fait que la répression s'abatte aussi sur les femmes ?

Domitila. — En Bolivie, les femmes ont toujours joué un rôle important dans les luttes de revendications sociales, de revendications économiques. Par exemple, Maria Barzola a été assassinée aux côtés des manifestants ouvriers des années 42. Ensuite, de façon alors organisée, les femmes participent aux luttes dans les mines depuis 51. Le 20 juin 1951, se créa pour la première fois, dans les centres miniers, une organisation de femmes qui prit le nom de Comité des Maîtresses de maison. Elle fut également le fruit d'une nécessité face à la répression et aux injustices dont souffrait alors le mouvement ouvrier. Les maris de ces camarades étaient détenus et, désespérées, elles s'unirent dans le syndicat; de là surgit l'idée que si elles allaient ensemble demander la libération de leurs époux, elles auraient plus de force et de succès. Ainsi surgit l'idée d'aller toutes à La Paz, et commence la première grève de la faim qui dura presque 9 jours, et l'on obtint la libération de leurs camarades.

Les femmes pensèrent qu'être organisées était une force et elles décidèrent ainsi de créer leur organisation et de continuer leur lutte.

En Bolivie, comme dans les autres pays, nous n'étions pas habituées à ce que les femmes participent à d'autres activités qui ne soient pas les travaux domestiques pour lesquels on nous avait toujours éduquées. Alors, ce groupe de femmes reçut les critiques des autres femmes, et aussi celles des hommes, et on nous disait que cela ne durerait même pas 24 heures. Mais, la décision de ces camarades a été si ferme et elles ont réalisé infatigablement tant de travail qu'elles l'ont emporté et que finalement, dans ces dix dernières années, le Comité a été aussi réprimé que les organisations syndicales. C'est-à-dire qu'on a pris conscience que cela aussi était une force et donc également un danger. C'est pourquoi on réprime aussi ces organisations de femmes que sont les Comités de Maîtresses de Maison.

Avec la Fédération des Mineurs et la Centrale Ouvrière clandestine, qui se trouve en Bolivie, les femmes furent le fer de lance de la lutte et prirent les choses

en main, car les copains de la Fédération ne pouvaient sortir dans les rues puisqu'ils étaient poursuivis dans les années 75, 77 et 78.

Fin 77, les femmes entamèrent une grève de la faim qui, soigneusement planifiée et orchestrée par les mineurs et la COB, réussit pratiquement à vaincre le régime de Banzer. La grève dura 21 jours.

Après avoir arraché ce processus pseudo-démocratique, les femmes et les camarades restèrent convaincus de ce que les femmes étaient réellement une force et qu'il était nécessaire d'organiser les femmes au foyer non seulement à *Siglo XX* mais dans les campagnes, dans toutes les mines et les villes. Alors commencent à s'organiser également les femmes paysannes, qui réussirent à faire un Congrès où assistèrent 2000 représentantes. Un Congrès d'un si haut niveau qu'il traita de tous les problèmes: politiques, économiques et sociaux. Tout, tout y fut discuté avec une grande largeur d'esprit: depuis le problème du contrôle de la natalité, du problème de l'alimentation, de la cherté jusqu'à celui des justes prix pour les produits, du logement, etc. Finalement, la Fédération des femmes paysannes s'affilia à la COB.

Nous n'étions pas en marge de ce qui s'est préparé dans les mines. Nos fils y étaient, nous y étions. Les femmes, les hommes, il n'y avait aucune distinction. Nous avions tous un travail à faire.

Quant aux femmes qui sont détenues maintenant, par exemple

Gladis Solomon de Romero qui appartient à une organisation qui s'appelle Union des Femmes de Bolivie, qui a fait aussi beaucoup de choses en solidarité avec les femmes des mines et qui participèrent également à la grève de la faim de 77-78, il faut dire que le coup d'Etat les a surprises à la COB. L'autre camarade, Rosario Chacon, qui a participé aux Droits de l'Homme, on peut en dire autant comme défenseur des Droits de l'Homme et collaborant à la grève de la faim avec nous.

«LA REPRESSION EST DURE EN CE MOMENT POUR LES OUVRIERS, LES PAYSANS ET LES FEMMES»

A. - Le fait que les femmes de Bolivie aient réellement pris part à la lutte a-t-il changé leurs relations avec les hommes ? On ne les considère plus seulement comme les bonnes de la maison ?

D. - Oui, je crois qu'il y a eu des changements très importants, bien que nombreux soient encore ceux qui ne les acceptent pas. Par exemple, nous, les maîtresses de maison, nous avons notre place dans nos syndicats. S'il y a une réunion de délégués nos représentantes y vont au même titre que les leurs. Les problèmes, nous les discutons à égalité. Nous avons les mêmes droits à la parole que les autres. A *Siglo XX*, nous ne connaissons plus ce type de discrimination. Dans d'autres districts, cela existe toujours. J'ai vu qu'il y avait des discriminations et que l'on dit : «*Ab, non, ceci est une assemblée de travailleurs...*». Mais ce que doivent comprendre les camarades, et dont nous nous sommes rendu compte, c'est que ce n'est pas seulement les travailleurs, les ouvriers qui sont exploités, mais que, avec eux, le sont également les femmes et les enfants. Et c'est nous qui l'avons démontré là-bas, dans nos campements, nos districts.

A. - Ainsi donc, la prise de conscience des femmes a été lente et difficile...

D. - Au cours de ces trois dernières années, les femmes se réveillaient, avec force. Dans leur majorité, elles commençaient à se rendre compte de cela. Elles savaient qu'elles souffraient beaucoup. Mais que nous disent donc l'Eglise traditionnelle, la religion traditionnelle, les grands-mères et nos coutumes... Que cela a toujours été et sera toujours ! L'Eglise nous l'a appris : ici, dans cette vie, il faut souffrir, sinon ce serait le paradis ! Mais au cours de

ces trois dernières années, il y a eu un grand réveil. Je crois que nous avançons à pas de géant. Et le coup d'Etat en est une conséquence. La répression est dure en ce moment pour les ouvriers, les paysans et les femmes car là était la résistance, là était le danger...

A. - Tu crois que le putsch met en danger ce réveil de la conscience qu'avait facilité l'ouverture démocratique ?

D. - Je ne crois pas que les gens fassent marche arrière. En Bolivie nous avons connu tant de putsch... mais nous avons toujours réagi, dans la clandestinité ou de n'importe quelle façon, en avançant toujours par la lutte. En tout cas, moi je n'ai pas vu de recul depuis que j'ai pris conscience.

A. - Quelle est ta principale préoccupation en ce moment ?

D. - Lutter pour la libération des dirigeants syndicaux ; parce qu'ils ne peuvent pas être enfermés comme de vulgaires délinquants, vagabonds ou assassins. Parce que le droit de s'associer, par exemple, le droit aux libertés syndicales, sont même inscrits dans les lois. Ce qui est urgent c'est que les gouvernements qui ont promis leur solidarité avec la Bolivie, qui n'ont pas reconnu la Junte, acceptent les exilés, dans discrimination de couleur politique, c'est ça le plus important. Car là-bas il y a, malheureusement, des gens qui n'ont même pas une appartenance politique ; mais leur vie est plus menacée s'il le faut que celle de beaucoup de camarades dirigeants. Car ici on connaît Domitila, mais on ne connaît pas le citoyen Pedro, Manuel ou Juan, qui sont là-bas et qu'on risque de faire disparaître. Ils ont besoin de sortir. Leur vie vaut autant ou plus que celle de ceux qui sont connus. Tout au long de mon périple, j'ai entendu, de la part de nombreuses organisations internationales, de dirigeants de nombreux syndicats, parler de solidarité avec le peuple bolivien. En ce moment, il est nécessaire que la solidarité n'en reste pas aux mots, mais qu'elle recouvre des faits concrets.

«LES PAYSANS ONT MIEUX CONSERVE LES TRADITIONS INDIENNES QUE LES OUVRIERS»

A. - Maintenant que tu voyages tant et que tu prends la parole, comment te voient tes amis et tes voisins ? Ça ne leur donne pas envie aussi d'apprendre et d'évaluer ?

D. - Oui, j'habite dans un quartier où vivent beaucoup de femmes,

des couples jeunes ; mais il y a une grande opposition de leurs maris, qui ne veulent pas... Elles leur mentent même pour pouvoir assister à nos affaires... Il y a au moins une quinzaine de jeunes de mon quartier qui viennent me voir. Je consacre deux heures au comité, de deux heures à quatre heures, pour préparer nos revendications, etc. Ce sont elles qui me le rappellent ; mais elles font attention à ce que leurs maris n'en sachent rien et ainsi elles inventent des raisons pour justifier leurs absences. Elles mentent, mais il n'y a pas d'autre solution. Leurs maris ont peur qu'elles s'engagent et que vienne la répression. Il y a aussi le problème que les femmes en arrivent à être plus conscientes parfois que leurs maris. J'essaie de les rendre conscientes pour qu'elles le fassent à leur tour chez elles...

A. - Ce qui nous a beaucoup surpris et favorablement c'est que dans les maisons des exilés boliviens que nous avons fréquentés ici, tous participent aux discussions, politiques ou autres, aussi bien les adultes que les enfants...

D. - Regarde, les paysans d'Oruro m'avaient invitée à un débat, pour donner des cours de syndicalisme. Et alors, j'arrive au local et je vois que c'était plein et qu'il y avait des hommes, des femmes et des «*wawas*» (enfants).

A. - Dans ce débat, les femmes des paysans parlèrent ?

D. - Bien sûr ! C'étaient plutôt elles qui parlaient ; les paysans étaient plus silencieux. Les paysans ont mieux conservé les traditions indiennes que les ouvriers ou les mineurs. Surtout le contrôle des dirigeants. Hou la la ! ça c'est terrible... Les ouvriers contrôlent beaucoup leurs dirigeants. Là-bas, les ouvriers nous disent : «*ici il n'y a pas de vaches sacrées. Ici personne n'est sacré*». Alors s'ils méritent le bâton, ils lui donnent du bâton. Combien de fois, quand le camarade Lechin vient là-bas, ils le font taire... ■



ET MAINTENANT...

LES LUTTES

Comme Liber Forti, Victor Lopez, secrétaire du syndicat des mineurs de la Centrale Ouvrière Bolivienne, représente le secteur autonome, que l'on peut rapprocher du syndicalisme révolutionnaire par son indépendance des partis politiques. Si la COB est la force sociale la plus importante de Bolivie (et un phénomène unique, en Amérique Latine, d'association ouvrière autonome), la Fédération des Mineurs en est son fer de lance.

Le coup d'Etat surprit Victor Lopez alors qu'il assistait à un congrès des mineurs anglais. Quelques jours après, voici qu'elle était son analyse et qu'elles étaient, d'après lui, les perspectives ouvertes (si l'on peut dire) aux travailleurs boliviens par le coup d'Etat.

Octavio. — En Bolivie comme ailleurs, la Fédération des Mineurs a la réputation d'être le secteur le plus combatif du mouvement ouvrier bolivien. Penses-tu que cette réputation soit justifiée ?

Victor. — Oui. C'est un fait indiscutable en Bolivie, car cela a été démontré à plusieurs reprises. Nous pensons que c'est la forme particulière d'exploitation que subissent les mineurs qui les porte à une conscience accrue des problèmes posés par la situation. Mais, d'un autre côté, le fait de vivre dans des communautés spécifiquement minières, jette les premières bases de la solidarité entre camarades. Je pense que ce sont là les facteurs essentiels qui en font un groupe unitaire et qui lui ont permis d'affronter, avec une plus grande clarté, les problèmes politiques et sociaux posés au pays et à la classe ouvrière en général.

O. — Quantitativement, quelle force représente le prolétariat minier en Bolivie ?

V. — Quantitativement, il ne représente que 10% des forces productives. Mais par rapport à sa production, à sa place dans l'é-

conomie du pays, c'est naturellement le secteur le plus important. Au moins 70% de l'économie reposent sur leur travail. Cela est ressenti dans tout le pays et c'est pourquoi lorsque ce secteur s'engage dans un affrontement social, les repercussions s'étendent à l'ensemble de l'économie bolivienne. Evidemment, les mineurs sont conscients de cette situation et ils sont les premiers à savoir que notre pays souffre d'une totale dépendance... Même le processus de nationalisation des mines n'a pas changé fondamentalement la situation. La concrétisation des efforts de la production minière continue de dépendre de facteurs externes comme le prix à la vente. Cette analyse amène les travailleurs à comprendre l'importance d'une lutte qui aille dans le sens d'une libération du pays et à saisir leur rôle dans cette lutte.

O. — On sait que la COB est une organisation unitaire et indépendante des partis, mais en son sein sont représentées toutes les tendances politiques et révolutionnaires à travers des dirigeants élus exclusivement, il est vrai, en fonction de leur militantisme syndical. En est-il de même dans ta Fédération ?



V. — Oui, il est vrai que la Fédération des Mineurs et les syndicats de base sont constitués de façon identique, avec la présence pluraliste de toutes les tendances. Cela entraîne certainement des débats importants au sein des travailleurs; mais tout en étant militant d'un parti — s'il l'est — le dirigeant se centre essentiellement sur la vie syndicale afin d'y préserver l'unité d'action et d'organisation. Il y a une telle conscience de cela que je peux affirmer qu'aucune tendance ne peut prétendre à devenir hégémonique dans le mouvement ouvrier bolivien. Si cela arrivait, cela équivaldrait à poser les bases de la division des travailleurs. Cette volonté unitaire est si forte qu'elle se reflète dans notre Fédération et dans la COB.

O. — Ne penses-tu pas que le coup d'Etat militaire du 17 juillet fait peser des dangers sur la continuité du mouvement ouvrier bolivien ?

V. — Je soutiens, sans craindre de me tromper, que les travailleurs ne pourront faire l'impasse sur l'organisation syndicale, car ils savent que la situation actuelle ne pourra changer que s'ils sont librement organisés dans leurs syndicats, leur fédération et la COB qui sont les moyens de défense et les outils de lutte les plus naturels, qui dépassent les sectarismes, les projets partidaires, lesquels ne cherchent pas toujours les solutions aux pro-



blèmes des travailleurs et encore moins n'assurent leur défense. C'est pourquoi je crois que les travailleurs, aujourd'hui, hier et demain, doivent lutter pour restaurer leurs structures syndicales, en conservant le même type d'organisation. Cela est si vrai que suite aux événements, les mineurs ont commencé à structurer, dans la clandestinité, leur organisation syndicale, pour résister évidemment, avancer leurs revendications et obtenir la légalisation de leurs structures syndicales, afin qu'elles aient une représentation légitime qui réponde à la volonté et à la confiance des travailleurs. Le gouvernement, face à cette situation, a prétendu — mais ce n'est pas d'aujourd'hui — impulser des dirigeants qui obéissent à la « ligne » dominante, mais jamais il n'y est parvenu. Surtout dans le secteur

minier. Ils ont toujours été repoussés. De nombreux gouvernements ont essayé tout au long de l'existence de la Fédération, de la diviser, et même de lui faire changer d'orientation. Mais toutes ces tentatives ont échoué. Elles ont toutes obtenues une

même réponse : celle du refus et de l'affirmation que la Fédération des Mineurs est unitaire, pluraliste et qu'elle a assez de conscience de classe pour poser elle-même ses revendications politiques, économiques et sociales.

O. — Il n'existe donc aucun danger de division ou de changement d'orientation du mouvement ouvrier ?

V. — J'écarte toute possibilité de succès pour ces tentatives, et aujourd'hui plus que jamais. Le danger qui existe est que les partis, dans la lutte clandestine, cherchent — naturellement — à « sectariser » la lutte des travailleurs, avec l'objectif de la contrôler et de lui faire adopter sa propre ligne politique. Et ceci peut être un grave danger pour l'unité. Mais, dès que les travailleurs pourront se réunir et discuter librement, tout cela sera balayé ; car tous sont conscients que l'unité passe avant tout.

O. — Le coup d'Etat a empêché l'UDP, qui avait obtenu la majorité relative, d'exercer le pouvoir (1). Quels étaient les rapports et les accords de la COB avec l'UDP et que pouvait espérer le mouvement ouvrier de la victoire de cette alternative politique, en supposant que les militaires l'aient acceptée ?

V. — Sur ce point il peut y avoir diverses appréciations. D'abord, organiquement, le mouvement syndical n'a aucun accord avec des options politiques quelles qu'elles soient. Il est indépendant et le restera. Il est possible qu'il y ait des dirigeants d'UDP qui ne soient pas d'accord avec mon opinion et qui pensent qu'il y avait des liens ou qu'ils étaient plus proches... Mais ils ne peuvent pas soutenir qu'il y avait des accords qui pouvaient hypothéquer l'indépendance syndicale. Cela veut dire que si l'UDP était au pouvoir, les problèmes de la classe ouvrière se seraient discutés avec le gouvernement, en termes de droits et d'aspirations des travailleurs. Nous ne dirons pas que nous n'étions pas conscients de la situation que le pays devait affronter ; car tous les partis, et le mouvement ouvrier en particulier, avaient dénoncé, avec force détails, la situation économique dans laquelle le régime de Banzer avait plongé le pays.

Nous ne pouvions ignorer cette situation... Il se posait donc des problèmes très sérieux et si ce gouvernement avait proposé des solutions aux besoins des travailleurs, ceux-ci auraient exigé des prises de position progressistes aussi bien politiques que sociales, allant dans le sens d'une libération du pays. Il n'y aurait eu aucune raison d'abandonner quoi que ce soit, sous prétexte d'appuyer ou de soutenir une option politique qui n'a rien à voir directement avec la solution des problèmes ayant trait à la libération des peuples.

O. — Est-ce que cela signifie que les travailleurs devaient être prêts à des sacrifices économiques afin de faciliter la consolidation d'une alternative démocratique progressiste ?

V. — Pas à ce point. Mais il aurait fallu gagner du temps pour renforcer notre organisation, qui venait de traverser plusieurs périodes répressives. Nous sommes conscients que la solution des problèmes du pays ne dépendait pas d'un gouvernement, fut-il constitutionnel. Il y avait un problème beaucoup plus grave, celui de la dépendance, qui de toutes façons allait limiter les possibilités. Nous aurions sûrement exigé de ce gouvernement qu'il affronte les problèmes économiques réels du pays dans le sens des options de la classe ouvrière, de la libération du pays. En aucune façon par simple démocratie, ou pire encore, en mettant en cause la pensée politique des travailleurs et son besoin de trouver une réponse à son projet stratégique de libérer un jour le pays et de se libérer elle-même.

O. — Si, tout au moins dans une première étape, l'UDP garantissait l'existence d'une certaine conciliation des différents intérêts de classe, conciliation à laquelle, semble-t-il, la COB ne s'opposait pas de façon radicale, comment expliques-tu le coup d'Etat militaire ?

V. — Je crois que les putschistes ont senti un danger dans le développement du mouvement syndical qui, jour après jour, gagnait des positions de plus en plus importantes. Jusqu'aux mesures économiques prises par le gouvernement de Lidia Cuéiler, le secteur paysan n'avait donné aucune preuve concrète de ses avancées ; il avait été manipulé par divers leaders « officiels », et ce n'est qu'à cette occasion que les camarades paysans ont remporté une victoire en marquant physiquement de leur présence le contexte politique et social du

pays: par les barrages, le refus des mesures prévues, et finalement, en se plaçant définitivement aux côtés des ouvriers en intégrant la COB. Je pense qu'alors les réactionnaires, les putschistes, l'armée ont vu dans les avancées, non plus seulement ouvrières mais aussi paysannes, un grand danger. Le gouvernement d'UDP aurait certainement dû, soit mettre un terme à cette progression par des actes répressifs, soit accepter une telle avancée de l'organisation syndicale. Ainsi, je pense que les putschistes ont eu plus peur de cette organisation du peuple que du gouvernement UDP lui-même...

O. — Si l'armée s'engage dans un coup d'Etat pour s'opposer aux conquêtes populaires et défendre les intérêts de l'oligarchie et de l'impérialisme, interrompant une nouvelle fois le processus de démocratisation, quelle est l'alternative qui peut permettre au mouvement ouvrier et paysan de poursuivre sa progression ?

V. — Il est vrai que l'armée a cherché à représenter ces intérêts réactionnaires; dans le cas présent elle ne semble même pas représenter cela, mais plutôt défendre des intérêts pour le moins mesquins, puisque même les capitalistes étaient prêts à jouer la carte démocratique: car ainsi, en s'harmonisant avec le nouveau visage de l'impérialisme en Amérique Latine, ils pouvaient espérer continuer à contrôler la situation. C'est pour ces raisons que les travailleurs se méfient des élections. Ils ont voté afin de s'ouvrir un espace de réflexion et d'action.

O. — Mais ne penses-tu pas que l'explication du coup d'Etat par la défense « d'intérêts mesquins » soit insuffisante et que ce fut une erreur de ne pas prendre en compte ce danger permanent et d'en faire un élément fondamental de votre analyse politique ?

V. — Je crois que ce fut une grave erreur de n'avoir pas fait une analyse plus précise, en partant surtout de la situation géo-politique de l'Amérique du Sud. Ce fut une erreur de penser que le problème du processus de démocratisation était un problème interne, purement national. On n'a pas compris que nous étions dans une zone déterminée par les situations vécues en Argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil et Chili...

O. — Malheureusement, les positions des putschistes se sont consolidées et les perspectives d'un nouveau processus de démocratisation restent très incertaines.



V. — En ce moment, je n'affirmerai rien, car ni le gouvernement Meza se trouve consolidé, ni le mouvement ouvrier détruit... C'est son fonctionnement qui est entravé. La frange politique a présenté des projets, comme celui de créer un groupement d'unité, à partir d'UDP. Mais ceux qui vont réellement participer à la lutte ce sont les travailleurs. Je suis convaincu, en tant que syndicaliste (et je prétends être révolutionnaire) que je lutterai au sein du mouvement ouvrier et de mon organisation pour l'indépendance du mouvement syndical. Il est essentiel que les travailleurs boliviens regagnent le droit à s'organiser librement. Et en partant de cette conquête on pourra discuter et lutter pour les droits de tout le peuple. Et sur ces deux principes on sera en mesure d'aborder d'autres projets, d'autres alternatives...

O. — Même si les militaires ne retournent pas à leurs casernes ?

V. — Je ne sais pas. Je pense que l'armée et ceux qui l'ont soutenue sont allés trop loin et qu'il ne sera pas facile de les voir se retirer. L'avenir est incertain et difficile. Seule l'unité du mouvement ouvrier, son indépendance, peut garantir au pays la possibilité d'une situation plus favorable pour regagner les droits et les libertés en Bolivie. C'est une perspective plus réaliste que celle des projets sectaires, politiques, partidaires, qui n'entraîneraient pas autre chose que la division, la collaboration et qui aboutiraient à des compromis parfois contraires aux intérêts du peuple et des travailleurs. Je pense que nous devons avoir confiance: le peuple retrouvera son chemin spécifique, celui de la lutte. ■

propos recueillis par
Octavio ALBEROLA.

(1) Les élections du 29 juin avaient donné la victoire à l'UDP (Union Démocratique Populaire), coalition regroupant principalement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), proche de la social-démocratie, et le PC orthodoxe.

UN GROUPE LIBERTAIRE DE CHILIENS EXILES

● A l'occasion de la première rencontre libertaire latino-américains, plusieurs camarades originaires du Chili et se trouvant aujourd'hui en exil en Hollande, Norvège, Italie et France ont pu se rencontrer. Ainsi est né le « Grupo Pedro Nolasco Arratia », du nom d'un des militants anarchosindicalistes chiliens les plus combattifs qui fut, pendant plus de 30 ans, dirigeant national de la Fédération des Travailleurs du Livre de la CGT chilienne.

Le groupe s'est fixé pour tâche immédiate le soutien concret aux libertaires luttant à l'intérieur du Chili et qui se trouvent, à l'heure actuelle, totalement isolés et démunis.

Ces camarades tenteront également d'éditer un bulletin trimestriel.

On peut les joindre à :

Grupo « Pedro Nolasco Arratia »
c/o Cercle Garcia Lorca
15, rue Gracieuse
75005 Paris.

brésil

**l'ivresse
des
économistes**



De l'alcool pour les voitures plutôt que de la nourriture pour les gens, tel est le programme choisi par le pouvoir brésilien. L'objectif de ce programme est d'étendre la culture de la canne à sucre sur plusieurs millions d'hectares, non pour produire du sucre, mais pour obtenir de l'alcool par distillation, alcool que l'on utilisera en partie en le mélangeant à l'essence, en partie en tant que combustible unique sur des véhicules adaptés à cet effet.

A première vue, ce programme à l'avantage de remplacer les importations de pétrole (le Brésil importe à peu près comme l'Espagne: un million de barils par jour, soit 50 millions de tonnes à l'année; sa population frôle les 120 millions et on s'attend à ce qu'elle double d'ici 30 ans). L'autre avantage apparent est d'utiliser une source d'énergie renouvelable: la photosynthèse des plantes. Mais, en fait, ce sont des avantages factices. En réalité, le programme pro-alcool suppose la mobilisation de la terre et du travail pour la production du combustible nécessaire aux véhicules, plutôt que leur utilisation pour la production alimentaire.

La canne à sucre est une plante capable de fournir un grand nombre de kilo-calories à l'hectare. Le sucre des tropiques, cultivé par des esclaves dans le système des plantations, servait à compléter le menu des ouvriers de la Révolution Industrielle anglaise (qui pour cette raison consommaient beaucoup de thé, ce qui leur permettait d'acquérir l'énergie économique qu'était le sucre). Le Nord-est du Brésil et Cuba ont ainsi été pendant des siècles des zones exportatrices d'énergie. Mais, maintenant, il s'agit d'utiliser la canne à sucre, non pour nourrir les hommes, mais pour faire bouger les automobiles, alors que, dans toute l'histoire de

l'humanité, il n'y a jamais eu autant de personnes sous-alimentées que de nos jours.

Le projet — qui n'en est plus un puisque sa réalisation est en cours — est cohérent d'un point de vue traditionnellement économique, puisqu'on extrait plus d'argent (vu les prix actuels du pétrole et ceux qu'il y aura sous peu) en transformant la canne à sucre en alcool plutôt qu'en sucre, ou en consacrant cette terre à d'autres produits alimentaires. Mais le projet reste douteux d'un point de vue énergétique. Entre l'énergie qu'il faut mettre pour produire la canne et distiller l'alcool, et l'énergie qu'on en extrait, il ressort une balance positive: quelques deux calories et demi par calorie investie. Mais, dans ce que l'on extrait, et qui donc est inclus dans ces chiffres, la moitié n'est pas de l'alcool, mais un sous-produit appelé en portugais *vinahça* ou *vinhote*, qui est polluant si on le rejette dans les cours d'eau, et qui, si on le transforme en aliment pour le bétail, exige un considérable gaspillage additionnel d'énergie.

Il ne s'agit pas, dans ce programme, de faire entre autre de l'alcool, en distillant par exemple les mélasses, mais bien de consacrer intégralement la production de canne à l'alcool. Chaque hectare de canne à sucre donne, une

fois distillée, quelques 3.500 litres d'alcool. Il est facile de faire le calcul de la superficie annuellement nécessaire à une automobile, et donc quelle superficie est détournée de la production agricole alimentaire par chaque véhicule. Une petite voiture qui consomme 10 litres aux 100 kilomètres, et qui roule 10.000 kilomètres par an, a besoin de 1.000 litres annuels (car le but du programme n'est pas de mélanger l'alcool à l'essence, mais de produire des moteurs adaptés à la consommation unique de l'alcool). Une automobile a donc besoin approximativement d'un tiers d'hectare (sans compter les investissements industriels dans les distilleries). De fait, en décomptant les périodes nécessaires aux semences de nouvelles cannes, elle a besoin de quelque chose comme un demi hectare. Il n'est donc pas étonnant que l'on agite des chiffres de plusieurs millions d'hectares. Bien que le Brésil soit un pays très vaste, sa superficie cultivable (en excluant l'Amazonie et les enclaves peu fertiles de l'intérieur) n'est cependant pas si grande que cela. La canne à sucre a besoin de bons sols et d'un climat pluvieux. On parle même de consacrer à ce programme, les nouveaux terrains irrigués de la vallée du

San Francisco, à Minas et Bahia, zone bien pauvre, ainsi qu'une partie des terres du Nord-est, où la population est très misérable. Jusqu'à maintenant la surface de canne a augmenté dans l'Etat de Sao Paulo, diminuant d'autant celle consacrée à la production alimentaire. Si chaque voiture a besoin d'un demi hectare, cela signifie qu'elle «mange» donc le repas de trois ou quatre personnes pauvres. Et ceci ayant comme seul objectif de trouver une solution aux problèmes de la balance des paiements, sans prendre en considération que les pauvres du Brésil (qui utilisent le bois comme combustible et mangent du riz et des haricots) n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec les importations de pétrole, et que, par contre, ils contribuent substantiellement aux exportations de café, de soja, de minéraux, etc., puisque ce sont eux qui travaillent dans l'agriculture et dans l'industrie.

La situation est alarmante et symptomatique d'un processus qui pourrait se reproduire au niveau mondial (comme l'a expliqué Lester Brown dans «*Food or Fuel*», Worldwatch Institute, Washington DC). Si l'idée d'utiliser l'agriculture pour produire des combustibles se répand (en And-

alousie cela peut arriver avec le sorgo et le tournesol), outre l'efficacité énergétique douteuse d'un tel procédé puisque l'agriculture mécanisée et chimique est elle-même une grande consommatrice d'énergie fossile, il s'établira alors une compétition entre la production d'aliments et la production d'alcool (tel l'éthanol et le méthanol). Les aliments ne peuvent que perdre cette bataille, puisque le pouvoir d'achat des riches possédant un véhicule est supérieur à celui des pauvres sans voiture. Les riches sont prêts à payer jusqu'à 6 francs le litre d'essence; les pauvres ne peuvent payer que 1,50 franc le kilog de céréales. A mesure que monte le prix du pétrole, à moins que l'on n'interdise de faire de l'alcool (sauf dans la quantité minime utilisée pour la boisson) avec des produits agricoles (excepté avec les sous-produits), le prix des produits alimentaires devra s'aligner sur le prix du pétrole ou sur celui des autres sources d'énergie.

La folie et le manque de solidarité des économistes et des politiciens semblent ne pas avoir de limites. ■

João CATALAO.



1^o RENCONTRE LIBERTAIRE LATINO-AMERICAINE

• Les 31 janvier et 1^o février dernier s'est tenue, à Paris, la première rencontre libertaire latino-américaine à laquelle ont assisté quelques soixante personnes. Etaient représentés les groupes et revues en exil suivants: *Comunidad* de Suède, *Propuesta Socialista Libertaria* d'Italie, la *Coordinadora Li-*

LIBERTAIRES EN EXIL

bertaria Latino-Americana de Paris, un groupe d'exilés de Hollande, des Chiliens vivant en Italie et plusieurs individuels. Y ont également pris part: la SAC de Suède, la NSF de Norvège et pour la France: la FA, la CNT-f de Lille, l'UTCL, l'OCL, *Agora* et un copain du *Centre d'Etudes Sociales* de Perpignan. Enfin, des krakers de Hollande et Liber Forti de la COB.

Par ailleurs, tous les camarades présents ont révélé une réelle intervention militante dans leurs pays d'origine avant leur exil. A ce propos, bien des luttes et nombre de pratiques syndicales révolutionnaires sont totalement méconnues par les libertaires. Il y a là, sans nul doute, tout un pan de notre mémoire collective à récupérer...

Concrètement, les exilés présents ont décidé de mener un travail dans plusieurs direc-

□ développer les soutiens aux détenus ainsi qu'aux groupes et organisations libertaires luttant aujourd'hui clandestinement.

□ l'échange d'informations provenant d'Amérique Latine entre les groupes d'exilés mais aussi la répercuter à l'extérieur en direction de l'opinion publique en général et du mouvement libertaire en particulier.

□ enfin, il s'est dégagé une volonté d'intervenir aussi dans les luttes qui se déroulent dans leurs pays d'accueil et donc se lier étroitement au mouvement libertaire de ces pays-là.

Il s'agit d'une initiative d'une grande importance et qui mérite que l'on apporte un réel soutien à ces camarades afin de mener à bien les tâches fixées.

Pour tout contact:

C.L.L.-A.
c/o Cercle Garcia Lorca
15, rue Gracieuse
75005 Paris.

nicaragua



Ces notes sont le fruit d'un voyage de quatre militants libertaires au Nicaragua et à d'autres pays d'Amérique Centrale au cours de l'été dernier.

Pendant ce voyage, nous avons rencontré des militants et des dirigeants d'organisations populaires, de la hiérarchie catholique, de la bourgeoisie, de l'opposition gauchiste, paysans, dirigeants du FSLN, internationalistes résidant depuis longtemps au Nicaragua,

journalistes, cadres de l'appareil d'Etat et toutes les catégories de personnes que l'on peut rencontrer, par hasard ou sciemment, au cours d'un mois.

Il reste cependant difficile d'exprimer ce que l'on ressent, et ce que l'on pressent, dans ce pays, ne serait-ce que par les différences existant avec l'Europe.

C'est pourquoi je n'ai pas cru bon de développer ici de longues thèses, me contentant de signaler une série de faits fondamentaux qui définissent au mieux la situation du Nicaragua...

ANDRES.

OU VA LA

REVOLUTION

QUELQUES DONNEES ECONOMIQUES

Le Nicaragua est un pays à l'économie agricole, producteur de matières premières. Il cultive essentiellement du coton, de la canne à sucre et du café pour l'exportation, et des céréales pour la consommation intérieure.

En tant que pays producteur de matières premières, c'est un pays dépendant: de la fluctuation des marchés internationaux des produits agricoles, des prix imposés par l'importation de produits industriels de base. Cette dépendance est aggravée par l'absence d'une industrie de transformation de ses propres produits agricoles, une dette extérieure égale au PNB annuel qui empêche les investissements industriels et la faiblesse de sa production par rapport au marché international qui ne lui permet pas de fixer ses propres prix et le rend très vulnérable à une chute des cours. De plus, il n'est pas un pays producteur d'énergie.

Dans la production agricole, 15% seulement relèvent de

l'Aire de Propriété du Peuple (APP), le reste dépendant de propriétaires privés. Les circuits d'exportation, l'énergie, les communications et les assurances sont nationalisés, mais les décisions d'investir dans tel ou tel secteur se prennent en fonction de critères de rentabilité capitaliste plutôt qu'en termes d'utilité sociale.

L'absence presque totale de récoltes en 79, la baisse de celles-ci en 77 et 78, le sacage du pays par la guerre et la paralysation des activités économiques, ont été affrontés par le FSLN au moyen d'une alliance avec la bourgeoisie non-somoziste, au cours d'une phase de reconstruction nationale qui se poursuit encore aujourd'hui et dont on méconnaît l'échéance. Les principales conditions imposées par les sandinistes ont été la dissolution de la Garde Nationale et la nationalisation des biens de Somoza et de ses complices. ■

Andres.

Cette phase de reconstruction nationale, avec sa correspondante politique d'unité nationale, c'est-à-dire avec la mise en place de la collaboration entre le FSLN et la bourgeoisie non-somoziste, a été utile à cette dernière pour commencer à se restructurer après son échec politique, et a donné au FSLN une image acceptable pour le capitalisme au moment de renégocier la dette extérieure, lui permettant également de retenir un nombre important de techniciens et d'administrateurs nécessaires à la survie physique du pays et de ses habitants.

La politique d'unité nationale a deux limites favorables à la direction hégémonique du FSLN sur le pays. D'une part, la faillite politique de la bourgeoisie nicaraguayenne qui est divisée, sans organisation représentant ses intérêts globaux en tant que classe, et qui a perdu tout prestige non seulement du fait de sa collaboration avec le régime précédent, mais aussi par sa tentative de briser la Junte de Reconstruction Nationale avec la démission de Robelo (leader principal de la bourgeoisie). L'autre limite, c'est l'armée et les milices qui sont formées, organisées et dirigées par les sandinistes, ce qui selon Emmet Lang, sous-directeur national des Milices Populaires Sandinistes, représente «la garantie d'expression de la démocratie du peuple, le pouvoir de décider réellement qui doit assumer la direction du pays» (1).

A cette politique d'unité nationale s'oppose, actuellement de façon latente mais, jour après jour, avec de plus en plus de force, d'une part la bourgeoisie qui, bien que politiquement brisée, a réussi à préserver ses privilèges et qui cherche à transformer son pouvoir économique en pouvoir politique. En l'absence d'une organisation politique qui la représente, elle s'organise à travers le COSEP (Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée) et au moyen du journal «La Prensa» elle mène une campagne de dénigrement des capacités organisationnelles et économiques des sandinistes, en exploitant les erreurs et les limites de la révolution et en cherchant à créer le mouvement de masse nécessaire à sa lutte politique.

D'autre part, le FSLN lui-même, qui n'ignore pas la puissance du pouvoir économique de la bourgeoisie, s'il se montre disposé à supporter le coût politique de la survie de celui-ci, n'est pas prêt à permettre la reproduction

et le développement du capital privé industriel ou agricole, et il se montre favorable à l'extension de l'APP («Aire de Propriété du Peuple»).

A court terme, ces deux tendances seront conduites à l'affrontement, et par conséquent à la rupture de l'unité nationale. Les deux forces d'ailleurs se préparent à la perspective de ce conflit dont l'issue marquera le futur du Nicaragua (2).

LES MODELES POLITIQUES

Cuba exerce une grande attirance sur les dirigeants du FSLN, en offrant des modèles valables qui répondent à des



besoins sociaux par un coût économique peu élevé (ou tout au moins accessible pour un pays comme le Nicaragua). L'organisation de l'armée, la santé et la campagne d'alphabétisation ont reçu une influence et un soutien cubains fort importants. Il existe une certaine méfiance populaire envers les cubains, due peut-être à la propagande anti-communiste du régime de Somoza. Ce qui n'a pas empêché, lors de l'anniversaire de la révolution, Place du 19 juillet, que Fidel Castro soit l'un des plus applaudis et seuls les représentants des guérillas du Salvador remportèrent plus de succès.

LE PROCESSUS DE FORMATION DE L'ETAT

Il existe une zone importante (la Côte Atlantique), traditionnellement coupée des processus économiques, politiques et sociaux du Nicaragua. Bien que n'étant habitée que par 8% de la population totale du pays, son potentiel économique est très élevé ainsi que, par conséquent, son pouvoir de déstabilisation politique. Traditionnellement, la Côte Atlantique a été séparée du pays par des réseaux de communication insuffisants, des cultures, des langues et des races différentes. A travers les missions protestantes qui y résidaient, les échanges économiques même ont été plus tournés vers les Etats-Unis que vers Managua. Sur la Côte Atlantique, on a tendance à considérer la révolution comme une affaire du Pacifique, à tel point qu'après la victoire des sandinistes, l'indépendance fut réclamée et qu'il y eut des troubles assez importants (3). De la façon dont sera traitée cette région, en tant qu'élément différent, dépend une partie importante du futur révolutionnaire.

Le manque de cadres politiques, économiques, techniques et administratifs engagés dans la révolution, le manque d'expérience et de débats dans les organisations populaires, ainsi que la structure interne semi-militaire du FSLN, poussent à concentrer le pouvoir politique, et le pouvoir économique qui en dépend, en de peu nombreuses mains, avec tout le danger que cela suppose pour le processus révolutionnaire.

L'Armée Populaire Sandiniste s'éloigne progressivement de ses origines populaires afin de gagner une plus grande efficacité militaire et un moindre coût économique. Ceci est notable dans l'apparition



L'armée s'éloigne de ses origines populaires.

progressive d'une hiérarchisation et dans une disparition des débats politiques. Ces facteurs la rendent plus perméable à l'idéologie bourgeoise.

Il s'est créé une nouvelle bureaucratie qui s'est superposée à la précédente (inefficace et corrompue), ce qui a alourdi l'Administration actuelle et l'a transformée en frein des forces productives.

L'appareil d'Etat est encore en formation et, si de nombreuses données commencent à en affiner la définition plus exacte, il reste suffisamment de contradictions pour qu'une dynamique puisse en changer le cours.

L'Allemagne Fédérale apporte une aide économique et politique importante au Nicaragua, et dans l'esprit des dirigeants du FSLN cette aide pourrait être augmentée. L'entrée de l'Allemagne en Amérique Latine, en tant que puissance économique et représentante d'un bloc politique (la social-démocratie européenne) peut contrebalancer, sans d'ailleurs s'y opposer fondamentalement, le pouvoir des Etats-Unis dans cette zone.

Le processus enclenché au Salvador, le développement de la guérilla au Guatemala, son existence au Honduras, la stabilisation d'une démocratie bourgeoise au Costa Rica, peuvent donner un visage politique à l'Amérique Centrale qui lui permette de développer une alternative à la fois éloignée du gendarme américain et prenant ses distances avec Cuba et donc avec l'URSS. Le rôle que joueront le Mexique et le Venezuela (tuteurs de cette zone) est décisif, soit en autorisant ou en soutenant un tel processus, soit en le freinant ou en le stop-

pant si des « excès révolutionnaires » éclataient.

Le sandinisme n'a pas de conception politique très précise. Cela est sans doute dû à la spécificité de la révolution au Nicaragua qui prend sa source dans une opposition directe au somozisme, en tant qu'appareil d'Etat, sans qu'il y ait eu auparavant une opposition idéologique dans laquelle des secteurs populaires auraient participé et où ils se seraient regroupés autour d'un programme qui concrétise une telle alternative. Ce manque de définition, s'il permet aux sandinistes de maintenir des relations avec les différents blocs économiques et politiques, les cantonne à n'avoir aucun point de référence politique.

SITUATION SOCIALE

Pour une mentalité occidentale imprégnée par la société de consommation, de loisirs et d'abondance, il est difficile de saisir, à première vue, les caractéristiques d'un pays comme le Nicaragua. C'est un pays où les paysans (qui constituent l'essentiel de la population) connaissent un minimum de survie où la vie, la mort, le temps, le travail et l'argent revêtent des significations totalement différentes de celles qu'elles ont en Europe.

Au Nicaragua, il n'y a pas eu, antérieurement à la révolution, d'expériences généralisées de luttes économiques et politiques de classe. Les syndicats, les organisations paysannes ou les associations de citoyens n'existaient pratiquement pas. Les organisations populaires intégrées dans le FSLN ont été directement créées par le Front Sandiniste

afin d'encadrer les masses.

Le FSLN a transplanté, avec plus de bonne volonté que de bonheur, ses structures militaires dans la vie civile, ce qui fait que les nouvelles organisations de masses fonctionnent avec une structure totalement hiérarchisée (4). On ne peut nier cependant que la majorité des militants de gauche européens que nous avons connu au Nicaragua et qui avaient vécu en partie la guerre et la révolution, pensent qu'il est nécessaire que le Front supplée à l'inexpérience des organisations de masse. Il est aussi vrai qu'il y a d'importants secteurs de militants sandinistes qui luttent pour donner à ces organisations une capacité de développement autonome.

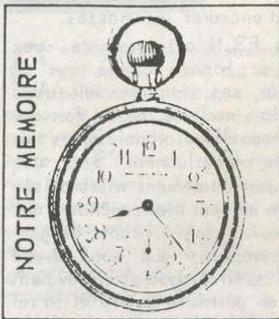
Même si cela semble une lapalissade, il est indiscutable que c'est le peuple nicaraguayen qui a fait la révolution avec le FSLN comme moteur principal. Ce qui explique qu'il se sente un élément actif, qu'il veuille participer aux développements futurs et qu'il ait confiance dans le FSLN. Il est important de souligner que près de 100.000 nicaraguayens (certainement les éléments les plus actifs du pays) se trouvaient tout cet été engagés dans la campagne d'alphabétisation. Leur retour peut déclencher un nouveau dynamisme et une meilleure adaptation des organismes officiels aux besoins réels du pays, que les alphabétiseurs ont pu, à travers leurs voyages, connaître directement. ■

(1) Interview d'Emmet Lang par les auteurs.

(2) Les notes pour cet article ont été prises au mois d'août; les événements postérieurs que nous avons pu suivre à travers la presse semblent confirmer que l'on s'achemine vers cet affrontement.

(3) Au mois d'octobre, selon la presse, de nouveaux troubles ont eu lieu.

(4) En interviewant la responsable de l'AMNLAE (association des femmes du Nicaragua) à León, nous lui avons demandé: «L'AMNLAE fonctionne-t-elle comme les autres organisations de masse du FSLN, c'est-à-dire comme une courroie de transmission qui explique, diffuse et organise les femmes selon les objectifs élaborés par la direction nationale du Front?». Réponse: «Oui, bien sûr».



«La tempête est passée ici plus âprement,
mais aussi elle a déraciné tout le passé».
(un marin du soviet de Cronstadt).

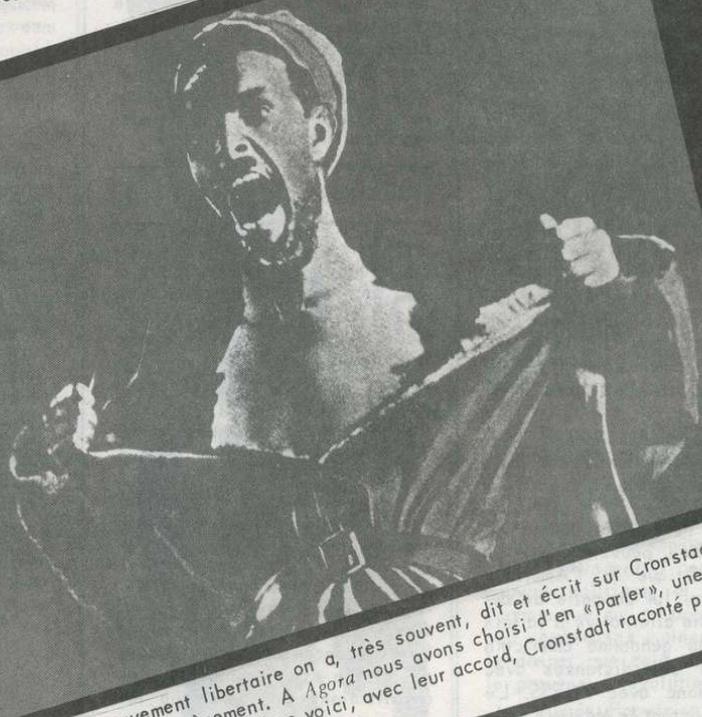
CRONSTADT 1921

Plus de soixante ans se sont passés depuis l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt et tant de sang a coulé sur le monde, tant d'événements de grande envergure ont occupé les esprits, qu'on s'étonne de l'intérêt que l'on porte toujours au drame qui se joua sur les glaces de la Baltique. Car, aujourd'hui, après la seconde guerre mondiale, devant une Russie devenue une force impérialiste dénuée de tout contenu socialiste, diverses couches de l'opinion publique se passionnent de nouveau pour Cronstadt.

La question se pose troublante: «Depuis quand la Russie a-t-elle acquis cet appétit de domination? Existait-il déjà sous Lénine? ou est-ce une caractéristique de la phase stalinienne de la dictature bolchéviste?». Et chaque fois que l'on cherche à préciser le point de départ de cette orientation nouvelle de la Russie, on se souvient avec raison de Cronstadt. L'insurrection des marins de 1921 est, en effet, à la limite de deux époques: d'une part, elle parachève la phase spontanée, populaire, la phase d'espoir de la révolution; d'autre part, elle amorce tout ce qui a été fait depuis, tout ce qui a été imposé.

Le génie populaire s'est exprimé avec force dans les résolutions des insurgés qui ont posé, entre autres revendications politiques, deux questions primordiales, pierres de touche d'une appréciation objective de la Russie actuelle et de toute tentative future visant à éviter un régime totalitaire. Ces deux questions: Peut-on construire un socialisme sans liberté? et: La fin justifie-t-elle les moyens? ont, en d'héroïques combats, reçu réponse négative. C'est pourquoi la cause des insurgés reste inoubliable. ■

Ida METT.



Dans le mouvement libertaire on a, très souvent, dit et écrit sur Cronstadt, mesuré les enjeux d'un tel événement. A Agora nous avons choisi d'en «parler», une fois n'est pas coutume, par le dessin. Alors voici, avec leur accord, Cronstadt racontée par Frémion-Epistolier et Volny.

LA LIBERTE A TRAVERS LES AGES

PAR ÉPISTOLIER ET VOLNY



1921. LA JEUNE RÉVOLUTION BOLCHÉVIQUE S'ESOUFFLE. L'ÉCONOMIE EST À PLAT, LE FROID ET LA FAMINE ATTISENT LE MÉCONTENTEMENT.

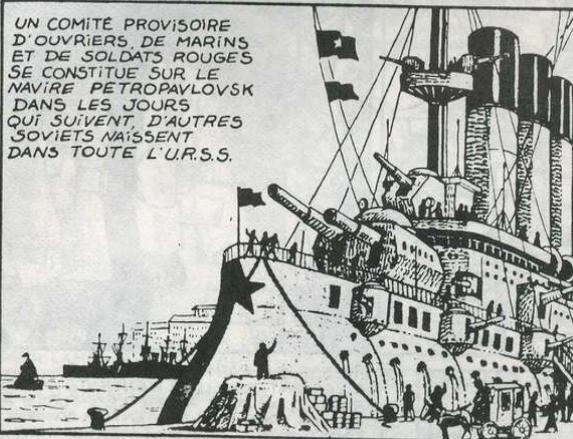


LES SOVIETS (CONSEIL D'OUVRIERS, SOLDATS, PAYSANS, CITOYENS), FER DE LANCE DE LA RÉVOLUTION ONT ÉTÉ DÉMANTELÉS. LA BUREAUCRATIE, LA TCHÉKA ET L'ARMÉE ROUGE LES REMPLACENT. LA RUSSIE MARCHÉ AU PAS CADENCÉ.



TOUTE PROTESTATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE EST ASSIMILÉE À LA CONTRE-RÉVOLUTION BLANCHE. LE 1^{ER} MARS C'EST LA RÉVOLTE, LA MUTINERIE DE...

CRONSTADT



UN COMITÉ PROVISOIRE D'OUVRIERS, DE MARINS ET DE SOLDATS ROUGES SE CONSTITUE SUR LE NAVIRE PETROPAVLOVSK DANS LES JOURS QUI SUIVENT, D'AUTRES SOVIETS NAÎSSENT DANS TOUTE L'U.R.S.S.

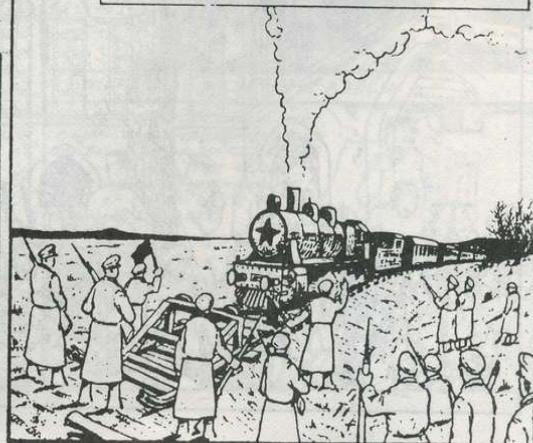
LES DIRIGEANTS LOCAUX SONT ARRÊTÉS DANS LE CALME. DÈS LE DÉBUT, ILS ONT RECONNU LA NÉCESSITÉ DE REORGANISER LA VIE SOCIALE. LE PARTI A RÉPONDU : CE SONT LES BLANCS !



L'INSURRECTION DE L'EX-GÉNÉRAL KORLOVSKY ET DU NAVIRE PETROPAVLOVSK EST LE FAIT DES AGENTS DE L'ENTENTE TOUT COMME LES NOMBREUSES RÉVOLTES PASSÉES DES GARDES BLANCS.

PENDANT TOUTE L'INSURRECTION, LA CALOMNIE SE POURSUIVRA, ELLE PLACE UN GÉNÉRAL TZARISTE, KORLOVSKI, À LA TÊTE DES MUTINS. EN FAIT, LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE A POUR PRÉSIDENT L'ÉCRIVAIN DU BORD, UN MARIN, PETRICHENKO.

LA RÉVOLTE S'ÉTEND, À PÉTROGRAD, À ORANIEMBAUM. ZINOVIEV EST ENVOYÉ SUR PLACE : CRONSTADT EST ISOLÉE. LA TCHÉKA ET LES CADETS DE L'ARMÉE ROUGE ENTRENT EN ACTION.





LES DÉMISSIONS DU PARTI PLEUVENT.

LA POLITIQUE COMMUNISTE A ENTRAÎNÉ LE PAYS DANS L'IMPASSE. LE PARTI EST DEVENU BUREAUCRATIQUE, ET IL NE VEUT DÉCIDÉMENT RIEN SAVOIR DES ASPIRATIONS POPULAIRES. COMMENT POURRAIT-IL ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE, QUAND IL NE CHERCHE QU'À LUI IMPOSER SA VOLONTÉ ?



LES MUTINS S'ADRESSENT A TOUTE L'U.R.S.S.

NOTRE CAUSE EST JUSTE. FACE AUX PARTIS, NOUS DÉFENDONS LE POUVOIR DES SOVIETS. NOUS VOULONS QU'ILS SOIENT LIBREMENT ÉLUS LES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE. LES SOVIETS PERVERTIS, CONFISQUÉS PAR LE PC, SONT TOUJOURS RESTÉS SOURDS À NOS BESOINS ET À NOS REVENDICATIONS POUR TOUTE RÉPONSE NOUS N'AVONS REÇU QUE DU PLOMB.

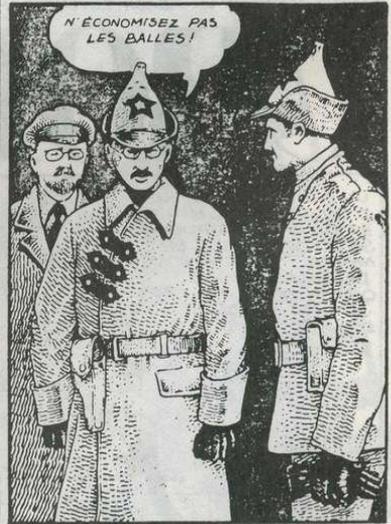


DES AVIONS LACHENT DES TRACTS AU-DESSUS DE LA VILLE, DEMANDANT AUX MUTINS DE SE RENDRE.

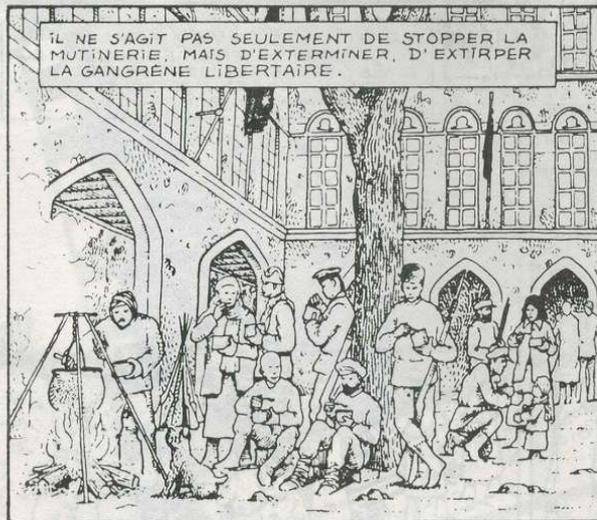


LA GARNISON DE CROWSTADT NE S'EST PAS RENDUE AUX GÉNÉRAUX TZARISTES. CROYEZ-VOUS QU'ELLE SE RENDRA À DES GÉNÉRAUX BOLCHEVIQUES ?

TROTSKY, MARÉCHAL DE L'ARMÉE ROUGE, ASSISTÉ DE KAMENEV, COMMANDE LA RÉPRESSION.



N'ÉCONOMISEZ PAS LES BALLE!



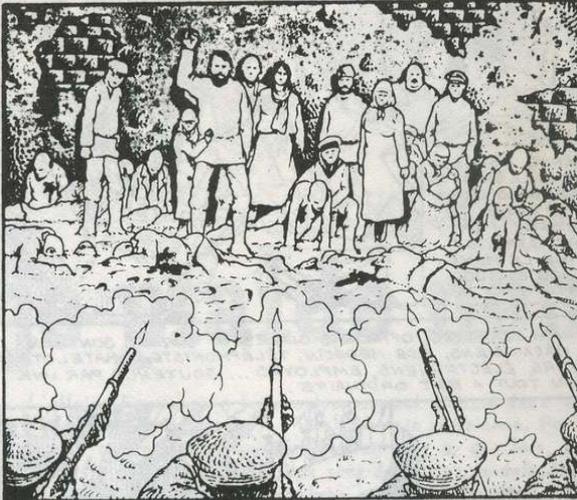
IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE STOPPER LA MUTINERIE, MAIS D'EXTERMINER, D'EXTIRPER LA GANGRENE LIBERTAIRE.

LA PRESSE DU PARTI SE DÉCHAÎNE : " ILS VEULENT TORPILLER L'ENTENTE RUSSO-AMÉRICAINE (DÉJÀ!), AIDER LES TURCS À CÉDER AUX FORCES DE L'ENTENTE (= OCCIDENT), ILS SONT VENDUS AUX FINLANDAIS, AUX FRANÇAIS, AU TSAR, ETC..."



GÉNÉRAL TZARISTE

TROTSKY FAIT FUSILLER EN MASSE, PÊLE-MÊLE, OUVRIERS, SOLDATS, MARINS, DES FAMILLES ENTIERES.



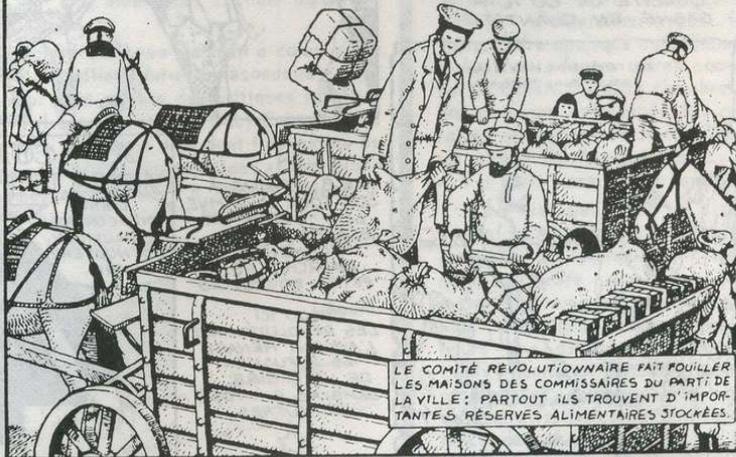
LE 7 MARS, CRONSTADT EST ATTAQUE.



POUR ÉTEINDRE LA RÉVOLTE DANS LE PAYS, DE FAUSSES CONCESSIONS ALIMENTAIRES SONT FAITES (10 MILLIONS DE ROUBLES DE DENRÉES ACHETÉES A L'ÉTRANGER). LE PARTI, EN PARTICULIER ZINOVIEV, SE CONDUIT COMME UN PATRONAT CAPITALISTE.

LE CALME REVENU, CES CONCESSIONS SERONT PAYÉES TRÈS CHER. A CRONSTADT, OU TOUT LE MONDE PARTAGE TOUT, LA GARNISON DISTRIBUE SES PROVISIONS A LA POPULATION CIVILE.

NOUS METTRONS LES OUVRIERS SANS PARTI AUX POSTES LES PLUS IMPORTANTS ACTUELLEMENT



LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE FAIT POUILLER LES MAISONS DES COMMISSAIRES DU PARTI DE LA VILLE: PARTOUT ILS TROUVENT D'IMPORTANTES RÉSERVES ALIMENTAIRES STOCKÉES.

A PETROGRAD TENU PAR LE PARTI, L'ÉTAT DE SIEGE EST PROCLAMÉ. A CRONSTADT, IL NE LE SERA PAS.

TANDIS QUE DANS TOUTE LA RUSSIE LES RÂLEURS SONT ENRÔLÉS DE FORCE DANS L'ARMÉE, LE DRAPEAU ROUGE FLOTTE SUR CRONSTADT.

QU'IL POURRAIT-ON CRAINdre? PAS NOS PROPRES SOLDATS ROUGES, NI NOS MARINS, NOS OUVRIERS, NOS INTELLECTUELS...
PAR CONTRE, A PETROGRAD, CELA SE COMPREND, LES OPPRESSEURS CRAignent CEUX QU'ILS OPPRIMENT.



POURTANT, LE BOLCHEVISME A VÉCU.



LÉNINE A DIT: "LE COMMUNISME C'EST LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS PLUS L'ELECTRIFICATION, ET LE PEUPLE SEST RENDU COMPTE QUE LE COMMUNISME C'EST LA BUREAUCRATIE PLUS LES FUSILLADES."



TANDIS QUE LES IZVESTIA DE CRONSTADT PUBLIENT TOUT CE QUI PROVIENT DE MOSCOU, PAS UN DE LEURS APPELS ET COMMUNIQUÉS N'EST DIVULGUÉ A L'EXTÉRIEUR.



FATIGUE EN 1917. LE PARTI S'EST GONFLÉ APRÈS SA VICTOIRE. OPPORTUNISTES ET MAGOUILLEURS S'Y TAILLENT DES PLACES SANS VERGOGNE. LE PARTI BOLCHEVIQUE A PERDU EN QUALITÉ CE QU'IL A GAGNÉ EN QUANTITÉ.

La corruption dans le parti (dessin: Boris Malakovsky)



PÉTRICHENKO DISTRIBUE LA PRAVDA ET LA GAZETTE ROUGE QUI, DANS LEURS ASSAUTS DE HAÏNE, SE CONTREDISENT (UN "RENFORT TZARISTE" EST ESTIMÉ LE MÊME JOUR A 100 ET 2000 RESPECTIVEMENT).

LES "GÉNÉRAUX TZARISTES, OFFICIERS BLANCS ET CURÉS" SONT EN RÉALITÉ : MÉCANICIENS, AÏDE-MÉDECIN, TÉLÉPHONISTES, MATELOTS, CHARPENTIERS, ÉLECTRICIENS, EMPLOYÉS ... SOUTENUS PAR UNE POPULATION TOUT A FAIT ORDINAIRE.



★
LE 8, LENINE À SON TOUR CONDAMNE LES "GÉNÉRAUX BLANCS ET LES ÉLÉMENTS ANARCHISTES PETITS-BOURGEOIS"

JUSQU'ICI, LES RÉVOLUTIONNAIRES L'AVAIENT MÉNAGÉ, ILS REFUSAIENT DE LE CROIRE SEMBLABLE À TOUS LES AUTRES...

★



LE 17 MARS 1921, CRONSTADT TOMBE. LES SURVIVANTS, PRISONNIERS ET OTAGES, SONT FUSILLÉS SOMMAIREMENT.



LE 18 MARS, ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS, TROTSKY ET ZINOVIEV FLÉTRISSENT LA MÉMOIRE DE THIERS ET GALLIFET, MASSACREURS DES COMMUNARDS.



LE MENSONGE EST REDEVENU SYSTÈME D'ÉTAT, COMME DANS N'IMPORTE QUEL PAYS CAPITALISTE. LA RÉVOLUTION RUSSE A VÉCU, DANS SON COÏN, UN CERTAIN JOSEPH DOUGACHVILI SE MARRE DOUCEMENT.



SOURCE: "LA COMMUNE DE CRONSTADT" (Ed. Belibasc, 1969).



Au-delà de l'affaire Faurisson

G. COHN-BENDIT

«je plaide non-coupable!»

L'affaire Faurisson a fait couler pas mal d'encre dans les gazettes, et elle a passablement secoué l'intelligentsia parisienne. Par les enjeux, explicites ou implicites, qu'elle révélait elle a, dès lors, dépassé son protagoniste direct. Or ces enjeux sont de taille: au-delà de l'existence ou de la non-existence des chambres à gaz, ce sont les conceptions et les «confections» de l'histoire, la liberté des recherches et de leur expression, qui se retrouvent sous les feux de l'actualité. La fonction mythique du nazisme, son rôle d'épouvantail politique seraient à leur tour mis en cause. Certains ne reculant plus devant des questions, aux allures provocatrices, du type: «et si l'enfer nazi cachait autant de mensonges que le paradis socialiste?».

De nombreuses personnes, dont certaines nous tiennent à cœur, n'ont pas hésité à s'engager dans cette «bataille» (fut-elle secondaire), avec plus ou moins de bonheur. Cela leur vaut parfois des critiques acerbes, souvent des procès d'intention... Tel est le cas pour Gaby Cohn-Bendit. Parce qu'il est un camarade libertaire de longue date dont l'honnêteté ne peut être mise en cause, parce que sa prise de position dans «Libération» a fait converger vers lui, anathèmes et jugements à l'emporte-pièce, il devait pouvoir s'expliquer clairement avec et dans le mouvement.

Pour une revue comme la nôtre, il s'agit de savoir écouter avant de pouvoir juger. Alors, écoutons...

Agora.



Les historiens officiels fondent la théorie du génocide sur les faits historiques suivants: en 1941, ordre secret d'Hitler d'exterminer tous les Juifs. Ordre appliqué concrètement à Auschwitz (entre autres camps) par la construction de chambres à gaz où furent exterminés des centaines de milliers de Juifs. Résultat global de l'extermination: de 4,5 à 5 millions de personnes.

Les historiens qui se disent «révisionnistes» et qualifient les premiers d'«exterminionnistes» nient cet ordre secret dont il ne reste effectivement aucune trace, sauf dans des témoignages au cours des différents procès de l'après-guerre et dans les mémoires de Höss, commandant du camp d'Auschwitz. Ils contestent l'existence des chambres à gaz et les chiffres des Juifs morts du fait du nazisme. Et ils concluent: il n'y a jamais eu ni génocide, ni volonté d'extermination. Le génocide n'est qu'une invention de la propagande de guerre accréditée après-guerre, au cours des différents procès, par des témoignages douteux. Sur les «faits», ordre d'Hitler, chambres à gaz, chiffres (dont j'affirme qu'à ce jour, ni ceux des historiens officiels, ni ceux des «révisionnistes» ne reposent sur aucune base scientifique sérieuse) je ne suis pas loin de penser que les révisionnistes ont raison. Si les autres preuves sont aussi peu fondées que celles qui reposent sur le journal de Kremer (qui, personne ne contestant son authenticité, paraissent des plus sérieuses), le rapport Gerstein, les mémoires de Höss ou le témoignage fantasmagorique de Philip Müller, l'historiographie officielle n'est guère crédible!

DE LA CATHEDRALE
AU LIVRE DE COMPTES

La question du génocide telle que l'établit cette historiographie pose certains problèmes méthodologiques : à ce propos, il ne me paraît pas inutile de rappeler (aux non-historiens, mais hélas aussi aux historiens) quelques banalités indispensables.

a) Si, sur une période historique, nous ne possédons aucun document, nous ne pouvons rien en dire. Cependant, on ne peut évidemment pas en déduire que pendant cette période, il ne s'est rien passé.

b) Les certitudes que nous pouvons nous faire sur la véracité des différents récits que font les historiens dans les domaines les plus variés reposent d'abord sur le nombre et le type des documents que nous possédons sur cette période. Cela va de la cathédrale au livre de comptes en passant par la partition musicale et le témoignage.

De tous les documents historiques, le témoignage est le moins satisfaisant quand il s'agit de reconstituer un récit vrai, comme dirait Paul Veyne, puisque le témoignage est déjà récit dont il faudrait pouvoir prouver par d'autres documents (dont évidemment d'autres témoignages) la véracité.

Un « fait historique », quel qu'il

soit, fut-il le plus horrible, qui ne reposerait que sur des témoignages ne peut en règle générale satisfaire l'historien, au même titre qu'un « fait » attesté par un ensemble de documents autres que le témoignage (au sens de récit fait par un témoin, bien sûr).

c) Ces banalités n'ont été rappelées qu'à cause du déferlement actuel d'inepties assénées avec le plus grand sérieux, du type : douter de l'existence des chambres à gaz est aussi absurde que de douter de l'existence de Napoléon ou de celle de la guerre de 1914.

Rappelons :

- D'abord que l'existence des chambres à gaz et de l'ordre d'extermination ne reposent que sur des témoignages.

- Ensuite qu'heureusement pour l'historien, l'existence de la guerre de 1914 n'est pas authentifiée que par des récits de « nos braves poilus » ; et qu'il en va de même pour Napoléon ! Ce que nous savons de lui ne repose pas seulement sur les témoignages de ses partisans ni de ses adversaires. Heureusement ! car à les lire, on pourrait effectivement en arriver à douter de la réalité de ces événements, aussi bien ceux de la vie de Napoléon que ceux de la guerre de 14. Pour la guerre de 14 par exemple, nous avons les archives des armées allemande et française sur lesquelles ont travaillé et travaillent toujours un certain nombre d'historiens. Et je défie quiconque utilisant pourtant

la soi-disant et mythique « méthode hypercritique » attribuée aux révisionnistes, de me faire douter de la réalité de la guerre de 1914 !

La différence, pour juger de l'existence de ces deux faits, celle des chambres à gaz et celle de la guerre de 14, réside en la nature des documents qui les prouvent. Si l'on peut douter de l'existence des chambres à gaz, c'est qu'elle ne tient que sur des récits de témoins (aveux, mémoires, témoignages au procès) et que ces récits sont contradictoires en eux-mêmes et entre eux, comme je l'ai montré à propos de Kremer.

J'AFFIRME
QU'IL Y A EU GENOCIDE

Puisqu'on ne peut attester ni de l'ordre d'extermination ni de l'arme du crime, serait-ce donc que les révisionnistes auraient raison ? Non ! Je suis un « exterminationniste » convaincu ! Mais il faut poser le problème autrement. Pour paraphraser Faurisson, j'affirme :

- « Jamais un président des Etats-Unis n'a ordonné ni admis que l'on tue un seul Indien uniquement parce qu'il était Indien ».

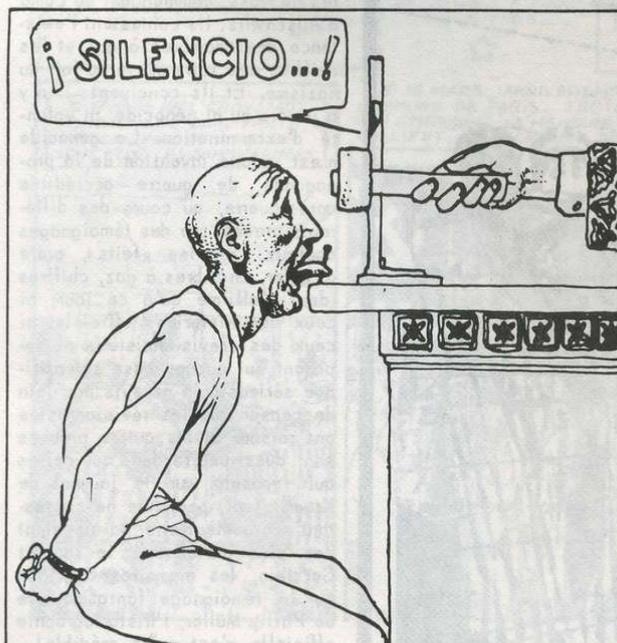
- « Jamais le gouvernement turc n'a ordonné ni admis que l'on tue un seul Arménien uniquement parce qu'il était Arménien ».

- « Jamais Staline n'a ordonné ni admis que l'on tue un seul Tatar de Crimée uniquement parce qu'il était Tatar de Crimée ».

Si des Indiens ont été tués, c'est parce qu'ils s'étaient révoltés... Si des Tatars ont été tués, c'est parce qu'ils etc...

Pourtant, les présidents des U.S.A., le gouvernement turc, Staline, en ordonnant de déplacer les Indiens, les Arméniens, les Tatars, de les mettre dans des réserves etc... ont ordonné et admis que des Indiens, des Arméniens, des Tatars meurent en masse, uniquement parce qu'ils étaient Indiens, Arméniens ou Tatars.

De même, Hitler a ordonné que des Juifs, enfants, femmes, vieillards, hommes confondus meurent uniquement parce qu'ils étaient Juifs. Tout cela sans chambres à gaz, sans ordre d'extermination, simplement avec un ordre de déportation dans des ghettos, dans des camps, tous lieux de mort. Le propre du système concentrationnaire étant justement la possibilité d'éliminer sans obligation de condamner à mort ni d'exécuter (il a en outre, sans que ce soit en aucune manière sa fonction essentielle ni déterminante, l'a-



vantage de pouvoir être utilisé à des fins économiques intéressantes en certaines circonstances...).

Si la guerre avait encore duré quelques années, les conditions dans lesquelles le système nazi mettait les Juifs, auraient abouti à leur liquidation totale (sans qu'il soit besoin, je le répète, ni de chambres à gaz, ni d'ordre d'extermination).

Voilà pourquoi, face aux révisionnistes, je me dis Exterminationniste; voilà pourquoi j'affirme qu'il y a eu génocide.

● Ce que je reproche à l'idéologie révisionniste:

Même si je pense qu'à la lettre, la phrase de Faurisson «Jamais Hitler n'a ordonné ni admis qu'un seul homme soit tué en fonction de sa race ou de sa religion» est vraie, car sous une forme provocative, elle nie l'ordre d'extermination de tous les Juifs, en tant que Juifs (si on ordonne de tuer un seul Juif parce qu'il est Juif, on condamne de ce fait tous ceux qui partagent avec lui cette particularité).

Il n'y aurait rien à dire si Faurisson avait ajouté que, par contre, «Hitler a ordonné et admis que les Juifs meurent uniquement parce qu'ils étaient Juifs». Mais tout son discours interprétatif va à l'encontre en fait de cette phrase non-formulée; et c'est en cela que son discours, comme celui de tous les révisionnistes, est historiquement faux, intellectuellement aberrant et politiquement dangereux.

Que penser de son affirmation qu'il y aurait eu une «guerre» entre Hitler et les Juifs? car s'appuyant sur une déclaration de Weizmann dont il fait, à tort, comme l'a rappelé Vidal Naquet, le président du congrès juif mondial en 1939, il veut accréditer la thèse que les Juifs ont déclaré la guerre à Hitler et que, de là, datent et proviennent tous leurs malheurs.

C'est historiquement faux, non pas parce que le congrès Juif mondial n'était pas représentatif de la communauté juive mondiale ni que Weizmann n'en était pas le président (chose importante à rappeler, certes, à celui qui veut rétablir la vérité des faits historiques) mais parce que cela fait débiter le conflit en 1939, alors qu'en ce qui concerne Hitler, il a commencé à l'égard des Juifs dans les années 1920 (cf. «Mein Kampf»).

Faurisson voudrait montrer que chaque mesure nazie répond à une mesure juive, que les Juifs sont en quelque sorte responsables de leurs malheurs ou du moins pris

«Même s'ils n'ont aucune sympathie pour le régime nazi, les révisionnistes en viennent en fait à le blanchir».



dans l'engrenage d'une guerre, terrible certes, mais à la guerre comme à la guerre, personne ne se fait de cadeau.

Ainsi, le port de l'étoile jaune serait une mesure d'ordre militaire pour mieux repérer l'ennemi... «la nuit de cristal» ne ferait que répondre à l'attentat de Grynspann contre un diplomate allemand. Certes, la «nuit de cristal» suit chronologiquement l'attentat, mais faire un pogrom contre toute une communauté, piller les magasins, brûler les synagogues, arrêter des gens et les battre à mort, cela n'a rien à voir avec l'attentat.

C'est faire payer à une communauté jugée d'abord comme ennemie, l'acte d'un individu (qu'importe que Grynspann ait bien ou mal agi).

Si un Français bien de chez nous assassine un enfant, c'est lui et lui seul que la foule voudra lyncher. Si un travailleur immigré commet le même crime, c'est toute la communauté qu'elle voudra lyncher. Cette volonté de meurtre collective s'exprime certes à l'occasion du crime, mais traduit d'abord, pré-existant au crime, le racisme des lyncheurs.

De même qu'il oublie que «Mein Kampf» fut écrit avant toute «déclaration de guerre» juive, Faurisson oublie les mesures prises de 1933 à 1939 contre la communauté juive allemande (exclusion des avocats en 33, lois racistes en 35, etc...).

Alors, se servir de la «déclaration de guerre» toute verbale (comme dirait *Le Canard Enchaîné*) d'un homme sans pouvoir et sans armée pour justifier les persécutions anti-juives d'après 1939 est, je le répète, historiquement faux. De plus, comme je l'ai montré pour la «nuit de cristal» faire de la chronologie la seule inter-

prétation des phénomènes historiques est intellectuellement stupide.

LES REVISIONNISTES RAISONNENT COMME LES STALINIENS

Mais je pense aussi que tout cela est politiquement dangereux. Donner comme explication à une ratonnade collective un crime individuel, c'est qu'on le veuille ou non excuser cette ratonnade, en un mot la justifier plus que la comprendre. Bien sûr, pour s'exprimer, le racisme a besoin d'un révélateur, crime ou crise économique, sans lequel il sommeille et semble même disparaître. Mais événement précis ou situation économique en eux-mêmes n'expliquent en rien le phénomène raciste.

Ces arguments me font penser aux néo-staliniens qui, certes, admettent aujourd'hui les camps, les «erreurs graves» de Staline, mais tentent de nous faire comprendre que... la situation économique... le retard économique de l'URSS... etc... et en arrivent finalement à un bilan «globalement positif»!

Nos révisionnistes raisonnent finalement de façon analogue et chacun de leurs arguments vise en fait à excuser les persécutions antisémites par une cause ou une situation: la guerre.

Et Faurisson, qui n'est pas un néo-nazi raisonne de même en fait. A travailler au ras des pâquerettes, à chercher toujours dans l'ordre chronologique un fait pour en expliquer un autre, il passe à côté de la compréhension de ce qui nous occupe ici, l'antisémitisme des nazis et ses con-

ARGUMENTS

séquences. Mais à oublier que l'historien commence à travailler au ras des pâquerettes, les historiens officiels passent à côté des « faits ».

Si j'étais professeur de mathématiques, j'apprécierais ainsi : historiens officiels, raisonnement (en gros) juste mais résultats faux; Faurisson et révisionnistes : résultats (quant aux faits historiques) justes, mais raisonnement faux.

Mon dernier exemple de l'incompréhension de Faurisson quant aux problèmes qu'il aborde sera le suivant : interviewé sur *Europe n° 1* par Ivan Levaï qui lui pose la question : « Vous n'allez pas nier qu'il était dangereux d'être Juif pendant la guerre ? », il répond : « Moins que d'être communiste ou résistant ! ».

Le problème n'est pas quantitatif ! Il est qu'être communiste ou résistant, c'est être adulte et choisir. Un enfant de deux mois n'est ni communiste ni résistant. Une personne à la veille de sa mort, en général, quelles que soient ses idées, ne peut également plus l'être ! Mais pour les nazis, Juif on l'était de sa naissance à sa mort, et quoiqu'on pense ou fasse. On pouvait en conséquence être déporté à tout âge, malade ou non. C'était là la situation de tout Juif ! il risquait, quels que soient son âge, son sexe, ses actes ou ses idées, d'être déporté parce qu'il était Juif, et uniquement pour cela.

Ainsi, qu'ils le veuillent ou non, et même s'ils sont honnêtes et n'ont aucune sympathie pour le régime nazi, les révisionnistes, du fait de leur incompréhension, en viennent en fait à le blanchir. En cela, ils sont mes adversaires politiques et à combattre politiquement.

LES INSULTES NE REMPLACENT PAS LE DEBAT

Je suis donc un adversaire politique et idéologique de l'entreprise politique et idéologique qui sous-tend le récit historique des révisionnistes. Je le répète, je suis exterminationniste, mais un exterminationniste qui n'accepte pas que l'on malmenne la vérité historique comme le font les historiens officiels qui sont généralement mes amis politiques.

Au plan de la réalité, les historiens officiels ne dépassent pas l'aveuglement des historiens stalinien sur l'URSS jadis. Car il y avait des historiens stalinien honnêtes et sincères... qui n'avaient qu'un tort, celui de prendre pour vérités historiques les faux fabriqués par le NKVD, la CRU ou le KGB.

Or, en cette affaire, mes propres amis politiques font crédit à des documents (comme les aveux des procès de Cracovie) fabriqués aux mêmes sources.

Je me trouve donc être un exterminationniste-révisionniste, car je suis effectivement pour une révision de l'historiographie de la solution finale telle qu'elle a été écrite. Et je ne crois pas que cela remette en cause l'existence du génocide-extermiation (au sens où j'ai dit qu'il a existé pour les Indiens, les Arméniens et les Tatars).

Enfin, et pour terminer, il est un argument que je trouve particulièrement odieux : « Vous niez l'existence des chambres à gaz, alors c'était quoi les camps ? le club méditerranée ? ».

Cet argument est aussi dangereux que celui des révisionnistes qui concluent à l'inexistence du génocide du fait de l'inexistence des chambres à gaz.

Car, si ces derniers réhabilitent de fait le nazisme, les premiers réhabilitent de fait le système concentrationnaire stalinien :

- Puisque jamais un camp stalinien n'a eu de chambres à gaz ;

- Puisqu'un camp sans chambres à gaz est un club méditerranée ;

- Les camps stalinien et tous les camps allemands sans chambres à gaz, sont des clubs méditerranée.

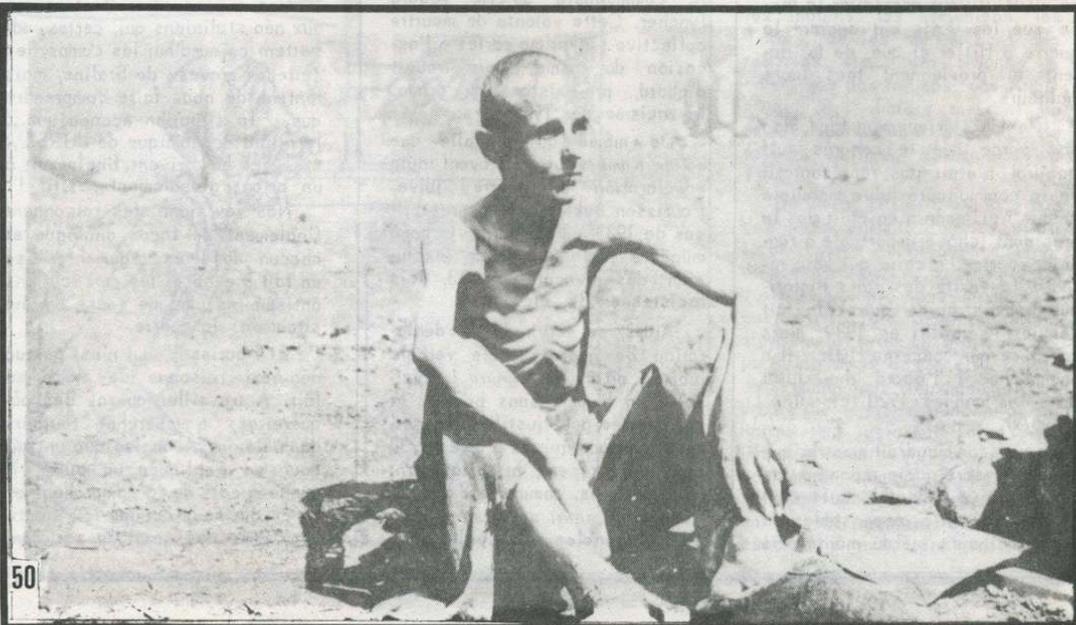
Ainsi, sur le plan de l'histoire actuelle, je me retrouve d'accord avec ceux que je combats au plan de l'interprétation du régime nazi en ce qui concerne le génocide des Juifs. Et je prétends que ceux avec qui je partage l'interprétation se trompent sur les faits.

Seul, un débat scientifique et démocratique permettrait de sortir de l'impasse ; les juges et leur verdict ne le remplaceront pas, les insultes et la démagogie non plus. ■

Gaby COHN-BENDIT.

P.S. : Ce texte fait partie d'un travail en cours de réalisation.

Il doit s'intégrer dans un ensemble plus vaste comprenant : mon intervention dans *« Libération »*, une analyse sur Kremer, une autre sur le *« Journal »* de Hoess, qui a mes yeux est un faux... Cette conclusion, toute provisoire donc, m'a cependant paru intéressante à faire connaître.





kiosques kiosques kiosques

ÉCOLOGIE

LES ICONOCLASTES

C. Castoriadis, D. Cohn-Bendit et le public de Louvain-la-Neuve: «De l'écologie à l'autonomie», Ed. du Seuil, 1981.

● Il faut d'abord dire que c'est un vol. Un bouquin de 125 pages, à 40 Frs. qui n'est qu'un compte rendu de débat public: c'est cher et cela découragera bien des lecteurs potentiels. Et ce sera dommage car ça fourmille d'idées. Certaines d'ailleurs feront bondir pas mal de monde et le bouquin risque de passer par la fenêtre. Mais reconnaissons aux auteurs le mérite de poser des problèmes réels, de formuler des questions essentielles auxquelles le mouvement libertaire a déjà trouvé des réponses (voilà pour le credo) ou bien qu'il se refuse à aborder (voilà pour les tabous). Si vous êtes profondément iconoclastes, vous trouverez là des gens qui ont envie d'avancer, quitte à se tromper, quitte à se heurter à des contradictions énormes, mais qui n'ont surtout plus envie de tourner les mêmes soupes en oubliant que certains ingrédients sont avariés et que d'autres ont changé.

Lorsque Castoriadis affirme: «... ces besoins qu'il crée, le capitalisme, tant bien que mal et la plupart du temps, il les satisfait», ou on arrête là, ou on réfléchit. Il y a des éléments constitutifs du monstre capitaliste que l'on ne peut plus négliger. Et si (entre autre) la lutte passait par l'invention (ou redécouverte) d'une utilisation libertaire et libératrice de la psychanalyse? Étonnant, non?

A propos de «monstre», en voici un autre: «ce contre quoi je me bats, c'est l'idée que la révolu-

tion est, évidemment et nécessairement violente». C'est abrupt comme bien des affirmations de ce livre qui cherche à confronter des luttes, des idées, des pratiques sans ambitionner d'établir des bilans définitifs ni viser à ajouter de nouveaux versets à la sonate révolutionnaire. Comme le dit l'un d'entre eux: «je pense que nous devons laisser exister ces différences avant de les surmonter, leur donner la possibilité qu'elles s'expriment».

V. M.

B.D.

«MAKHOVITCHINA, UKRAINE 1919»

de J. Hombourger
Ed. du Drapeau Noir.

● Un album de 48 pages de bandes dessinées sur l'épopée de Makhno qui s'efforce d'associer les théories libertaires et le particularisme ukrainien dans la première armée insurrectionnelle d'Ukraine.



COSTANTINI

● Contrairement à ce que nous avons affirmé dans notre dernier numéro, on peut encore trouver l'œuvre du peintre libertaire Costantini: «Travachi et ses compagnons» avec un choix de textes par Jacques Baynac (Ed. du Chêne, 1976). Par contre, son «Homancero anarchiste» (Ed. Losfeld, Le Terrain Vague) est bien épuisé.

POLITIQUE

«PROTESTATIONS DEVANT LES LIBERTAIRES DU PRESENT ET DU FUTUR SUR LES CAPITULATIONS DE 1937»

par un «incontrôlé» de la Colonne de Fer.

Ed. Champ Libre, 1979.

Ce texte d'une trentaine de pages, écrit par un milicien anarchiste, compte probablement parmi les bilans les plus synthétiques et riches de la révolution espagnole. On y retrouve toutes les thèses que défendait la Colonne de Fer et qui lui valurent bien des ennuis (voir, à ce propos, l'article de Nestor Romero publié dans «Agora» n° 3).

● L'Histoire (...) parlera un jour.

Et alors, l'Histoire dira que la Colonne de Fer fut peut-être la seule en Espagne qui eut une vision claire de ce que devait être notre révolution. L'Histoire dira aussi que ce fut cette Colonne qui opposa la plus grande résistance à la militarisation. Il dira, en outre, que, parce qu'elle y résistait, il y eut des moments où elle fut totalement abandonnée à son sort, en plein front de bataille (...).

Combien de choses dira l'Histoire et combien de figures qui se croient glorieuses seront exécutées et moudées!

Un livre à lire, absolument. Mais on peut très bien ne pas l'acheter car, pour tout dire, publier un petit bouquin de 60 pages bilingue, à gros caractères et bons interlignes, pour la «modique» somme de 14 Frs (environ) c'est pousser un peu loin le bouchon, non?!

Selon AMOROS.

A L'OUEST

«DU TERRORISME ET DE L'ÉTAT: la théorie et la pratique du terrorisme pour la première fois divulguées».

de Gianfranco Sanguinetti
Grenoble, 1980.

J. J. Labruquère et Ph. Houyou, B.P. 144, 38002 Grenoble-Cédex.

En 1975, sous le pseudonyme de Censor, il faisait jaser dans les hautes sphères politiques qui accusaient l'auteur du «Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie» (*) d'être un traître à sa classe (supposée être la bourgeoisie).

Aujourd'hui, il récidive sous son vrai nom. Et les réactions suscitées laissent pantois: on cherche à freiner la diffusion de ce petit bouquin pourtant jugé par les médias de «peu convaincant»; on cherche en vain à inculper G. Sanguinetti pour contrebande, association de malfaiteurs, terrorisme et détention d'armes...

Mais que peut bien raconter ce livre «si peu convaincant» qu'il en devient subversif? Contient-il un secret d'État?

«Ih, bien! oui — avoue d'emblée Sanguinetti — ce livre contient des secrets d'État, que les services secrets de l'État italien ornaient de terrorisme et en tirent les ficelles, n'est-ce pas peut-être le premier de ses secrets?».

Parce qu'il n'est pas très convaincant et que, pour cela même, on cherche des noises à son auteur, ce livre mérite d'être lu. Et, sait-on jamais, du massacre de la Piazza Fontana aux Brigades Rouges, peut-être finirez-vous sa lecture en trouvant que son affirmation «le terrorisme c'est l'État» est, au contraire, beaucoup trop convaincante!

Julien DREUX.

(*) Traduit en français en 76, Ed. Champ Libre.

CHANSONS

PASCAL ET CLAIRE GENNERET

● Pascal et Claire: deux libertaires qui chantent ensemble depuis trois ans dans les foyers, MJC...

Du temps où il était au groupe «Celebration», Pascal avait déjà sorti un 33t de folk ainsi qu'un recueil de poésie. Aujourd'hui, avec Claire, ils viennent de sortir un 45t qui porte le titre de leur chanson: «La Polka du nucléaire».

On peut les joindre à: Pascal et Claire Genneret, Bourdenay, 10290 Marciilly le Hayer et y commander leur production: disque folk 33t (15 Frs); recueil de poésie (12 Frs); 45t (15 Frs).

ANARCHIK:
L'ENNEMI DE
L'ÉTAT

